PER
F-195
EX.2
S

OCTOBRE 1981
NO 45

focus

1,50 $

Saguenay-Lac-Saint-Jean

DESBIENS: ON FERME?
PORTRAIT DU CANCER DANS LA RÉGION
UNE ECOLE ALTERNATIVE AU SAGUENAY
RETOUR DU PROFESSEUR LENTILLE



Photo: Marcel Cloutier

NOS OBJECTIFS:

Les buts et objectifs de la revue Focus sont les suivants:
1. Assurer une qualité de l'information en intervenant sur les sujets d'ordre social, culturel, politique et économique de telle façon qu'ils correspondent aux enjeux collectifs, ce que ne fait pas la presse traditionnelle dû à sa structure et/ou ses intérêts économiques.
2. Etre un outil d'intervention afin de provoquer des débats dans la population et plus particulièrement sur les points suivants, ce qui ne signifie pas pour autant que nous limitons notre intervention à ces seuls pôles:
- la qualité de l'information;
- la lutte anti-sexiste;
- les conditions de la vie des travailleurs et non-travailleurs;
- le développement culturel;
- la qualité de l'environnement;
- encourager les luttes pour arriver à une plus grande autonomie régionale (économique, culturelle, etc.).
3. Favoriser le processus d'ouverture sur le milieu en ayant des liens plus étroits avec les groupements culturels, populaires et ouvriers afin de représenter les principaux débats qui se posent au Saguenay et au Lac Saint-Jean et de se concerter lors d'événements spéciaux.
4. Viser l'autofinancement afin d'assurer la pérennité d'un médium qui permet à la population d'exprimer sa façon de penser, parler et vivre en favorisant l'expression des idées novatrices, dans la mesure où ça n'entre pas en contradiction avec nos buts et objectifs.

NOTRE FONCTIONNEMENT:

Organisation à but non lucratif, la revue Focus fonctionne avec une assemblée générale, un conseil d'administration de permanents (es) et différents comités.
- L'assemblée générale: Les membres actifs, lecteurs (trices) et toutes les personnes concernées par Focus sont les bienvenus (es). Mais les membres actifs seulement ont droit de vote. **Pour devenir membre actif, il suffit d'adhérer aux objectifs de la revue et de débourser $5.00 par année.** A ce sujet, vous écrivez à Focus.
- Le conseil d'administration est formé de six personnes élues à l'A.G. et d'un (e) représentant (e) des permanents (es). Son rôle consiste surtout à s'assurer que les objectifs de la revue sont respectés. Il travaille en étroite relation avec le collectif des permanent (es).
- Le collectif des permanents (es) voit à faire fonctionner Focus quotidiennement.
- Autour de ces instances se greffent de nombreux (ses) collaborateurs (trices) indispensables au fonctionnement. On les retrouve dans différents comités dont **le comité de planification qui est ouvert à toutes les personnes collaborateurs (trices) y compris, intéressées à faire des suggestions, des critiques, etc. Votre présence à ce comité ne vous engage bien entendu à aucune collaboration.**

AVIS AUX INTERESSES:

Nous reproduisons en page 60 les recommandations et les remarques du jury qui a eu à statuer sur la demande de subvention que nous avions logée au ministère des Communications du Québec. En page suivante, le conseil d'administration et les permanents réagissent à cet autre refus de nous subventionner. Dans ce contexte, nous aurons besoin de toute l'énergie disponible dans la région pour maintenir sur pied une presse alternative et communautaire.

Au plaisir de vous voir.

Tél.: 547-3245 ou 542-7807.
La revue Focus
234 rue Saint-Dominique, C.P. 10, Jonquière.

LE COLLECTIF DE FOCUS:
Carmen Desgagné, Jean-Guy Girard, Jules Ross et Andrée Savard.

COLLABORATEURS (TRICES) A LA REDACTION:
Louis Briand, Pierre Demers, Christiane Gagnon, Denis Fortin, Sylvie Gagnon, Christine Martel, Jocelyn Pagé, Ginette Péloquin, Serge Santerre, Céline Sénéchal et Denis Trottier.

COLLABORATEURS A LA PHOTO:
Carl Brubacher, Alain Corneau, Michel Gauthier, Alain Guérette, Gervais L'Heureux **Marcel Cloutier** et Claude Martel.

REMERCIEMENTS:
Le Comité de survie de l'école Notre-Dame du Lac, Jocelyne Néron, Claire Rose, Gaston Bourget et le Comité d'information sur les prisonniers politiques pour les extraits du "Dossier Paul Rose", l'école Ressources de Sainte-Foy et son directeur, M. André Roy, les frères Maristes pour leurs photos d'archives, Carl Brubacher, Alain Corneau et Michel Lemieux.

GRAPHISME:
Claude Martel.

PUBLICITE:
François Martin. Tél.: 545-1972. 542-7807.

COMPOSITION:
L'Imprimerie du Réveil.

IMPRESSION:
L'Imprimerie d'Arthabaska.

EDITEUR:
Les productions Carouges Inc.
234, rue Saint-Dominique, Jonquière.
Tél.: 547-3245 et 542-7807.

ABONNEMENT:
La revue Focus,
C.P. 10, Jonquière, G7X 6K8
Régulier: $10
Institution: $15
De soutien: $25

DEPOT LEGAL:
Bibliothèque nationale,
1700, rue Saint-Denis, Montréal
Bibliothèque nationale, Ottawa

COURRIER DE DEUXIEME CLASSE:
Enregistrement no 4204
Port de retour garanti:
La revue Focus,
C.P. 10, Jonquière, G7X 6K8

Les articles du magazine peuvent être reproduits sans autorisation écrite dans toute publication non vendue et à but non lucratif. Dans ce but précis, la rédaction du magazine apprécierait recevoir un exemplaire de la publication où est reproduit un ou des articles de la revue Focus.
Dans tous les autres cas, une autorisation écrite est requise. L'autorisation expliquée plus haut exclut la reproduction des photos. Tout genre de publication doit demander l'autorisation du photographe concerné.

La revue Focus est membre de l'Association des éditeurs de périodiques culturels québécois et de l'Association des médias écrits communautaires du Québec.

Sommaire

Desbiens: on ferme? **15**
"On est tous des prisonniers politiques" **19**
Des cinéastes en colère **26**
Bretagne: la perception du Québec au hasard des rencontres **28**
Spécial cinéma **31**
Une école alternative au Saguenay ... **51**
Pourquoi le cancer tue-t-il plus ici qu'ailleurs? **55**
Propos d'un prof. **57**
Réactions émotives: Le pamec ne nous subventionne pas **60**
A propos... d'une fête, d'un train **7**
Alimentation: En période de grossesse **62**
Ecrits: Le Matou d'Yves Beauchemin **64**
Cinéma: Du complexe **65**
Environnement: L'eau potable à Alma **66**
Média: Vous lisez toujours Croc? **67**
Le professeur Lentille est de retour **68**
Livres, bouquins, paroles d'ici et d'ailleurs **70**
Calendrier octobre-novembre 1981 ..... **72**

Les vacances sont finies et Focus est toujours sur ses rails; vous vous en rendrez compte en lisant l'A propos... Et, en ce mois de septembre, oh! pardon! octobre, Focus s'en retourne à l'école; à Desbiens d'abord où il est question de la fermeture de l'école de la place, et au Saguenay ensuite où il y a un projet d'école alternative. Et pour compléter son retour à l'école, Focus nous rapporte les propos d'un prof...sur l'école.

(Juste un mois d'école de manquer. Malgré nous. Comme vous le lirez ailleurs, nous étions prêts pour la rentrée, comme tout le monde, en septembre, sauf que la subvention tant attendue n'est pas venue (du Programme d'"aide" aux médias communautaires, voir la recommandation du jury et notre première réaction en p.), qu'une autre n'est pas encore arrivée et qu'on n'a pas réussi à trouver l'argent ailleurs. La crise économique, les coupures de budget, vous savez...)

Comme devoir à la maison, Focus nous ramène aux réalités politiques avec une entrevue avec Claire Rose et Gaston Bourget sur la situation des prisonniers politiques et celle de Paul Rose plus particulièrement, ainsi qu'un manifeste des cinéastes québécois présenté lors du dernier Festival des films du monde de Montréa.

Même si elle n'est pas d'envergure internationale, la Semaine du cinéma québécois et saguenéen donne un prix "spécial cinéma" aux amoureux-euses du cinéma québécois.

Malheureusement, il y a une grosse rature dans notre dictée. Dans le numéro de juillet-août, les deux auteurs de "Un mille à pied" ça use..." nous avaient annoncé pour ce numéro, le bilan d'un terrain de jeux, réalisé par les enfants eux-mêmes. L'entrevue a bel et bien été faite avec la participation d'une trentaine de petits gars et de petites filles (un gros merci) mais dans un brouhaha que le cassettophone a aussi enregistré, ce qui rendait le tout plus ou moins audible. Morale: il aurait mieux valu faire l'entrevue avec cinq ou six enfants. Les deux auteurs le sauront pour la prochaine fois.

Malheureusement aussi, le père d'un élève est mort d'un cancer du poumon il y a trois jours. Le cancer frappe dur dans la région. Pourquoi?

Pourquoi? Pourquoi? Les enfants se posent beaucoup de questions, les grands aussi quelquefois.

Boutique Rosa-Rose



PRET-A-PORTER QUEBECOIS
IMPORTATION
CONFECTION
343, Racine est, Chicoutimi
En haut de l'escalier
Tél.: 549-9785

JUSTIN MALTAIS inc.

Canon



Les spécialistes en photographie

28 est, rue Racine, Chicoutimi
549-7991

954 RTE 170 JONQUIERE 548-8265

MOTEL
RESTAURANT
Richelieu

Le Temps Fou

Le Temps Fou de l'été informe, questionne et analyse d'un œil différent des sujets comme l'agriculture au Québec, le cinéma d'animation, la révolution au Guatémala, le Bendectin, un médicament pour les femmes enceintes. Aussi pour vos vacances, une fiction, une chronique de livres, de mots croisés et de suggestions pour un été au vert. Ne partez pas sans elle (la revue bien sûr!)

disponible en kiosque et dans les bonnes librairies



Plus qu'une revue, une alternative!

La Bougresse

RESTAURANT DE FINE CUISINE
"DÉJÀ 4 ANS"
"MAINTENANT 45 PLACES"

260 Riverin
Chicoutimi
Tél.: (418) 543-3178

- MENU DU JOUR
- TABLE D'HÔTE TOUS LES SOIRS
- SOUPERS GASTRONOMIQUES
- TERRASSE
- RÉSERVATIONS

Dr. Paul Ruel, O.D. Dr. Damien Laberge, O.D.

OPTOMETRISTES
Examen de la vue
Verres de contact
Rééducation visuelle

CLINIQUE OPTOMETRIQUE SAGUENAY

73, King-George, C.P. 415,
Jonquière (secteur Kénogami)
Tél.: 542-6226
542-7235

Dans notre prochain numéro

Pourquoi le cancer tue-t-il plus ici qu'ailleurs? Question que nous abordons dans ce numéro (p. 35) et aussi dans le prochain. Nous aurons à ce sujet deux entrevues: avec M. Lévy Desgagné, président de la Fédération des syndicats du secteur aluminium (F.S.S.A.), et M. Jean-Pierre Thouez, géographe de la santé et co-auteur d'une recherche sur la répartition géographique du taux de cancer au Québec.

Un des rares sociologues qui s'intéresse à l'art, Guy Durand, vous fera un bilan des pratiques artistiques au Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis quelques années: "Vers une rupture du moule".

Pour le reste, on vous réserve des suprises, pas parce que la planification n'est pas notre fort mais au cas où octobre ne paraîtrait pas (comme c'est arrivé avec septembre: le numéro était prêt à partir pour l'imprimerie mais sans le chèque indispensable pour y entrer, on vous refile donc la plus grosse partie de septembre en octobre), on vous reliferait le gros du contenu en novembre. De toute façon, si c'est le cas, vous ne pourrez pas lire ces lignes. Et si vous êtes en train de les lire, c'est bon signe: octobre est paru. Et de toute façon aussi, si vous avez donné 1 $ pour vous le procurer, vous avez dû remarquer quel numéro c'était. A moins que vous soyez des consommateur-trice-s insouciant-e-s, non averti-e-s, distrait-e-s, et que vous achetiez des revues qui traînent sur les comptoirs depuis quelques mois... "Il me semble que j'ai déjà vu cette page couverture-là????!!!"

A.S.

Offre à louer
Locaux de différentes grandeurs (120'² à 400'²) idéal pour artisans ou artistes

S'adresser
au 108 St-Thomas Jonquière
ou téléphonez à 547-9718 (le jour)



ANDRÉ TRUCHON
AVOCAT
CONSEILLER JURIDIQUE

247 EST, RUE RACINE, SUITE 107
CHICOUTIMI, P.Q
G7H 1S4

TÉL.: 543-0261

le Cagibi
fromagerie charcuterie
Produits importés
Café Van Houtte
le pain Cousin
Pour vos dégustations vins et fromages:
Appelez: Tél.: 543-9106
254, Avenue Riverin, Chicoutimi
Prop.: J.-Mance Lavoie
Lucienne Fillion

VOTRE DERNIERE CHANCE DE VOUS ABONNER
A UN PRIX AUSSI MODIQUE $10.00.

DES LE MOIS PROCHAIN, L'ABONNEMENT SERA
A $15.00.



série 25.00$
no.1 à 40

Abonnement régulier: $10.00
Abonnement-institution: $15.00
Abonnement de soutien: $25.00

NOM: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____

CODE POSTAL |_|_|_| |_|_|_|

Payable par chèque ou mandat-poste
à la REVUE FOCUS, C.P. 10,
JONQUIÈRE

ABONNEZ-VOUS À FOCUS
UN MOYEN ÉCONOMIQUE
D'ACCÉDER À L'ÉLITE RÉ-
GIONALE

RÉFÉRENCES: Recommandation du
P.A.M.E.C. Page 60 et 61



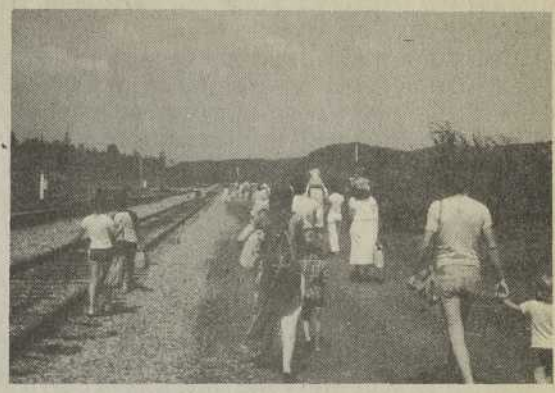


Photo: Alain Guérette

... D'UNE FETE, D'UN TRAIN...

Samedi 1er août, 10 heure 30, un groupe d'amis (es) accompagnés de plusieurs enfants font leur entrée à la gare de Chambord. Il fait un temps radieux, l'atmosphère est à la fête. Petit hic cependant, le prix des billets est plus élevé que prévu. On s'organise en "gang" pour demander le tarif de groupe, ce qui ramène le prix au niveau désiré. Puis tout le monde attend patiemment l'arrivée du train. A la manière de nos ancêtres amérindiens qui pouvaient prévenir de plusieurs heures le passage du train, je pose mon oreille sur le rail. Malheureusement, nos sens ne sont plus ce qu'ils étaient, je n'entends rien alors que le train fait son entrée en gare quelques minutes plus tard.

Tout le monde embarque et l'on retrouve le groupe en provenance du Saguenay, nous sommes de 75 à 100 personnes dont une quarantaine d'enfants. Après les salutations d'usage, on se cherche un siège. Comme je tarde un peu plus que les autres, je me retrouve debout. Le train redémarre pour atteindre bientôt la faramineuse vitesse de 60 milles à l'heure, c'est-à-dire 15 mi/h de brassage de droite à gauche, 15 mi/h de haut en bas et 30 mi/h vers l'avant. Avec quelques autres, je ferai le voyage en partie assis sur le bras des fauteuils et en partie dehors dans le wagon de queue. Il fait beau soleil; nous admirons à loisir de très beaux paysages et tout le monde est unanime à dire qu'il est beaucoup plus agréable de voyager par train que par autobus, surtout si l'on est debout. On discute alors sur ce que le service pourrait être s'il était amélioré. Les hypothèses vont bon train, on pourrait remettre en service le train Dolbeau-Chambord, qui longeait sur une bonne partie les bords immédiats du lac Saint-Jean; on pourrait même compléter le circuit d'autobus du Lac-Saint-Jean, et pourquoi ne raccorderait-on pas le Saguenay avec La Malbaie, pour se rendre plus rapidement vers Québec? On pourrait faire un merveilleux circuit touristique; on embarquerait le bicycle l'été et les skis l'hiver. Mais le rêve s'évanouit; les minuscules gares se succèdent pendant qu'on tente de se remémorer ce que devait être la vie en ces endroits qui n'ont eu que le train comme seule voie d'accès.

Puis, petit à petit une certaine nervosité gagne les voyageurs, nous approchons de notre destination: le lac Edouard. Environ le tiers des passagers descend. Une aimable personne nous attend pour transporter nos bagages vers le lieu de notre pique-nique. Le site en a été changé à la dernière minute, suite au refus du ministère des Travaux publics, qui nous a interdit le site du sanatorium du lac Edouard. Seulement quelques-uns (es) d'entre nous verront l'ensemble de ces bâtiments formant un petit village. Une quinzaine de jeunes travailleurs (euses) sont en train de les faire revivre, dans un but d'autosuffisance du village et ce, sur une base autogestionnaire; c'est une expérience à suivre de près, nous en reparlerons.

L'après-midi s'écoule rapidement, entrecoupé de baignade, au son de nos musiciens; et c'est l'heure du départ. Nous laissons quelques souvenirs de notre passage, dont un cerf-volant enlassé dans les fils de l'Hydro-Québec et une caisse de revues malencontreusement oubliée sur les lieux du pique-nique. Tout le monde embarque dans un train déjà passablement rempli où règne une atmosphère qui n'est plus à la fête. Des passagers arrivent de Montréal, certains employés ne sont pas des plus courtois, ils commencent peut-être à ressentir les effets d'un voyage dans une baratte à beurre, à moins que ce ne soit leur air habituel.

Une fois de plus nous sommes debout avec des enfants dans les bras. On a sans doute oublié notre demande d'ajouter un wagon. Il y a bien un siège qui pourrait être libre, celui sur lequel repose le sac d'un jeune soldat. Mais peine perdue, notre grand défenseur de la patrie semble déterminer à combattre jusqu'à la mort, pour conserver la souveraineté territoriale de son sac. Peut-être s'agissait-il là d'une périlleuse mission. Aussi ne voulant en rien briser une carrière prometteuse au sein de notre glorieuse armée, nous prenons le chemin du balcon. Nous y demeurons jusqu'au moment où le chef de train nous avertira, qu'on n'a pas le droit de demeurer debout sur les plate-formes extérieures et qu'il faut aller s'asseoir. Homme peu averti, mais très soucieux des règlements de sécurité, il est déconcerté lorsque je lui dis qu'il n'y a plus de place. Pour l'aider à se sortir de ce guêpier, je lui demande si on peut s'asseoir sur le banc de la salle d'attente dans les toilettes. Il accepte promptement d'un air soulagé... Et c'est sur le banc de toilette que je méditai ces idées...

"Ousse" qu'on s'en va?

Nous sommes dans un train qui, malgré les mauvaises qualités du service, est bondé de monde (et ce n'est pas la première fois que cela m'arrive). En pleine crise de l'énergie, notre ministre des Transports, J.-L. Pépin, membre d'un gouvernement qui dégage des odeurs de fin de règne et qui a perdu contact avec la réalité d'une bonne partie de ses concitoyens, nous annonce que le service des voyageurs entre la région et Montréal sera réduit à trois fois par semaine et que celui pour Québec est complètement abandonné. En passant, n'essayez pas d'envoyer un colis par le train, le service de marchandises a été coupé en douce depuis mai dernier; on allègue les déficits de certains réseaux et la volonté d'améliorer le tronçon Québec-Toronto, qui est pourtant déjà pas mal mieux desservi que nous. On sabre dans les circuits déficitaires sans se préoccuper des besoins et du pourquoi d'une telle situation. Le recours à l'imagination est complètement absent, tout est décidé, on procédera à l'amputation. Il n'a rien à redire, pas de consultation, pas de solution de rechange. "Que les ceuses qui n'ont pas de chars s'en achètent". Je me suis informé pour me procurer le rapport sur lequel on se base pour effectuer les coupures, il est non disponible. Tout ce qu'on peut avoir, ce sont les communiqués de presse que j'attends encore.

Enfin, un ministre qui se tient debout, il aurait pu nous faire un excellent député, cédant sa place dans le train à ceux qui en avaient besoin. Et nos députés eux, que font-ils? Je m'attendais à ce que nos loyaux défenseurs des intérêts de la région bondissent de leur siège et fassent croire qu'ils allaient mettre leur siège en jeu. Et bien non!





Photo: Alain Guérette

Pendant plus de deux mois, ils ne diront pas un mot ou presque; et dire qu'il n'y a pas si longtemps, ces mêmes députés fédéraux avaient pour slogan: "Parle fort Québec". Peut-être étaient-ils trop préoccupés par leur récente augmentation de salaire, passée à la même vitesse que les coupures de services. Enfin un gouvernement qui ne traîne pas...

Et voilà que tout à coup, le 18 septembre 1981, ils sortent de leur cocon et font part à la presse locale de leurs conclusions. Première constatation: les gens ont selon eux, oublié le train. Deuxième constatation: il faudra entreprendre une campagne de promotion de ce moyen de transport sur la base d'une expérience pilote au plan de l'équipement ferroviaire. "Cé tu assez beau la politique". Vous êtes membres d'un gouvernement qui a continuellement laissé dégrader les services ferroviaires jusqu'à en arriver à la fermeture de certains trajets. Vous ne dites absolument rien lorsque votre collègue et ministre du Transport décide unilatéralement d'expédier aux oubliettes le service aux colonies lointaines, sans consultation et probablement sans même vous en parler; et voilà que vous avez le culot de dire que ce sont les gens qui ont oublié le train. En ce qui a trait à la campagne de promotion des transports en commun, il s'agit là d'une nécessité. Mais de la parole aux actes, il y a parfois un profond fossé. Il y a fort à parier que nos députés la relègueront aux oubliettes, cette campagne de promo-

tion, après s'être fait une beauté avec un thème à la mode. Le maquillage ne tiendra guère qu'une soirée. Que voulez-vous, dans un gouvernement où la discipline de parti est de rigueur, la remise en question des décisions des chefs, n'est tolérée en autant qu'elle se limite aux mots doux ou à la mystification.

Qu'importe d'ailleurs la perte de cette bataille pour nos valeureux combattants qui y perdront leur privilège de voyager sans frais en train, puisqu'ils leur resteront toujours les possibilités d'utiliser les 52 billets d'avion aller-retour, de leur circonscription jusqu'à Ottawa, mis gratuitement à leur disposition. Tout le monde sait que perdre une bataille ne signifie pas pour autant perdre la guerre. Grâce à l'avion qui est beaucoup plus rapide et confortable que le train, nos députés auront plus de temps à nous consacrer et peut-être se souviendront-ils un jour de leur rôle de défenseur des plus démunis et des intérêts régionaux. Nous autres, on l'oubliera pas, après tout, notre devise n'est-elle pas "je me souviens"...

Et nous autres là-dedans?... Qu'est-ce qu'on fait? Suivant le cheminement habituel, nous devrions former un comité contre les coupures de services, pour l'amélioration et l'agrandissement du réseau ferroviaire. Nous travaillerons bénévolement pour peut-être réussir à conserver ce que nous avons déjà. Nous aurons lutté contre l'autoroute parce qu'elle est statistiquement, preuve à l'appui, non nécessaire et absurde dans un contexte de crise d'énergie. Nous aurons lutté contre l'harnachement de l'Ashouapmouchouan pour sauver la dernière rivière naturelle de la région et pour contrer notre rôle de région-ressource. Nous lutterons pour conserver le train et quoi encore...

Nous passerons dix ans peut-être de notre vie pour nous ramasser pas plus loin qu'on était auparavant. Nous n'avons pas avancé d'un pouce, nous aurons tout au plus conservé ce que nous avions déjà. C'est tout de même quelque chose, il fallait sans doute le faire, mais n'est-ce pas triste d'en rester à ce stade? Bien sûr, il y aura eu sans doute des "victoires" et elles seront récupérées par d'autres qui en retireront les honneurs. Nos députés pourront alors en toute quiétude retirer leur pension grassouillette à vie. "Cé-tu assez beau?"
Il me semble qu'il y a quelque chose qui ne marche pas, faudrait peut-être revoir notre action?

J'ai comme l'impression qu'on n'arrivera pas à grand-chose si notre action se fait toujours à la pièce, rivière par rivière, projet par projet. Ce n'est pas que ces actions ne soient pas nécessaires, elles le sont, mais il faudrait qu'elles soient liées à un projet plus global. Ce que j'appellerais un projet de société. Voici, le mot est lancé: qu'est-ce que nous souhaitons, qu'est-ce que nous pensons qu'il est possible de faire dans le contexte actuel?

Certains diront peut-être que le projet de société existe déjà, qu'il repose sur l'abolition des inégalités, sur un mode de vie en harmonie avec la nature, sur la promotion de la non-violence, la décentralisation, l'autogestion, le remplacement des valeurs matérielles par des valeurs humaines, etc. Bien sûr, certaines grandes lignes semblent être tracées, encore que je ne sois pas sûr qu'elles aient la même signification pour tous. De plus, il faut bien se rendre compte que nous assistons à un certain piétinement en ce qui regarde la progression de ces idées.

Si les groupes progressistes au Québec existent en grand nombre, force est de constater que leur base n'est pas bien large et que bien peu d'entre eux, s'il en est, ne soulèvent d'enthousiasme délirant. Il est sans doute grand temps que l'on rajuste "nos flûtes".

Je n'ai pas de solution miracle, mais il me semble que la création d'un mouvement politique, pouvant faire siennes les revendications des groupes progressistes, est de mise. L'aventure est sans doute hasardeuse et remplie d'embûches, mais c'est sans doute là où nous devrons en venir. Beaucoup de questions restent à solutionner dans ce projet, tel: Est-il réaliste de penser concilier les divers intérêts des groupes en présence? Quelle sorte de structure est-il possible ou souhaitable d'envisager pour un tel mouvement? Comment et qui établira une plate-forme minimale, commune de projet de société? Quelle sera la stratégie à employer pour en arriver à un regroupement? Où trouvez les fonds disponibles? Etc.

Le défi est de taille. Etes-vous intéressez à le relever? Si oui, n'hésitez pas à faire parvenir vos commentaires. Le débat est lancé.

Denis Trottier

LA SEMAINE DU CINÉMA QUÉBÉCOIS ET RÉGIONAL EN OCTOBRE

Si les astres sont favorables et l'Institut québécois du cinéma assez généreux, il devrait y avoir, en octobre prochain, une modeste semaine du cinéma québécois et régional, à la salle François Brassard du cégep de Jonquière.



Depuis près de deux ans, cette manifestation a suspendu ses activités.

La dernière semaine du cinéma québécois qui s'est tenue à Montréal n'a pas sollicité la participation des organisations régionales.

Dans un bilan de la semaine de 1979, celles-ci avaient souhaité prendre en charge l'entière administration de cette manifestation et se détacher du noyau montréalais.

Jusqu'ici une seule organisation régionale -celle de l'Abitibi - a réussi à monter, à deux reprises, "sa" semaine du cinéma selon un modèle qui lui est propre en présentant entre autres, des rétrospectives des films tournés dans cette région et des nouvelles productions.

Au Saguenay, certains organisateurs - dont nous devons taire les noms pour le moment - ont entrepris des démarches auprès de l'Institut québécois du cinéma pour faire revivre cette manifestation.

Sur une période de cinq soirs, on y présenterait, avec la participation des cinéastes, certains films québécois récents impossibles à voir dans le circuit commercial et aussi quelques films produits dans la région, ces dernières années.

Quand la programmation sera fixée et la manifestation assurée, nous essayerons de vous tenir au courant. En attendant on se croise les doigts...et non les bras.

P.D.

SAISON REMARQUABLE A LA PLACE NIKITOUTAGAN

On retiendra de cette saison d'été 81, à la place Nikitoutagan, un nombre impressionnant de spectacles, de concerts et de rencontres exceptionnels.

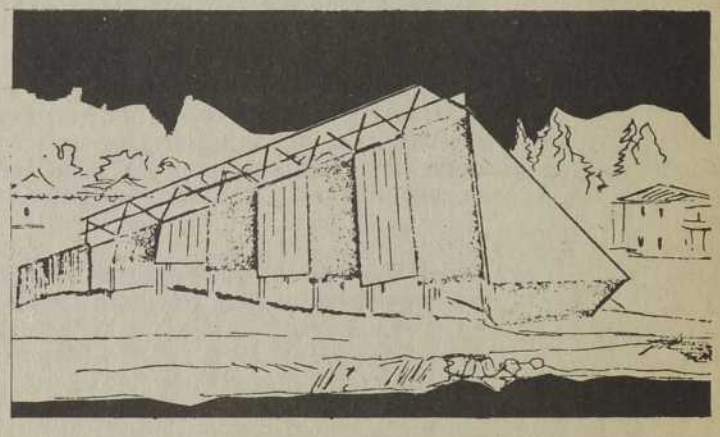
Compte tenu de notre position géographique (Jonquière c'est pas le festival d'été de Québec et encore moins la grande Virée de Lachute), on pourrait courir davantage pour voir les quelques comédiens, musiciens, artistes québécois actuels qui vibrent à la bonne vitesse.

Les responsables de cette salle de spectacles ont su composer avec leur budget et les goûts du public d'ici (en ne négligeant pas les enfants, chose assez rare dans les autres salles de la région) pour monter une série de shows régionaux et québécois (de Montréal et d'ailleurs) souvent surprenants d'actualité.

Parmi les nombreuses soirées plus réussies que les autres, je retiens de cette saison 81 les deux shows, de la troupe "Montréal transport limitée", "Transport mental", et l'étonnante performance de la comédienne Chatouille, grande "clowne" devant l'éternelle et "sa sainte folie inachevée".

Pour ces seuls deux spectacles, il faudrait remercier les animateurs de la place Nikitoutagan de nous avoir branchés sur ce qu'il y a de plus stimulant dans le monde récent du showbizz québécois. A eux seuls, ces deux spectacles valaient qu'on tienne bien tendue cette tente aux bords de la Rivière aux Sables.

"Transport mental", c'est le courant musical et américain emprunté par les jeunes comédiens montréalais hantés par le modèle du théâtre et du show conformes aux normes et aux règles.





Ce qu'ils veulent, c'est d'abord renouveler le spectacle québécois à leur façon, en misant sur la spontanéité et les illusions de leur génération. Le monde du showbizz traditionnel, de la télé, de la politique, et de la profession les purge. Ils règlent leur compte et proposent d'autres musiques, d'autres modèles.

Les ressources théâtrales les plus diverses (tours de magie, musique rock, déguisements punk et hobo, chansons militantes, trips de gang) leur permettent de mieux suivre une logique du show-spectacle, ouverte à toutes leurs tendances.

Comédiens, mimes, musiciens, monologuistes, jongleurs, travestis, ces acteurs et actrices d'une génération montréalaise branchés sur les Etats par la musique et le style de vie (leur show pourrait se nommer "Montreal graffiti") ont l'avenir devant eux: c'est-à-dire le cinéma, le disque, la radio et la télé.

Quant à Chatouille, véritable femme-orchestre qui peut tout faire et sait tout faire avec sa grande bouche pleine de rires et de farces et les yeux aux milles clins d'oeil, c'est véritablement le meilleur show de la saison 81 à la place Nikitoutagan.

Elle sait tout faire pour réagir et provoquer le rire, même les chips des spectateurs, le train qui passe au loin, les enfants qui savent faire la différence entre un bébé naissant et une grosse baloune, les craques de la scène, etc.

Son show féministe s'il en est un (dans la veine des performances de Francine Tougas - "histoires de fantômes", de Louisette Dussault - "Môman" - et de Jocelyne Goyette - "ma t'te vache a mal aux pattes") étonne par son rythme, ses trouvailles visuelles, ses détournements d'accessoires - la marque professionnelle des clows et des mimes - et son sans-gêne.

On ne sait plus où se cache l'improvisation dans son show. Son délire fou, richement féminin, atteint les hauts sommets de l'absurde et du non-sens dans la veine des burlesques muets et des Olivier Guimond. On pense aussi aux techniques de provocation sonore du rire des Mimes Electriques dans des séquences comme la Poule, la domestique noire, le bébé. Il faudrait tout citer son show. Une comédienne exceptionnelle.

Il ne manque qu'une chose à la place Nikitoutagan: les soirs de pleine lune chaude de juillet, la possibilité de plonger tout nu dans la Rivière aux Sables sans risquer d'attraper des boutons de pollution ou des pitounes plantées dans le fond.

Un jour ça viendra, peut-être... On se souviendra de cette saison remarquable de la place Nikitoutagan, et surtout de Chatouille. Que ceux qui ont des fleurs à ramasser partent avec le bouquet.

P.D.

UN NOUVEAU CENTRE PLEIN-AIR

Les trois maisons d'hébergement de Jonquière, vous connaissez? Elles accueillent des personnes vivant des problèmes de drogue ou d'alcoolisme et visent leur "réhabilitation". Voulant un jour s'autofinancer, elles ont mis sur pied... un centre plein-air. Il fonctionne depuis trois mois et offre des activités en équitation, promenade à cheval, sentiers de randonnée, de ski de fond, raquette, promenade en traîneau et des services de locaux et cafétéria pour réunions ou rencontres de groupes.

Le Centre plein-air de La Paix et le ranch des Erables sont situés sur le chemin des Erables, au Lac Kénogami, à 12 km de Jonquière.

Pour informations, téléphoner à 547-5678.

A.S.

L'ALCAN CHEZ LES PLOUFFE

Encore une fois notre chère multinationale de l'aluminium ne recule devant rien pour redorer son image, comme si elle prévoyait déjà des coups durs pour le futur (réductions de jobs, coupures budgétaires diverses, etc.). Voilà qu'elle se met à lancer ses sous (déductibles d'impôt bien sûr) sur les courts de tennis et les plateaux de tournage de super-productions cinématographiques québécoises.



La dernière trouvaille: se payer des spots publicitaires dans la série télévisée des "Plouffe". Et pour que son nom reste dans la mémoire des générations de "Plouffe", elle y met le paquet.

qui fait quoi...

Films publicitaires de prestige dispendieux à souhait, fignolés par un cinéaste québécois de réputation (Jean-Claude Labrecque) qui ne crache pas sur les dollars d'aluminium. Les media régionaux embarquent dans le bateau publicitaire et semblent partager la fierté des relationnistes de l'Alcan. Tout est bien et roule comme dans le meilleur des mondes possibles.

L'Alcan qui investit dans le sportif et le culturel. C'est touchant. On a les larmes aux yeux. On n'ose y croire... même "Le Lingot" participe.

Des travailleurs de la compagnie, au pied de l'échelle - c'est-à-dire dans les salles de cuve à 130 degrés - vont nous persuader des largesses de "leur" compagnie qui investit sans compter pour améliorer la qualité de l'environnement, de l'économie et de la santé de "ses" travailleurs. C'est ti beau, ça?

Les travailleurs vont se voir à la télé, à côté des Guillaume, des Ovide, des Napoléon Plouffe. Leur famille va être fière d'eux. Et leur compagnie encore plus. Vraiment rien mieux que le mélodr. des "Plouffe" pour nous faire oublier le contrôle absolu de l'Alcan sur les rivières de la région, sur son économie et sur sa santé physique et mentale.

Le plus haut taux de cancer du Québec? Connais pas. Le plus haut taux de maladies pulmonaires? Connais pas. Le plus haut taux de mercure dans le Saguenay? Connais pas. "Les Plouffe" changent le mal de place. L'Alcan a compris ça très vite. Le cinéma québécois (et deux de ses bons cinéastes, Carle et Labrecque) au service des intérêts privés d'une multinationale au-dessus de tout soupçon comme tous les membres des "Plouffe", moutons naïfs et dociles devant l'ordre établi. Vive le cinéma-Alcan au lieu du théâtre-Alcan...

P.D.

TOUT VA BIEN... SAUF QU'IL PLEUT

Les lecteurs et lectrices assidus de Focus se souviendront sans doute des trois chroniques Environnement qui avaient traité du très important problème des pluies acides (mars, avril et mai 81). Question de plus en plus d'actualité. A ce sujet, deux représentants de la "Société pour vaincre la pollution" (S.V.P.) ont rendu visite en août à une trentaine de groupes et d'individus de la région pouvant être affectés particulièrement par les pluies acides, syndicats, groupes de pression comme les Afeas, associations de chasse et pêche, hor. mes politiques, etc., pour informer et sensibiliser ceux qui ne l'étaient pas déjà. Leur moyen: la présentation d'un diaporama et beaucoup de discussions. Pour en arriver si possible cet automne à la formation d'un front commun contre les pluies acides. En attendant, le moyen d'action proposé: une lettre de pétition. Vous pouvez la fabriquer vous-même ou vous en procurer une déjà toute faite à S.V.P. Vous l'envoyez ensuite à: M. Marcel Léger, ministre de l'Environnement, 12085 est, boul. Dorchester, bureau 203, Pointe-aux-Trembles, Québec H1B 5L7 et M. John Roberts, ministre de l'Environnement, Pièce 101 S, Chambre des communes, Ottawa K1A 0A6.

Huit personnes en tout visitent les régions du Québec.

Le projet est subventionné par Environnement-Canada, organisme gouvernemental fédéral, et parrainé par S.V.P., qui regroupe une quinzaine de membres actifs. Le groupe S.V.P. travaille actuellement sur les dossiers suivants: le projet Archipel, la gestion des déchets toxiques au Québec, le front commun pour un débat public sur l'énergie, les pluies acides.

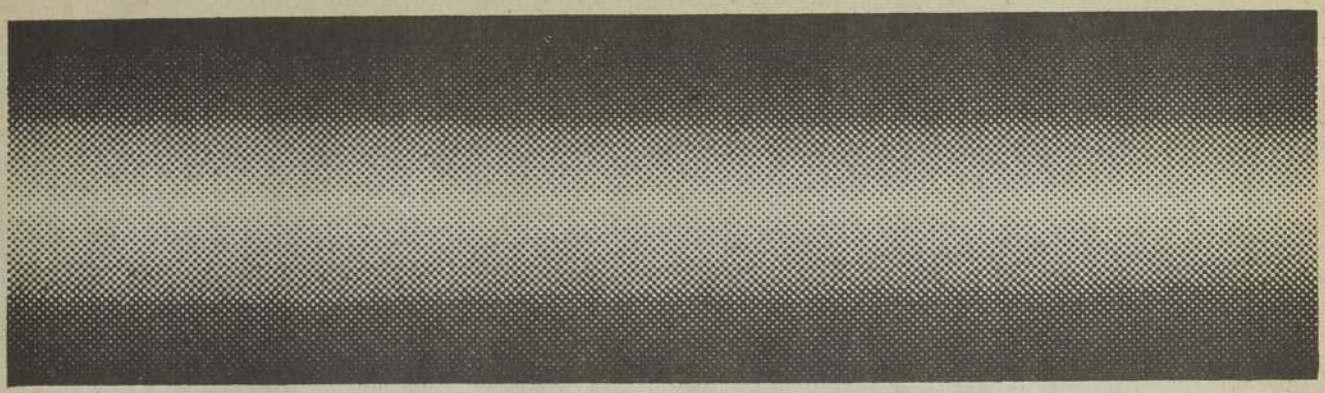
En plus d'informer, le projet a aussi pour but d'identifier les régions qui seraient les plus affectées par les pluies acides d'après les études existantes, après bien entendu les avoir répertoriées. Cette recherche ainsi qu'une bibliographie de ce qui existe sur le sujet seront disponibles vers décembre 81 à S.V.P.

Pour plus d'informations:
Jacques Voyer ou Daniel Vanier,
S.V.P.
445, rue Saint-François-Xavier,
Montréal (à côté du métro Place d'Armes) 844-5477.

A.S.



Source: L'Environnement, vol. 6 no 5



LE RAPPORT KENT ET LE QUOTIDIEN

Le rapport Kent vient de le confirmer: Le Quotidien est le meilleur quotidien régional du pays, celui dont le pourcentage du budget versé à la rédaction est le plus élevé. Tous les autres journaux l'ont écrit le lendemain de la publication du rapport, même "Le Soleil" de Québec, qui, lui, reste le meilleur quotidien d'après-midi... Mais on ne nous fournit pas plus de chiffres qu'il le faut. Tout reste sous le sceau de la confidentialité sauf les pourcentages. Croyons-les sur parole...

Et voici reprise, une autre fois, la ronde des félicitations. C'est à vous faire pleurer de ridicule.

Car c'est quoi au juste le budget rédactionnel spécial du "Quotidien" mis à part les frais de voyages des éditorialistes et du rédacteur en chef? Il faut bien sûr calculer en plus les frais de téléphones des cadres du cher quotidien qui ne publient pas une ligne de travers sans consulter leur papa Francoeur qui voyage entre "Le Soleil" et "Dimanche-matin".

Mais je ne vois vraiment pas ce que fait ce journal pour dépenser autant en "rédaction". Les coûts des services de la Presse canadienne (service francophone minable que le rédacteur du "Quotidien" trouve satisfaisant...) sont les mêmes pour lui que pour les autres. Non je ne vois pas ce qui peut coûter plus cher là qu'ailleurs. Le format tabloïd lui a permis de faire des économies sur le papier. On y fait sauter les journalistes culturels aux six mois sans les remplacer. On y utilise 3 et 4 fois les mêmes caricatures, les mêmes photos que le "Progrès-dimanche" et "Allo-police", les mêmes éditoriaux qu'on nous repasse pour des commentaires, les mêmes vieux reportages sur les festivals du Lac (en insistant sur celui de Dolbeau, le gros, le western pour des raisons sentimentales sans doute), les mêmes chroniqueurs sportifs professionnels radotteux et séniles, et même les anciennes pages publicitaires de Steinberg en y augmentant les prix des aliments, bien sûr.

Le journal continue à faire ses manchettes avec les gros faits divers sans conséquence et c'est tout.

"Le Quotidien" c'est le meilleur quotidien régionaliste et chauvin publié par les éditions du Progrès, pas plus. Faut pas charrier, tout de même. Ou bien montrez-nous vos chiffres d'affaires et publiez votre politique d'information sans téléphoner à Francoeur avant; et on ne parle pas bien sûr de l'automonie de son rédacteur en chef, pour ne pas indisposer personne...le meilleur quotidien régional au pays...qui copie honteusement les recettes de Péladeau avec un sans-gêne...

P.D.



L'O.N.F. EN BROCHURES

Depuis quelques temps, on trouve dans les bureaux régionaux de l'Office national du film, des documents imprimés de grande utilité.

Il s'agit d'une série de brochures consacrées à certains sujets précis et qui regroupent les productions cinématographiques de l'O.N.F.

Pour mieux faire connaître les films de cette institution - et ceux de Radio-Canada et de quelques producteurs privés diffusés également par l'O.N.F. - on présente les films selon des thèmes tels l'enfance, les sports, un genre cinématographique tel l'animation, les pays tel la Chine, la ville, les arts, la géographie, les sciences, l'histoire, etc.

Cette formule nous permet de découvrir certains nouveaux films de l'O.N.F. qui passent trop souvent inaperçus dans le tumulte de la diffusion courante et de redécouvrir des anciennes productions de l'Office toujours aussi intéressantes à revoir.

Et puis ces brochures peuvent également servir de précieux guides au catalogue des films de l'O.N.F. rédigé par un ordinateur qui déteste les photos et les illustrations de tous genres.

P.D.

VAL-JALBERT REVISITÉ PAR MARIE LABERGE

La pièce que Marie Laberge a écrite sur Val-Jalbert "Ils étaient venus pour..." et qu'on a présentée, cet été, au théâtre du Bois de Coulonge, n'est pas touristique et encore moins régionaliste.

C'est une pièce que n'importe qui peut saisir du premier coup parce que l'auteur a évité ce que les dramaturges et cinéastes régionaux n'ont pu encore abandonner: le piège du pit-

toresque et du chauvinisme plus ou moins militant.

Marie Laberge part de la situation historique de l'ouverture et de la fermeture du village de Val-Jalbert pour camper des personnages forts, qui se tiennent debout, seuls, sans l'aide de trucages ou de concessions.

Sa pièce nous propose des portraits de femmes (les personnages forts de son drame) et d'hommes qui vivent au jour le jour leur époque.



Une époque sans pardon pour les travailleurs et travailleuses exploités par les capitalistes (vous savez les propriétaires qui achètent les faillites comme Alfred Dubuc), les politiciens et les curés. A ce sujet la pièce est claire mais ne prêche pas outre mesure pour la cause. En vivant leur drame individuel, les personnages de Marie Laberge s'imposent et nous persuadent des forces en présence et de luttes souvent inutiles qu'on devait mener, en ce temps-là.

Sa pièce composée de tableaux nous livre des conversations et des monologues sur des thèmes essentiels: la mort, l'amour, la communication des parents avec leurs enfants, le chômage, l'espoir du lendemain, la pauvreté, etc. La mise en scène est d'une grande efficacité et tient beaucoup à l'utilisation d'une scène ouverte sur 3 côtés et sur des décors permanents qui marquent le lieu et l'époque: la forêt et la roue du moulin qui tourne et s'arrête au gré des saisons et des dépressions. L'annonce de la fermeture de l'usine signalée par une immense toile sur laquelle on peut lire le papier officiel signé par les entreprises Dubuc est particulièrement révélatrice du style direct de l'auteur-metteur en scène.

Mais au-delà du drame historique et de l'évocation régionale bien traduite par le niveau de langage, certaines expressions "typiquement" régionales, et une bonne documentation de base consultée par Marie Laberge à la Société historique du Saguenay, je retiens de cette pièce les rôles féminins très forts. Cette pièce m'apparait comme une très belle et poétique revendication féministe du rôle courageux des femmes d'autrefois qui ne comptaient pas leurs heures et leurs labeurs pour tenir la maison avec des salaires de famine, élever et soigner les enfants qui crevaient comme des mouches et soutenir les hommes sur-exploités par les propriétaires des moulins et les conditions de travail épuisantes.

C'est d'abord une pièce féministe qu'a signée là Marie Laberge et son utilisation de certains éléments de notre histoire régionale ne contribue qu'à mieux servir cette thèse excessivement bien défendue.

Et au-delà de cette argumentation, il faut reconnaître chez Marie Laberge un talent d'écrivain sûr. Son texte du début à la fin étonne par sa vigueur, son humour et sa clarté.

Les créateurs dramatiques de la région devraient au moins tirer cette leçon de la pièce de Marie Laberge: le texte d'abord, les allusions historiques et régionales par la suite.

En somme, un véritable texte dramatique et une bonne mise en scène (servis bien sûr par des comédiens professionnels - ils sont toutes et tous bons dans cette pièce avec Marie Tifo et Raymond Bouchard - les gros canons) font foi de n'importe lequel travail théâtral militant qui revendique ce titre.

P.D.

COMMUNIQUE

Le Comité des chômeurs et chômeuses du Saguenay (C.C.C.S.) vous informe qu'une permanence sera maintenant assumée les lundi, mercredi et jeudi en après-midi.

De plus, des sessions d'information pour les nouveaux (velles) chômeurs (euses) auront également lieu; il y sera question de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage, de l'entrevue avec le fonctionnaire de la Commission de l'emploi et de l'immigration (C.E.I.), des recherches d'emplois, etc. Pour plus d'information, communiquer avec le C.C.C.S.

Toute personne qui a des problèmes avec l'assurance-chômage ou qui a simplement besoin d'explications est donc fortement invitée à se rendre au local du Comité soit les lundi, mercredi ou jeudi de 13h30 à 16h30 au 73, Arthur-Hamel à Rivière-du-Moulin, local 100, sinon à communiquer par téléphone à 545-8228.

Le Comité des chômeurs et chômeuses du Saguenay.

SI LA PHOTO TE TENTE...

... Il existe à Jonquière un organisme ayant 38 ans d'expérience dans le domaine et qui veut rejoindre les amateurs de photographie. Il s'agit du Club de photo JAK.

La préoccupation du club est de bâtir un programme d'activités sur mesure pour sa clientèle. Il est privilégié car il possède, parmi ses anciens membres, un trésor de personnes-ressources qui seront là pour seconder et encourager ceux et celles intéressés à explorer les mystères de la photographie.

Son programme a de quoi satisfaire autant les débutants que les plus avancés. Il vous suggère des ateliers de photo couleur, noir et blanc 1 et 11, des trucs pour les mini-montages de diapositives et d'autres ateliers plus spécialisés. Le club accueille aussi, tout au long de la saison, des conférenciers pouvant apporter plus de précisions sur des sujets particuliers qui intéressent ses membres. Des sorties sont organisées et l'année se termine habituellement par un salon de la photo (amateur). Toutes les suggestions sont les bienvenues.

Les intéressés doivent posséder un appareil 35 mm ou un appareil 2 1/4. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer à 547-0636 (jour) ou 542-7668 (soir).

Sylvie Gagnon

Commandes pour apporter. 549-5078
RESTAURANT LE
• Salles pour groupes de 4 à 25 personnes
• Bar-salon.
nordique
PLACE DU ROYAUME
Voisin de L'Auberge des Gouverneurs
549-5079

Tentative de décodage de l'embrouillamini Notre-Dame du lac.



ELAINE A DIX ANS, ELLE COMMENCE SA CINQUIEME SES JOURS-CI A L'ECOLE PRIMAIRE SAINT-GERARD DE DESBIENS. ELLE A ENTENDU PARLER DE LA FERMETURE EVENTUELLE DE L'ECOLE NOTRE-DAME DU LAC A DESBIENS, SA MERE EST ALLEE A QUELQUES REUNIONS ORAGEUSES DURANT LES DEUX DERNIERES ANNEES, LE TOUT A TRANSPIRE AU SOUPER. SA MERE ALLAIT PROTESTER CONTRE LA VOLONTE PUIS LA DECISION DE LA COMMISSION SCOLAIRE LAC SAINT-JEAN (C.S.L.S.J.) DE FERMER EN JUIN '83 L'ECOLE SECONDAIRE DE DESBIENS. ELAINE NE SAIT CEPENDANT PAS (SES 22 CAMARADES DE CLASSE NON PLUS) QUE CETTE DECISION, SI ELLE EST MAINTENUE, BOULEVERSERA SON QUOTIDIEN PENDANT PRES DE CINQ ANS. ELLE LUI OCCASIONNERA QUELQUES 50,000 KILOMETRES DE DEPLACEMENT EN AUTOBUS SCOLAIRE, QUELQUE 900 REPAS DE CAFETERIA OU LA BOITE A LUNCH, ETC.



Source: Archives des frères Maristes

Le plan d'affectation des clientèles de 81 à 86, tel qu'accepté par une majorité de commissaires, prévoit en effet un regroupement de tous les étudiants des Sec. 1, 2 et 3, du secteur sud (Saint-Bruno, Hébertville-Station, Hébertville, Lac-à-la-Croix, Métabetchouan, Desbiens) à l'école Curé-Hébert d'Hébertville. Les étudiants des secondaires 4 et 5 de toute la régionale (Desbiens à Sainte-Monique) se retrouvent tous et toutes à Alma (le secteur centre, comme vous le savez ou l'aurez deviné). Il y aura donc 1,700 étudiants au pavillon Wilbrod-Dufour, la polyvalente du coin, malgré la baisse de natalité "dramatique" dont nous reparlerons tout à l'heure. Les écoles Notre-Dame du Lac de Desbiens et Garnier de Deslisle qui comptent respectivement 373 et 185 étudiants en ce début d'année devront donc fermer leurs portes à la lumière de ce scénario.

En '79, l'annonce de l'éventuelle fermeture du collège Garnier de Delisle ne suscite presqu'aucune réaction dans la population concernée, par contre la fermeture de Notre-Dame du Lac sonne le début d'un branle-bas de combat qui n'a à peu près pas connu de temps mort depuis ce temps. Tous les éléments actifs de la population se mettent à contribution. Même si le noeud de la contestation émane de la ville même de Desbiens, de nombreux groupes ou individus de Métabetchouan ou Saint-Gédéon dont les enfants fréquentent aussi l'école se solidarisent pour garder leur école de secteur ouverte.

Baisse de natalité, coupure budgétaire, fermeture.

Première chose qui frappe, en abordant ce dossier, c'est que les deux parties pourtant si opposées quant aux moyens, partagent et défendent le même objectif; maintien de la qualité de l'enseignement. Jean-Claude Lindsay, directeur de la C.S.L.S.J., largement critiqué par les parents de Desbiens pour son attitude dans ce dossier, explique les choix de la commission scolaire par la nécessité de regrouper les services. Une forte baisse de natalité a fait passer la clientèle de 8,609 en 72-73 à 5,580 en 80-81, clientèle qui chuterait à 3,734 en 85-86 d'après les projections de la commission. Ajouter à cela un contexte économique difficile qui se matérialise par les coupures budgétaires que le ministère de l'Education impose aux commissions scolaires, tout le monde comprend que celles-ci doivent faire des choix. Celle du Lac Saint-Jean est partie du postulat qu'il serait rentable "pédagogiquement" que les enfants d'un groupe d'âge donné se retrouvent dans un même lieu physique.

Une fois ces quelques cartes sur la table, il ne reste plus qu'à y ajouter quelques colonnes de chiffres et le sort de l'école Notre-Dame-du-Lac est joué. La baisse de natalité a eu des effets dramatiques dans les effectifs des écoles moyennes. Chaque matin déjà, les autobus jaunes transportent vers Alma les étudiants du professionnel (métier) et du secondaire 5. Ces écoles moyennes peuvent encore fonctionner, c'est difficile, mais tous les intervenants acceptent de mettre un peu d'eau dans leur vin. Les professeurs sont moins tatillons sur la convention, les administrateurs aussi, les étudiants n'ont peut-être pas tous les choix qui leur seraient offerts dans des immenses polyvalentes, mais enfin. Le regroupement d'âges proposé par la commission scolaire signifie que dorénavant on retrouvera aussi dans les autobus scolaires en partance pour Alma, les étudiants du secondaire 4. C'est la ponction qui vide le vase, il n'y a plus de place dans le secteur sud que pour une seule école et ce sera Curé-Hébert. Cette école est



Photo: Gervais L'Heureux

La dernière rentrée ...

plus récente, elle appartient à une autre commission scolaire (primaire) qui est disposée à la vendre, sa situation géographique permet des gains en terme de transport scolaire pour la majorité des étudiants du secteur, lorsqu'on la compare à l'école de Desbiens.

Les jeux sont faits... ou presque

Devant la raison, il n'y a plus qu'à s'incliner. Mais voilà, si on retourne à nos bonnes vieilles notions de géométrie, pour que le tout se tienne, il faut d'abord accepter le postulat de base. Celui de la commission scolaire n'a pas fait l'unanimité, surtout pas à Desbiens. Ce postulat n'est pas appliqué par la grande majorité des commissions scolaires à travers le Québec, celles-ci ont préféré travailler avec le patrimoine bâti (école, pour les intimes) à leur disposition et conserver la bonne vieille séparation, primaire et secondaire. C'est aussi cette division que prônait un des vingt-sept mémoires présentés lors de la consultation organisée par la commission scolaire. "Une présence, un besoin, un droit", préparé par le personnel enseignant de l'école Notre-Dame-du-Lac, émet l'hypothèse de rapatrier le secondaire 5 de tout le secteur sud à Desbiens. Ils font état de tous les actifs de l'école; sa situation dans un site enchanteur, ses laboratoires bien équipés, son coût de location des plus abordables, sa dimension qui reste à l'échelle humaine, etc. Le document tend à démontrer que l'on peut offrir un secondaire 5 de qualité même s'il y manque quelques options. A l'appui, on cite les exemples de commissions scolaires où on dispense le secondaire 5 avec un nombre encore plus restreint d'élèves. Dans ce mémoire, comme dans plusieurs autres, on fait largement mention du nouvel énoncé de politique du ministère qui désire qu'on revienne à des écoles plus près de leur milieu, dans lesquelles le parent peut s'impliquer. Ils dénoncent par le fait même et quelquefois avec virulence la volonté de la commission scolaire de fermer deux écoles pour emplir le pavillon Wilbrod-Dufour qui possède tous les attributs d'une "grosse" polyvalente.

"LA DECISION FINALE APPARTIENT A L'AUTORITE POLITIQUE"

Cette citation est de Jean-Claude Lindsay, comme il y a impossibilité d'en venir à un consensus, ce seront les commissaires qui trancheront le dilemne à la majorité des voix. La commission scolaire est une entité administrative dont les membres sont élus au suffrage universel. Faîtes-vous partie des 10 à 20% de la population qui se sont déplacés pour aller élire celui de votre quartier? Ils sont très souvent élus par acclamation, faute d'opposition. Il arrive cependant quelques exceptions, à Montréal par exemple, lorsqu'on sait que les commissaires auront à prendre position sur la confessionnalité dans les écoles, sur la pertinence des cours de sexualité, etc. Il y a un peu plus d'achalandage aux boîtes de scrutin, chacun des groupes en présence faisant sa petite cabale.

La décision de la fermeture de l'école Notre-Dame-du-Lac et l'acceptation du plan d'affectation générale de la clientèle s'est donc prise à cette instance. Sur les trente-six commissaires, 11 ont voté contre. Un bloc presque monolithique des commissaires directement concernés par la fermeture (Saint-Gédéon, Métabetchouan, Desbiens). Une commissaire du secteur-centre m'a cependant avoué avoir voté contre, considérant que les arguments des parents n'avaient pas suffisamment été soupesés pour qu'elle puisse prendre une décision éclairée. Comment expliquer que des personnes élues par la population puissent aller à l'encontre de la volonté si clairement exprimée par celle-ci? Les observateurs et les personnes directement impliquées dans cette affaire laissent souvent échapper en cours de conversation le bon vieux dicton: "Diviser pour règner". Les commissaires du secteur d'Hébertville et des environs immédiats défendaient des intérêts bien "particuliers", au détriment de la solidarité du secteur.

La fermeture de Notre-Dame-du-Lac confirme l'école Curé-Hébert dans un rôle d'école de secteur. Celle-ci sous-tend des investissements importants pour améliorer son infrastructure et la rendre conforme à sa nouvelle vocation. Au début on parlait de la construction d'une piscine, de nouveaux gymnases, etc. On est plus moderne maintenant, plusieurs doutent même en cette période de coupures budgétaires que même quelques améliorations soient apportées. En ces années de vaches maigres on se précipite sur la moindre portion de butin. Dans le nord, on s'est peut-être dit: "On ferme une de nos écoles, pourquoi ne pas fermer une des leurs". Ceux du secteur centre pouvaient-ils espérer un plan d'affectation plus avantageux pour leur secteur? Oui, mais il aurait fallu fermer les deux dernières écoles qui resteront "encore" dans les secteurs périphériques!

La lutte que continue la population de Desbiens réussira-t-elle à faire changer la décision avant que le couperet ne tombe. Nicol Tremblay, un commissaire du secteur centre, avoue que des gains financiers plus importants que ceux auxquels on s'attend avec la fermeture de Notre-Dame-du-Lac, seraient réalisables. Un regroupement des trois commissions scolaires primaires et de la commission scolaire du Lac-Saint-Jean qui opèrent dans le même secteur diminuerait considérablement les frais, on ne m'a cependant pas quantifié ces gains. Une tentative de regroupement a abouti à un échec, il y a quelques années. Il semble beaucoup plus facile de fermer une école secondaire que de sabrer dans le nombre de commissaires et dans les postes administratifs.

Je parle ici du mémoire des professeurs mais ce n'est pas eux qui se sont le plus impliqués dans la bataille, ce sont surtout des femmes, de mères de famille, des ménagères qui en ont fait leur principale préoccupation. Et on ne peut qu'être surpris par l'ardeur et l'énergie qu'elles y ont investies et par les résultats qu'elles ont obtenus. Qu'on imagine seulement toute l'organisation que dissimule la présence de deux cents personnes à une réunion de commission scolaire et ce, quelle que soit la motivation des participants. Quatre d'entre elles me font part, par une belle soirée d'août des documents qu'elles ont dû étudier, de ceux qu'elles ont dû rédiger, de la crainte des média qu'elles ont dû surmonter, de leurs classeurs qui débordent, de leurs tâches quotidiennes qu'elles ont quelquefois négligées, etc. Si c'était à recommencer, elles recommenceraient bien entendu. De toutes façons, elles n'ont pas l'intention d'arrêter tant qu'il sera question de la fermeture de l'école Notre-Dame-du-Lac. Leurs recherches et leurs actions n'ont que confirmé leur conviction première. Lorsqu'on leur demande si les nombreuses luttes que les gens de Desbiens ont eu à livrer pour maintenir le moulin ouvert pourraient expliquer la rapidité avec laquelle la population s'est mobilisée, elles hésitent, puis: "C'est vrai qu'on a toujours été obligé de se battre pour garder le peu qu'on a". Dans le cas de l'école, c'est que l'argumentation de la commission scolaire ne tient pas. Pour l'argumentation pédagogique, comment fait-on pour expliquer le très fort pourcentage d'étudiants du secteur sud qui quittent l'école durant l'année ou ils sont transférés à Alma?

Les gens de Desbiens et des environs demandent depuis longtemps qu'on leur démontre (chiffres à l'appui) les gains financiers que permettrait la fermeture de leur école. La direction de la commission scolaire assure qu'il y a des gains certains, qualitatifs en regroupant les ressources éducatives et para-éducatives. Elle fait ici référence à la nécessité, lorsqu'il y a des petites écoles, de répartir la tâche d'un professeur ou d'une personne-ressource entre deux ou plusieurs écoles, ce qui enlèverait beaucoup à la cohésion des équipes. On peut cependant se demander, comme les gens de Desbiens, s'il n'est pas préférable que quelques personnes se déplacent quelques fois par semaine plutôt que de déplacer chaque jour, un quart ou plus de la population étudiante.

Les principaux intéressés

C'est au nom de leur bien que les différentes parties sont intervenues dans le débat. Mais eux qu'en pensent-ils? Ils sont difficiles à rejoindre, surtout en période de vacances. J'en ai accosté quelques-unes par hasard sur le bord de la rue, ne parlons donc pas d'échantillonnage scientifique. Je m'y attendais un peu, un étudiant qui vient de passer quelques années à l'intérieur d'une école n'a de plus grande hâte que de la quitter. D'autant plus qu'il sait ce qu'il quitte et qu'il ne sait pas ce qu'il va trouver. On critique surtout la discipline. "A Alma on va pouvoir brûler des cours, on pourra fumer en paix, ici c'est une véritable prison". Comme vous pouvez vous en rendre compte, je ne suis pas tombé sur les étudiants les plus studieux et comme ils étaient en "gagne", ils en ont peut-être mis un peu. J'ai tout de

LE POUVOIR DE L'INFORMATION

Si les jeux de coulisse ont été particulièrement importants dans la décision de fermeture de l'école Notre-Dame-du-Lac, elle s'est néanmoins abondamment discutée sur la place publique. En plus d'un an, il est difficile de retrouver une semaine où il n'était pas question de réaffectation scolaire dans les pages du journal le Lac-Saint-Jean ou dans celles du Quotidien par le biais d'articles, d'éditoriaux ou de lettres du lecteur. Qui y a-t-il de plus louable à ce que nos médias (même Focus) traitent de ce qui préoccupe la population qu'ils desservent? Mais l'information n'est pas neutre, elle a un poids non négligeable dans les prises de décision, c'est un peu le miroir dans lequel se regarde le pouvoir.

Claude Garon dans l'éditorial du 11 février 81 du Lac Saint-Jean nous explique comment il est peut-être devenu sans s'en rendre compte "le porte-voix du pouvoir". "Depuis un an environ, la commission scolaire régionale a en quelque sorte institutionnalisé les conférences de presse du mardi matin". Le mardi c'est le jour de tombée (dead line) pour les hebdos locaux qui sortent le mercredi, un espace est habituellement réservé en pages deux et trois pour l'actualité de dernières minutes. Cette espace, il faut le remplir qu'il y ait ou non matière. Claude Garon continue: "Etant des humains comme les autres, les journalistes finissent automatiquement, inconsciemment par accorder plus de crédit aux opinions des gens qu'ils côtoient régulièrement et avec qui ils en viennent à entretenir des relations, sinon d'amitié, tout au moins, de familiarité".

Une enquête commandée par le cercle de presse, il y a quelques années, nous apprenait qu'à peine 21% de la population régionale disait connaître ou côtoyer un ou des journalistes. Cet éditorial de Claude Garon faisait suite à un autre dans lequel il qualifiait l'argumentation des gens de Desbiens de rétrograde et ceux-ci de personnes refusant d'accepter le changement. Une fois que la population du secteur concerné se soit mobilisée, organisée, ils ont eu droit à une meilleure couverture de la part des médias. Ils n'ont cependant pas convoqué une conférence de presse par semaine et on peut se demander s'il n'était pas déjà un peu tard, en regard de la décision qu'allaient prendre les commissaires quelques semaines plus tard. Décision de fermer...

Dans ce débat, un des grands pamphlétaires qu'ait connu le Québec a même déterré sa plume de guerre. Le Frère Untel (Jean-Paul Desbiens) directement impliqué parce qu'il demeure à Desbiens dans l'école Notre-Dame-du-Lac qui appartient aux Frères maristes, a fustigié les technocrates. Curieux retour des choses, un des foyers d'où a émané la remise en question de l'école au début des années 60 risque de disparaître à cause des réformes qu'elle a initiées.



Photo: Gervais L'Heureux

Ou iront-ils ?

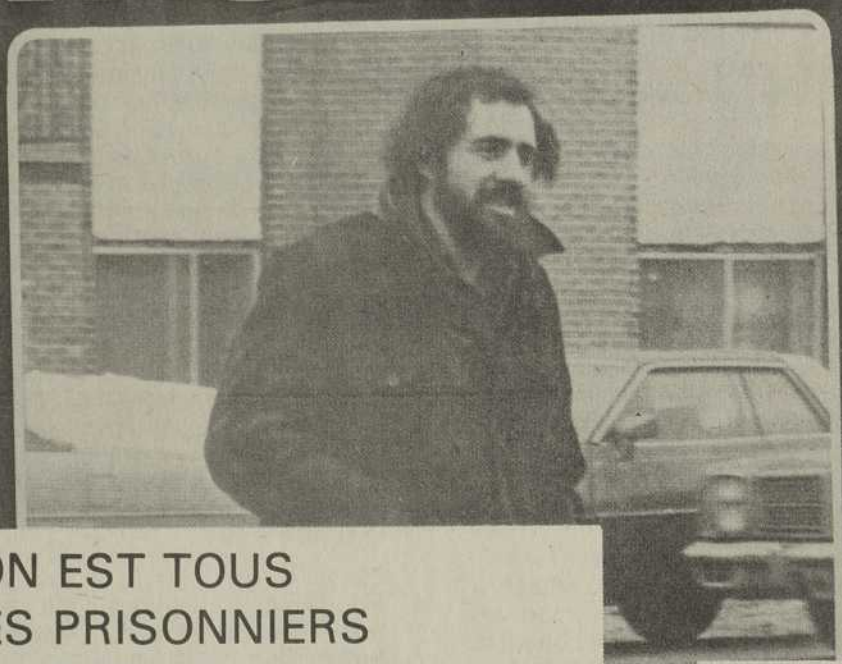
même tenté de glaner quelques informations supplémentaires au hasard de rencontres avec les gens du secteur. Quelques-unes ont repris en partie les critiques des étudiants; une école peu novatrice, une discipline rigide, peu de place laissée à l'autonomie de l'étudiant, etc. Mais tous étaient d'accord que ce n'est pas en la fermant qu'on réglerait ces problèmes. Une de ces personnes est même allée jusqu'à dire: "Je pense que c'est pire à Curé-Hébert". Je me suis embarqué sur un terrain glissant, je le sais. Je crois que l'apprentissage de l'autonomie est beaucoup plus facile à l'intérieur d'une petite école, proche de la communauté. Il y a beaucoup de travail à faire et les structures ne semblent pas adéquates.

Si la commission scolaire maintient sa décision, Elaine et ses camarades commenceront leur long périple en autobus scolaire. Bien sûr, de nombreux enfants le commencent dès leur première année ou même à la maternelle. Mais il y a une école secondaire à Desbiens qui fonctionne depuis des années et qui pourrait encore fonctionner pendant des années, un peu de peinture et quelques aménagements ne lui feraient pas de torts. Qu'est-ce qu'Elaine trouvera de plus à Hébertville, que ce qu'elle aurait trouvé à Desbiens? Une école plus récente mais qui demande, elle aussi, des aménagements. On parlait de deux gymnases, une piscine, etc. On parle beaucoup moins fort maintenant. On se doute bien qu'avec les coupures budgétaires, on aura de la difficulté à faire payer le ministère de l'Education. Jamais on aurait fait accepter aussi facilement à la population d'Hébertville de se départir de son secondaire quatre, il aura fallu lui faire miroiter les possibilités d'investissements importants pour faire renaître le bon vieil esprit de clocher. Elaine ne comprend pas très bien les chicanes des grands, ça lui passe dix pieds pas-dessus la tête.

Jean-Guy Girard

DOSSIER

PAUL ROSE



"ON EST TOUS DES PRISONNIERS POLITIQUES"

ROSE ET
LES AUTRES,
UN PEU PLUS

entrevue avec CLAIRE ROSE
et GASTON BOURGET

Dernière nouvelle: La Commission des libérations conditionnelles a récemment rendu la décision suivante: Paul Rose pourra profiter de trois congés sans escorte à tous les trois mois. Mais ce n'est pas la libération à laquelle il a droit depuis le 1er janvier 1981.

N.D.L.R.: Cette entrevue a été réalisée avec deux membres du Comité d'information sur les prisonniers politiques. Leur visite fait partie d'une tournée effectuée récemment dans la région et un peu partout à travers le Québec pour informer sur la situation des prisonniers politiques et souligner la parution d'un nouveau document édité par le C.I.P.P., "Dossier Paul Rose" dont nous présentons aussi quelques extraits.

Le dossier Paul Rose est en vente dans les librairies.

FOCUS: Le Comité Paul Rose a été formé en février 1981. Pourquoi un comité spécifiquement sur la situation de Paul Rose? J'aimerais ensuite que vous nous parliez du rôle de ce comité.

CLAIRE ROSE: Paul Rose est dans des prisons fédérales depuis dix ans. Les seules libérations qu'il a eues, c'est à la mort de notre père, huit heures, et à la mort de notre mère, douze heures. Et ça fait depuis 1977 qu'il est éligible à la libération de jour. Il pourrait donc passer normalement dans une maison de transition de jour, c'est-à-dire travailler le jour et rester dans une maison de transition le soir. En décembre 1980, il était totalement éligible à une libération totale, il a eu un refus le 1er janvier 1981. Et il n'y a rien qui s'est passé depuis.

GASTON BOURGET: Ce refus, en janvier 81, reportait sa libération à dans deux ans. C'est de l'abus de pouvoir de la part de la Commission des libérations conditionnelles. Le C.I.P.P. (Comité d'information sur les prisonniers politiques) s'est réuni et a décidé d'organiser la formation du Comité Paul Rose dans le but de donner de l'information sur son cas un peu partout à travers le Québec et de faire des pressions. On est allé chercher des personnalités, des représentants de syndicats, des professionnels, des gens bien cotés dans la société qui dirigent diverses associations ou organismes de droit. Ça se trouvait que parmi ces personnes-là, il y en avait de tendance conservatrice mais qui tenaient à dénoncer l'abus de pouvoir de la Commission des libérations conditionnelles.

Le Comité de libération Paul Rose est alors créé.

C.R.: L'an passé, nous avions formé un comité Pierre-Paul Geoffroy parce qu'on trouvait que sa situation n'avançait pas assez vite. On a alors donné une information spéciale sur Pierre-Paul, mais le C.I.P.P. a continué d'exister quand même et de donner de l'information sur les autres prisonniers.

F.: J'aimerais que vous me parliez de la situation des autres prisonniers politiques.

C.R.: Les autres prisonniers politiques sont Francis Simard, Robert Hudon, Jacques Lanctôt et Pierre-Paul Geoffroy qui est dans une maison de transition. Mais nous on considère que c'est encore de la prison parce qu'il n'a pas le droit de faire partie d'un syndicat, ni d'un groupe politique.

G.B.: Pas de droit de parole non plus.

C.R.: Il a droit de participer à des réunions publiques mais pas de prendre la parole, ni non plus de rencontrer des gens qui ont des dossiers judiciaires. Robert Hudon est présentement à la prison de Leclerc et attend lui aussi une libération conditionnelle. C'est plus compliqué pour lui: il est déjà sorti, un soir, il ne s'est pas représenté à la maison de transition parce qu'il était parti avec des chums, pour ça ils l'ont rentré en-dedans. Il a aussi un problème à la colonne vertébrale, le C.I.P.P. lui a envoyé des médecins mais il a besoin d'une opération. Dans les cellules où les détenus couchent, c'est souvent humide et pas tellement bon pour leur santé, Robert refuse de se faire opérer dans le contexte de la prison. C'est normal. Il faudrait qu'il sorte de l'hôpital le soir même ou quelques jours après et retourne tout de suite en prison.

G.B.: Ça, c'est une autre chose, la prison, le système carcéral, le taux d'humidité, des soins médicaux inadéquats, sans spécialiste. Paul Rose, après avoir passé deux ans et demi dans le trou, 23 heures sur 24, en perd ses cheveux et a des problèmes de dents. Ça fait dix ans qu'il n'a pas vu un dentiste et qu'il n'a pas passé un examen médical. C'est le traitement qu'on donne aux prisonniers politiques mais il y a aussi les autres prisonniers qui, lorsqu'ils font le moindrement à leur tête, passent par là eux aussi.

C.R.: Il y a encore Francis Simard. Ça fait deux ans qu'ils le traînent. Il est au P-16 à Montréal, l'institution à côté de Saint-Vincent-de-Paul. Normalement, quand un détenu est au P-16, c'est rare qu'il y passe plus qu'un an. Ça fait maintenant deux ans qu'ils détiennent Francis au P-16. Ils le font travailler dans un hôpital avec des vieillards, il sort de temps en temps mais il est toujours au P-16. Jacques Lanctôt: il a été ici un an avant d'avoir un procès, il a travaillé chez Victor-Lévy Beaulieu pendant cette période, il avait un salaire et voyait à ses affaires. Lors de son procès, il a fait un plaidoyer de non-regret, en disant que les événements d'octobre avaient été nécessaires. Finalement, Jacques a eu trois ans de peine, ce qui n'est pas la même situation pour les Cossette-Trudel qui ont eu deux ans parce qu'ils ont regretté leur geste. Ils sont déjà dehors. Jacques Lanctôt a, lui, des problèmes de libération, même si le juge qui lui a donné sa sentence, l'a assuré qu'on s'occuperait de lui pour qu'il ait vraiment sa sortie dans les premiers temps de sa libération. Il devrait être en maison de transition depuis longtemps. Mais il est encore en-dedans, il sort de temps en temps mais c'est tout de même encore la prison.

F.: J'aimerais que vous nous parliez du Comité d'information sur les prisonniers politiques. Qui peut en faire partie? Quels sont les buts de ce comité?

C.B.: Le Comité a été créé en 1976 par Rose Rose, Yvon Deschamps, Robert Lemieux, Andrée Lachapelle et Armand Vaillancourt. A eux se sont rattachés des gens que la cause des prisonniers politiques intéresse. Nous avons une réunion à toutes les semaines. Les buts du comité, c'est de dénoncer la situation des prisonniers politiques au Québec; dans un deuxième temps, dénoncer la situation dans les institutions carcérales.

C.R.: On a des avocats bénévoles qui vont voir les prisonniers politiques, qui passent des après-midi avec eux. Ils nous apportent de l'information parce qu'on n'a pas le droit de les voir.

G.B.: L'implication qu'ils ont dans le comité est bénévole. Le C.I.P.P. est un organisme à but non lucratif. Pour payer le loyer, pour fonctionner, on vend des posters, des macarons, on fait des spectacles-bénéfices. Il n'y a pas de hiérarchie, pas de président, etc. Nous fonctionnons par sous-comité, administration, publicité, stratégie, actions, etc. De ce temps-ci, une vingtaine de membres sont actifs, c'est-à-dire qu'ils viennent à toutes les semaines. A eux se rattachent beaucoup de membres qui sont non actifs mais qui viennent prêter main forte pour un travail quelconque, une manifestation par exemple. Ce sont des militants solidaires à la cause des prisonniers politiques.

AU NOM DE LA JUSTICE ET DE L'HISTOIRE


P. P. Geoffroy


Robert Hudon


Jacques Lanctôt


Paul Rose


Francis Simard

Nous soussignés, exigeons la **libération immédiate et sans conditions** de tous les **prisonniers politiques québécois** et réclamons **l'amnistie générale** pour ceux-là même, encore en prison, en liberté surveillée, accablés d'un dossier ou sous caution, **ainsi que pour les exilés.**

NOM	ADRESSE	OCCUPATION

Retournez au: **Comité d'information sur les Prisonniers Politiques**
1015 Est Ste-Catherine, Chambre 203
Montréal, P.Q. Tél. (514) 849-4620

Pétition Source: Dossier Paul Rose

Le Comité d'information
sur les Prisonniers Politiques
présente

MEMOIRE D'OCTOBRE

Un vidéogramme de
JEAN-PIERRE BOYER



Ce document vidéo d'une durée de 58 minutes, est présentement disponible au Groupe d'intervention vidéo, 3963 rue St-Denis, Montréal, au tél. (514) 849-4044 et au Vidéographe, 4550 rue Garnier, Montréal, au tél. 521-2116.

Le vidéo "On est tous des prisonniers politiques", réalisé lors des spectacles-bénéfices des 14 et 16 avril 1980, à Montréal et à Québec, par des gens du Vidéographe et du C.I.P.P., est aussi disponible aux mêmes endroits que "Mémoire d'octobre".

DES OTAGES DE CHAIR ET DE SANG

Ils ont tout essayé pour vous briser
pour que l'espoir coule ailleurs qu'en vos yeux supérieurs
qu'en vos veines ouvertes

je tourne en rond dans vos cours froides
et tout autour il y a des ombres, des hommes en armes

Saint-Vincent-de-Paul, Archambault, Cowansville
je rêve d'être noir et d'avoir une histoire

dans un an peut-être deux ou trois on vous verra quelques
instants
dans nos rues d'est prendre le pouls de la liberté

dis Paul quand viendras-tu en Gaspésie
voir nos soleils se coucher sur Percé et les pêcheurs appâter leurs filets?

il y a des hommes en armes, des uniformes noirs partout
et vos chairs sans défense ne sont plus qu'hémorragie lente

les justiciers médiocres ont allongé vos nuits raccourci vos jours
et l'ombre des quartiers à sécurité maximum ressemble à un
grand échafaud

me voici dans vos salles d'attente et j'ai froid à l'ombre des
tourelles
dis Francis raconte-moi l'histoire d'Alexis-le-trotteur et
de nos coureurs des bois

la rage bat sous ma peau, je vomis à chaque pas des uniformes noirs
par la fenêtre grillagée je vois monter les fumées des campagnes
des gardes bien tondus le ventre plein de bière
se grattent le cul en riant de quelque obscénité

dis Pierre-Paul reviendra-t-il le temps où tu rêvais autrement
qu'en uniforme
à nos insolites forêts, au nord déridant, aux chaumières fumantes?

des bruits s'abattent sur moi partout des portes mécaniques
me traquent
et mes yeux butent à chaque barreau fédéral à chaque guérite érectile

ma bouche est sèche et je veux chanter c'est dans le mois de
mai que les filles sont belles
mais j'entends tout autour les uniformes hurler avec les loups
j'habite un cimetière d'espoirs mort-nés et tourmentés
dis Robert te souviens-tu des filles et des gars et des odeurs
de bière coin Cartier et Ontario

Oh racontez-moi haut et fort vos luttes vos humiliations vos
jouirs empêchés
n'attendons pas les libérations posthumes ni la vingt-cinquième heure

je suis seul j'ai des yeux d'anarchie des mains d'idéaliste
et mon corps ne connaît pas le fling flang des vies de château

pourvu que tout cela soit détruit un jour
et que dans nos blessures puisse s'épanouir la foule ivre

pétroleuses et pétroleurs que rien ne vous émeuve
je pense à Louis Michel et au boulevard de la Commune

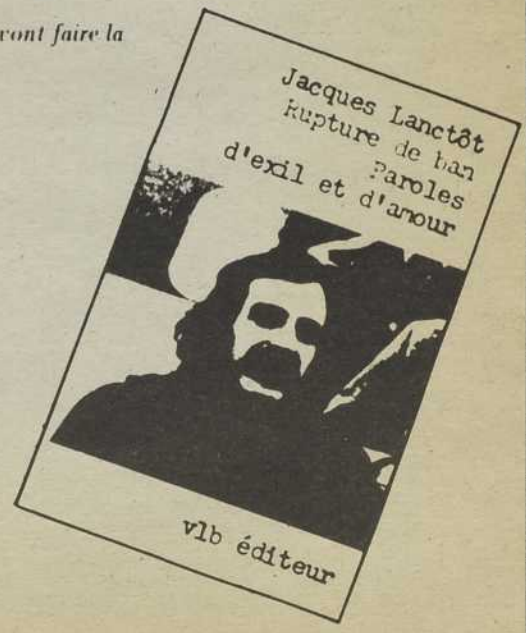
je pense à vos corps ligotés en ces prisons-charniers
des ombres funèbres vont et viennent à chaque tournent

mais je suis nombreux à penser amnistie et le temps des otages
tire à sa fin
mais qui vous laisse mourir en rond et scier vos chairs?

dis Paul et toi Pierre-Paul et toi Francis et toi Robert et
tous les autres
quand verra-t-on ces murailles de chine s'écrouler?
elle va venir la ville humaine jusqu'à vous
et les campagnes et les villages de pêcheurs vont faire la
fête
et le pays aura un nom.

Poème d'un exilé

Jacques Lanctôt



F.: Quelles relations avez-vous avec les media de facon générale? Est-ce difficile ou trouvez-vous que les media transmettent bien ce que vous voulez dire?

G.B.: En général, les media ont une façon très intéressée de transmettre l'information. Dépendamment de la teneur de la nouvelle: si c'est un gros flash, tous les journaux vont en parler, sinon... Ils sont très manipulateurs. On ne sent pas vraiment une bonne volonté d'informer les gens.

C.R.: Ce qui nous est donné dans les media, c'est qu'on a foncé en maudit pour l'avoir. On a fait beaucoup d'information à Montréal, pas assez dans les régions, ça a été une grosse erreur. On aurait dû à chaque fois s'organiser pour que de l'information sorte partout dans le Québec mais on était bénévole et on manquait de temps pour tout organiser. C'est sûr que de plus en plus, il faut vraiment s'orienter vers les radios communautaires, les télévisions communautaires, les media parallèles, parce que ce qui nous est offert ailleurs, ça fait vraiment dur.

F.: A propos de vos relations avec le système de la justice, vous avez beaucoup parlé entre autres de la Commission des libérations conditionnelles. Quelles sont les relations que vous entretenez avec eux?

C.R.: Maintenant que le Comité Paul Rose est formé, c'est ce comité qui rencontre la C.N.L.C. (Commission nationale des libérations conditionnelles). En 1977, le C.I.P.P. a fait une manifestation à Montréal, on a ramassé 42,000 signatures pour une pétition pour la libération de François Schirm. On est allé la porter à la C.N.L.C.. Ils ne voulaient pas nous recevoir. On a fait des pressions. Finalement, ils ont accepté. Mme Rose, Armand Vaillancourt et un avocat du C.I.P.P. y sont allés, Jean-Paul Gilbert de la Commission, ancien chef de police de la ville de Montréal de 64 à 69, a dit qu'il les prendrait en considération mais on en a jamais réentendu parler. A chaque fois qu'un prisonnier politique avait droit à sa libération conditionnelle, il ne l'a jamais eue à temps. Les prisonniers politiques ont toujours fait plus de maximum que normalement un détenu peut en faire. Ils ont toujours été manipulés par des transferts fantômes, à la dernière minute. Avant les jeux olympiques, ils les ont transférés d'une boîte à l'autre. Au début, le C.I.P.P. contestait la Commission des libérations conditionnelles mais on ne savait pas précisément qui en était membre. On s'est mis à chercher: ce sont des anciens chefs de police, directeurs de prison, administrateurs. On s'est posé des questions sur la valeur de ces gens-là, qui ont le pouvoir de juger les détenus. Dans le comité Paul Rose, il y a des sociologues, des criminologues, des gens qui ont étudié en criminologie avec Jean-Paul Gilbert, qui après analyse du dossier de Paul Rose, n'arrivent pas aux mêmes conclusions que la Commission des libérations conditionnelles. Jean-Paul Gilbert doit se sentir mal à l'aise. Dernièrement, un des agents de libération qui s'occupait du dossier de Paul, André Dupont, a été muté à Rimouski. Il avait fait un rapport de 15 pages disant qu'il favorisait la libération totale de Paul Rose. Nous n'avons pas accès à ce rapport. Robert Lemieux a fait une requête en cours pour y avoir accès et s'en servir comme preuve mais ça a été refusé. Paul se ramasse avec un autre agent de libération qui ne connaît pas le dossier et parce qu'il ne connaît pas le "sujet", - ils marchent par sujet et non par individu - une réponse favorable à sa libération est encore remise à six mois.

F.: Les réactions de la Commission sont-elles les mêmes pour les prisonniers de droit commun ou est-ce particulier aux prisonniers politiques?

G.B.: Moi, je pense que c'est particulier aux prisonniers politiques. Les membres de la Commission, des ex-députés, un ex-chef de police, trois ex-directeurs de pénitencier, n'ont pas intérêt à leur donner leur libération tout de suite parce que les prisonniers politiques sont des gens qui se sont soulevés contre leur patrie, contre le pouvoir et ses représentants, les membres de la Commission des libérations conditionnelles par exemple. Quand on pense que c'est Jean-Paul Gilbert, maître la Commission, qui a arrêté Pierre-Paul Geoffroy et qui a convoqué une conférence de presse à 7 h du matin pour annoncer que le chef du F.L.Q. avait été arrêté ce matin-là. C'est devant ce même Jean-Paul Gilbert que Pierre-Paul Geoffroy a dû passer pour avoir sa libération conditionnelle. C'est sûr qu'ils n'ont pas intérêt à libérer ceux qui se sont soulevés en 70 et avant.



Source: Dossier Paul Rose

C.R.: Mais ils l'ont dit publiquement qu'ils ne voulaient plus faire d'actions violentes, qu'on n'était plus dans une conjoncture politique pour le faire. Aujourd'hui, il se passe autre chose, on se parle, on se sert d'autres moyens. Mais c'est tout de même moins dangereux pour la société s'ils restent en dedans, ils peuvent moins parler.

F.: On entend moins parler des détenus politiques autres que Pierre-Paul et Paul. Est-ce qu'ils sont encore solidaires des actions du F.L.Q.? Prennent-ils la même position que celle de Paul et Pierre-Paul, une position de solidarité (cf exemple, l'entrevue réalisée avec Paul Rose pour l'émission Télémag du 30 septembre 1980)?

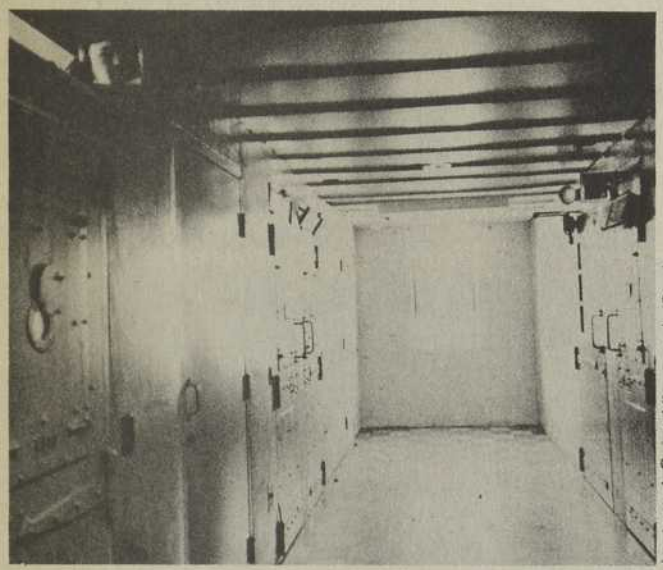
C.R.: Ils sont solidaires mais ils ne sont pas prêts à ce qu'on fasse de la publicité autour d'eux comme on le fait avec Paul et Pierre-Paul. Ils sont cependant prêts à ce que le C.I.P.P. parle d'eux, en tant que prisonniers politiques. Ils ont aussi accepté de participer par des lettres et des messages aux derniers spectacles-bénéfices organisés par le C.I.P.P. Ils ont l'impression que si trop de publicité est faite autour d'eux, ils vont avoir plus de problèmes pour sortir. Ils tiennent cette position-là mais ils continuent à penser que les événements d'octobre devaient avoir lieu. Nous, on respecte ça.

F.: Comment sont les relations entre les prisonniers de droit commun et les prisonniers politiques?

C.R.: Très bien, Paul a déjà fait partie d'un comité de détenus, il était président. C'était tellement intéressant que les autorités pénitenciaires ont refusé qu'il continue d'être président, parce qu'il avait probablement trop d'idées et d'organisation. Il avait monté une radio et donnait de l'information sur les droits des détenus. Ils ont coupé tout ça et ont envoyé une lettre disant qu'ils refusaient sa candidature comme président du comité des détenus.

G.B.: Si on prend l'exemple des fêtes de la Saint-Jean à Cowansville cette année: Paul n'a pas pu faire partie de l'organisation des fêtes. On connaît ses talents d'organisation, on veut que les prisonniers aient des fêtes mais pas trop fort. Les prisonniers avaient droit à 40 visiteurs (artistes, ami(e)s, parents) par jour mais quand tu sais que pour avoir droit d'aller dans une prison, ça prend tout un curriculum vitae, le poids, la grandeur, la couleur des yeux, des cheveux, le numéro d'assurance sociale, etc. 40 visiteurs par jour pendant 10 jours, ça fait 400 visiteurs, beaucoup d'ouvrage.

C.R.: Le Comité des détenus a eu une petite subvention du Conseil des arts plus $1000 du pénitencier. Des artistes sont venus, bien maigrement payés, Vigneault, Claude Gauthier, etc. Il a fallu faire des téléphones pour rejoindre musiciens, musiciennes, etc. Les gars en-dedans avaient de la misère à faire des téléphones. Quand on sait que pour rejoindre des artistes, il faut faire plusieurs téléphones, laisser des messages. Les gars en-dedans ne peuvent pas se faire rappeler. Il fallait absolument qu'ils aient de l'aide de l'extérieur. Le C.I.P.P. a donné un coup de main là-dessus.



Le trou à Saint-Vincent de Paul

G.B.: Pour apprendre que le jour où on devait remettre tous les curriculum vitae, il n'y avait plus un visiteur qui avait le droit de rentrer. Nouvel ordre de la direction. Ça fait partie des principes d'aliénation, pour essayer de casser les individus, les démoraliser. Un des organisateurs a fait deux jours de trou parce qu'il avait envoyé chier un gardien quand il l'a appris. C'est pas dans les places comme les institutions carcérales que les individus vont se faire "resocialiser" comme ils disent. Ça fait juste nourrir un esprit tyrannique, malsain. ●

Extraits de la Plaidoirie de Paul Rose devant la Cour du banc de la reine. Montréal, le 12 mars 1971.



Paul Rose et Marc Laurendeau dans le cadre d'une entrevue pour *Télémag.*

Source: Dossier Paul Rose

"La violence, c'est un résultat; ce n'est pas qu'un moyen en soi. C'est deux forces qui s'affrontent, qui résultent en une violence. Le 24 juin (1968), quand Pierre-Elliott Trudeau est venu ici à Montréal, avant son élection, il y a eu la violence; mais c'est un affrontement de forces, à ce moment-là; (d'un côté) vous aviez les fiers-à-bras de la Police de Montréal; vous aviez aussi les gens du peuple qui étaient de l'autre côté... Et là, je ne veux pas viser d'une façon générale tous les policiers parce que je crois sincèrement qu'un policier qui entre dans la fonction...c'est parce qu'il a une certaine ouverture sociale, il a un certain désir d'aider ses semblables. Mais je dis qu'actuellement, l'Organisation de la Police, c'est une organisation qui brime les gens du peuple; c'est une organisation qui est là pour protéger les gens-qui-exploitent le peuple, mais cela ne met pas en cause le simple policier... - je le dis bien sincèrement: il y a des policiers qui sont encore plus prisonniers que les prisonniers dont ils ont la garde!

Alors je vous dis ces choses pour essayer de vous expliquer le climat dans lequel nous étions, climat où nous avons pris nos responsabilités et climat où nous continuons à prendre nos responsabilités...

On a un devoir envers ces gens qu'on place ici, sur ce territoire, et envers ces gens qui parlent français pour faire en sorte que l'individu, quelle que soit la région du Québec où il puisse naître, ait l'égalité de chances, puisse participer au pouvoir politique, puisse participer au pouvoir économique, puisse participer à ce que tous les autres pouvoirs lui soient accessibles... Y faut reprendre ce qui nous appartient ou ce qui ne nous a déjà appartenu... Nous devons reprendre ces choses; ces choses sont bien claires et précises: ce sont des richesses naturelles, ce sont des individus qui sont là, condamnés à rien faire, ce sont des individus qui chôment - Pensez-vous qu'ils le veulent? Pensez-vous qu'un chômeur est intéressé à l'assurance-chômage? Un moment donné, il peut devenir accroché à l'assurance-chômage, mais il n'y est pas intéressé, ce qu'il veut, c'est travailler, et selon ce qu'il est, selon son identité à lui; pas travailler pour imiter un autre. Travailler en tant que Québécois et travailler sur un territoire sien - et nous en avons les possibilités! Il y en a qui disent que nous sommes un peuple qui a de la prospérité et tout ça ici! Alors je dis sincèrement: regardez ce que c'est que cette Prospérité: c'est une prospérité d'expropriation! On est en train de vider, ici au Québec, toutes les richesses nationales qu'on a et dans vingt ans, ici, quand tout sera vidé, il n'y aura plus personne que des touristes!!..."

TEXTE APPUYANT LA MANIFESTATION SOLITAIRES-SOLIDAIRES. CONTRE LE FESTIVAL DES FILMS DU MONDE 81

A l'ombre des soleils immobiles

Nous étions venus massivement en 1979 manifester notre profond désaccord avec le Festival des films du monde. Pourquoi y revenons-nous cette année? Ce n'est pas que nous aimons rendre visite à Gina Lollobrigida. Nous sommes tout simplement venus dire que le mur du silence qu'on a érigé entre nous, cinéastes, et le public, est de plus en plus infranchissable. Il suffira de lire les journaux et d'écouter les émissions de radio et télévision pendant cet événement mondain pour se rendre compte que notre point de vue n'est nullement représenté, ni avant, ni pendant, ni après.

A ce grand sommet économique sur le 7ième art, on parlera de plus en plus de rentabilité, de productivité, de valeurs sûres, de piliers à consolider, de francs succès, de nouveaux records. Et avec cet éternel vocabulaire, on vous convaincra de la nécessité d'un plus gros festival pour l'an prochain, qui frisera le cap du million. C'est ça le cinéma avec un grand "C" et les organisateurs le savent bien, eux qui sont passés maîtres dans les sciences des vases communiquants: industrie et culture.

Cette année la chasse aux subventions a rapporté au-delà de $500,000, dont $250,000 proviennent de ministères québécois (Affaires culturelles, Affaires intergouvernementales, Tourisme, Chasse et Pêche) et de l'Institut québécois du cinéma. Nous n'acceptons pas l'effacement de la dette de $50,000 que le Festival des films du monde devait à l'I.Q.C. Pourquoi ce même Institut, connaissant le mécontentement du milieu cinématographique québécis, se permet-il dans sa philosophie de monopoly, de faire passer aussi facilement le F.F.M. à go et lui faire collecter $50,000 additionnels? Pour payer ses hôtels...

Compte tenu de l'urgence de la situation et des très faibles moyens économiques dont nous disposons, nous croyons plus que jamais que cet argent devrait servir à développer notre jeune cinématographie, à accroître notre participation à des événements culturels et cinématographiques (ici et ailleurs), non compétitifs, basés sur l'existence des cinémas nationaux et à consolider les outils en place.

Comment ce gouvernement peut-il dilapider autant d'argent dans un seul événement qui dure dix jours, alors qu'il ne fait rien pour régler les problèmes chroniques auxquels nous sommes confrontés à longueur d'année. Rappelons seulement l'envahissement des écrans à 90% par l'industrie hollywoodienne.

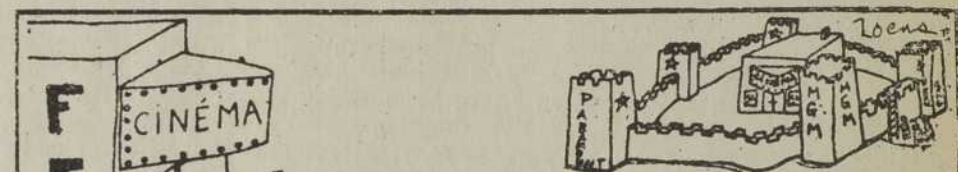
A l'heure même où le prestigieux Festival de Cannes est remis en question par la presse internationale qui y voit de plus en plus le rendez-vous de commerçants et de représentants d'un cinéma avachi, on nous propose un deuxième Cannes, américain celui-là, qui fera bien plaisir à l'oncle Valenti qui n'aura même pas à payer la note, et ce, avec la bénédiction de nos bons gouvernements.

Pour nous assujettir, nous dissoudre collectivement, on nous propose le grand rêve à l'échelle du monde. Devant cette menace de la planification des esprits par la pensée internationale, **il faut réagir.** C'est tout le collectif qui est menacé de disparaître devant ce rouleau compresseur. Comprendrons-nous enfin où nous mène cette pensée transcontinentale et comment cette propagande idéologique (lire financière) contribue à l'acculturation du public québécois et à la marginalisation de son cinéma, au profit de quelques individus?

En tant que travailleurs culturels, nous nous opposons à cette **culture de l'argent** et refusons de faire danser vos dollars.

Que restera-t-il pour le public après ce marathon-bouffe de dix jours? Le grand prix des Amerlocques et son troupeau de petits frères. Que restera-t-il pour nous, cinéastes, après ce grand festin?

Nous ne sommes pas des empêcheurs de danser en rond, mais lorsqu'on reçoit du monde chez nous, on aimerait leur faire entendre l'originalité de notre musique. Nous sommes pour une ouverture sur le monde mais nous ne cautionnerons pas par notre silence ancestral ou notre abject laisser-faire tous ces futurs festivals qui n'auront jamais aucun rapport avec notre réalité. Nous ne sommes pas à ce point insensibles au mépris, chers organisateurs, et veuillez croire que notre farouche volonté de créer sans vous et contre vous une authentique cinématographie se faufilera entre vos soleils immobiles. **La démission devant le défi n'a jamais su qu'engendrer la soumission.**



Arrivée de Valenti au Festival des films du monde.

Pour nous il s'agit de gagner ou de perdre. Voilà pourquoi nous proposons un frein à vos futurs sommets économiques et recommandons énergiquement l'interruption des subventions à un tel festival.

Et s'il est vrai que le cinéma est gauchisant de par sa nature même, comme le dit Monsieur Losique (cf La Presse, 15/08/81), alors que vient faire ici Jack Valenti, président de la Motion Picture Association of America? Avant qu'il ne soit trop tard, **sauve qui peut le cinéma.**

Des Cinéastes en colère
20 août 81

PAS TOUT A FAIT SOLITAIRES

En train de siroter une bière à une terrasse de la rue Saint-Denis, fraîchement débarquée à Montréal, les remords me rongent. Je viens de lire La Presse du jour:

"A 20 h ce soir, au moment de l'ouverture officielle du 5e Festival des films du monde, une centaine de cinéastes et de gens de cinéma ont promis de manifester à leur façon devant la Place des arts contre ce qu'ils ont rebaptisé le Festival des films du "monstre". Ils ont l'intention de dénoncer le dirigisme de cet homme de fer qui a pour nom Serge Losique, celui par qui, disent-ils, le cinéma québécois rate une occasion unique de se mesurer avec celui venu d'ailleurs, celui par qui, ajoutent-ils le Festival de Montréal est devenu synonyme de mercantilisme et de gaspillage des fonds publics destinés au cinéma". (1).

Je ne me rends pas à l'ouverture officielle mais j'apprends, le lendemain que la manifestation a bel et bien eu lieu, fête plus que manifestation, au son d'une fanfare. Les récriminations sont une fois de plus présentées par le biais d'un manifeste. Aucun média ne souffle mot du manifeste (cf page suivante). Je me rends au Parisien où se déroule le Festival (sauf l'ouverture et la fermeture). Aucune ligne de piquetage. L'argument que je me sers pour mieux me convaincre et refouler mes remords: c'est facile pour les cinéphiles de Montréal de boycotter. Mais pour moi qui vient du S.L.S.J., voir tout ce que je peux avoir et de qualité sera finalement ma devise.

En trois jours, je verrai en tout une quinzaine de longs métrages: du très bon cinéma allemand de quatre réalisateurs et réalisatrices inconnus ici, Radu Gabrea, Christian Rischert, Jeanine Meerapfel et Helma Sanders-Brahms, sensible; un film soviétique en compétition officielle qui représente une tendance importante du cinéma soviétique, le mélodramatique; de grands films comme "Les années lumière" d'Alain Tanner; des navets comme le seul film qui représente le Canada (Québec) (!), "Kings and Desperate Men" d'Alexis Kanner; un film étonnamment bien fait sur la lutte du peuple du Savaldor; "Petite confession filmée de Luis Bunuel" de Martine Lefevre, passionnante;... En somme, un peu d'humour, beaucoup de drames, des navets, des films qu'on n'oublie pas. Finalement, pas trop de regrets mais aussi l'envie de dire que "le mépris n'aura qu'un temps".

Diagnostic: mégalomanie à la Drapeau.

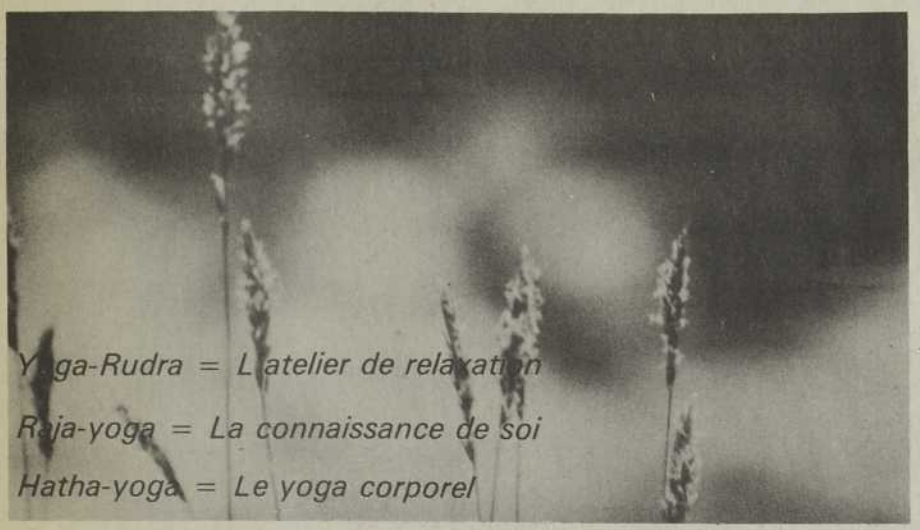
Effet secondaire: Attitude de mépris pour le cinéma québécois et par conséquent pour ceux et celles qui le font.

Les seuls longs métrages québécois présentés au Festival sont: "De jour en jour" de Robert Desrosiers et "Paroles du Québec" de Jean-Claude Labrecque, tous deux produits par Radio-Québec et présentés dans la catégorie "Oeuvres récentes de la télévision"; "Les traces d'un homme" de Michel Moreau et "Des astres et désastres" d'Alain Sauvé dans "Cinéma d'aujourd'hui et de demain"; "Les Plouffe" dans les "Hommages" et bien entendu "Kings and Desperate Men", sans commentaire. Quelques autres films sont indiqués comme provenant du Canada (Québec) mais ont été tournés en anglais. Pourtant, même si le mot "crise" est sur toutes les lèvres, il y a encore des longs métrages intelligents qui se font au Québec et qui auraient sûrement pu figurer dignement en compétition officielle. ("Les beaux souvenirs" de F. Mankievitch, les derniers d'André Forcier, Pierre Perrault, Jean-Guy Noël et quelques autres). En tout cas, on peut supposer que les organisateurs n'auraient pas perdu plus de crédibilité qu'ils en ont perdu avec "Kings..." et la belle Margaret Trudeau. Mais distributeur oblige!

Et ce cinéma ne rime pas avec dollars! Pourtant des films intéressants sont en compétition officielle et qui ne rapporteront pas nécessairement gros. Des films dans les catégories "Cinéma allemand d'aujourd'hui" et "Cinémas d'Amérique latine" ont des préoccupations qui nous ressemblent étrangement. Ou ces films sont présentés pour justifier l'aspect international du festival, ou ils sont jugés vraiment intéressants. Alors pourquoi pas aussi une juste représentation de ce qui se fait au Québec? Parce que l'argent est ailleurs? Depuis le temps (plusieurs années), l'organisation du Festival aurait pu changer son fusil d'épaule, ce qu'elle n'a pas fait.

L'ouverture sur le monde ne devrait pas vouloir dire l'effacement béat de notre production cinématographique. "... lorsqu'on reçoit du monde chez nous, on aimerait leur faire entendre notre musique". Pas juste quelques notes. Les Québécois sont reconnus pour leur hospitalité mais il ne faudrait pas que quelques-uns les prennent pour des niaiseux.

A.S., une cinéphile... en colère.



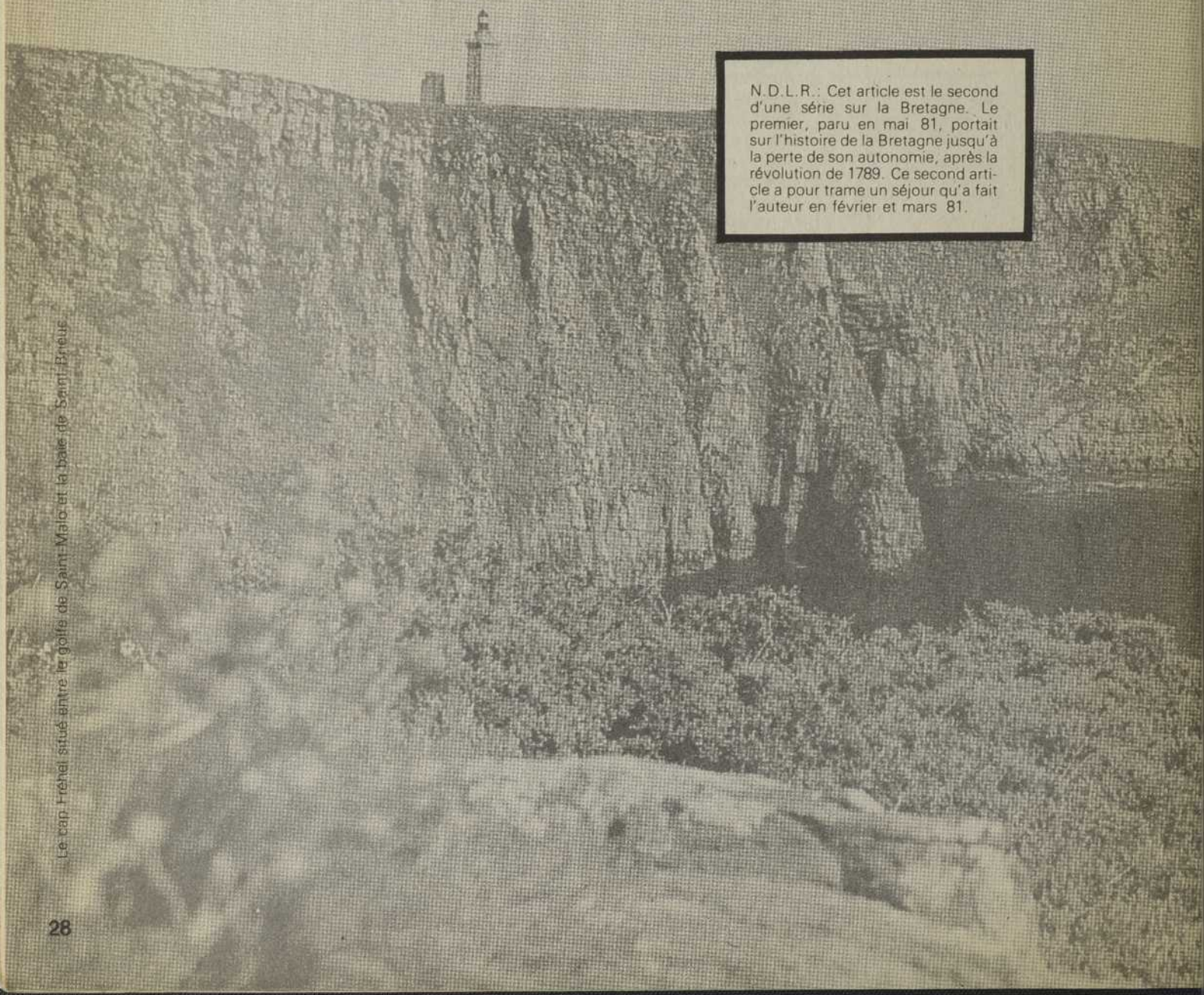
CENTRE D'EPANOUISSEMENT DE L'ETRE
338, St-Gérard, Chicoutimi-Nord
TEL.: 545-6190

Jacques et Jocelyne Denault, responsables du yoga à l'UQAC, consultant M.E.Q.
Le C.E.E., le Lotus est une association québécoise au service de la population depuis plus de 12 ans.

le lotus

LA BRETAGNE A LA CROISEE DES CHEMINS: (2) LUTTES, REVES ET REALITES

N.D.L.R.: Cet article est le second d'une série sur la Bretagne. Le premier, paru en mai 81, portait sur l'histoire de la Bretagne jusqu'à la perte de son autonomie, après la révolution de 1789. Ce second article a pour trame un séjour qu'a fait l'auteur en février et mars 81.



Le cap Fréhel situé entre le golfe de Saint-Malo et la baie de Saint-Brieuc

Impressions de voyage: LA PERCEPTION DU QUEBEC, AU HASARD DES RENCONTRES.

Vu de là-bas, en fin d'hiver, le Québec c'est loin, pas seulement géographiquement, mais aussi dans les têtes: très peu de nouvelles à la T.V., aux radios, dans les quotidiens régionaux et même nationaux. On n'est pas en période référendaire ou électorale au Québec, il n'y a pas non plus de visites officielles de personnalités fédérales ou provinciales, donc pas de déclarations plus ou moins fracassantes pour alimenter la chronique; en somme, la couverture du Québec et du Canada est réduite à son minimum... Compte-tenu de cette situation, c'est d'autant plus facile de susciter des réactions assez spontanées chez les gens ordinaires ou autres, quand on se présente ou qu'on est presente comme venant du Québec. De plus, on se trouve dans une période de l'année non touristique. Ce qui aide grandement dans les rapports humains.

Et où donc recueillir ces diverses et parfois surprenantes réactions, sinon dans les nombreux endroits publics, cafés et bars, véritables institutions sociales, lieux de rencontres et d'échanges où l'exiguité favorise la communication (très peu d'établissements, en effet, sont du genre brasseries ou salles d'hôtels). Mais les classes sociales se mélangeant peu dans les petites et moyennes villes de province, il y a lieu de distinguer trois ou quatre catégories d'établissements. Prenons par exemple le cas de Dinard, près de Saint-Malo, petite ville de 10,000 habitants en hiver, où j'ai passé la plupart de mon temps. On peut y différencier nettement:

A) Les cafés et bars "populaires", à clientèle en majorité constituée de travailleurs (ouvriers d'usine ou autres), journaliers et petits commerçants, assez âgés en général. (Un peu comme la petite taverne d'antan ici.)

B) Les bars qu'on peut qualifier de "bourgeois", ou à la mode, fréquentés par une clientèle plus aisée socialement, avec aussi plus de jeunes et souvent une musique d'ambiance (genre salon-bar ici).

C) Les cabarets ou clubs de nuit, genre discothèque de luxe, où la sélection se fait par l'argent ou les relations, milieux plus fermés et hors de portée du commun des mortels (les prix peuvent être de deux à cinq fois plus élevés qu'ailleurs).

Dans la première catégorie (populaire), la spontanéité et l'ingénuité des réactions, la curiosité naïve face au fait québécois (ou canadien), tiennent avant tout à une méconnaissance de l'information de base: ainsi le Québec est souvent confondu avec le Canada tout entier (puisqu'on ne voit que des canadiens francophones à la télévision!), sinon le Canada avec les U.S.A., d'où les confusions qu'on peut imaginer. On se voit automatiquement étiqueté de "Canadien" ("Monsieur est canadien"!) avec tout ce que cela comporte d'exotisme, sinon de sentiment d'étrangeté. Mais



finalement, peu de questions originales, peu d'interrogations: les gens sont trop pris avec leurs problèmes quotidiens pour aller au-delà des banalités d'usage.

Dans les bars de la seconde catégorie (plus bourgeois), les gens connaissent beaucoup mieux Canada et Québec, ayant accès à l'information et lisant plus de journaux "sérieux". On sait en général que le fait francophone se situe très majoritairement au Québec, et veut s'affirmer davantage depuis une douzaine d'années. On peut discuter de politiques générales, mais, sauf exception , rares sont les personnes capables de tenir un discours suivi et articulé sur la situation québécoise, ou les relations France-Québec. Dans ces lieux, le succès de curiosité envers l'homme de passage joue beaucoup moins, et les réactions courantes oscillent entre sympathie mal définie (à gauche) et paternalisme tranquille (à droite).

Enfin dans les autres endroits plus chics et encore plus bourgeois (voir c), les préoccupations sont ailleurs (les affaires ou "la drague"), l'ambiance de bon ton et le snobisme régnant rendent la communication plus que réduite, et même inexistante, sauf si on est "introduit". Gens d'ailleurs, ne pas s'y attarder...

(Il est à souligner que, dans toutes les villes de moyenne importance non universitaires, il existe rarement des bars "culturels", ou du moins d'étudiants, où normalement les clients sont d'un abord plus facile pour quelqu'un de l'extérieur, et surtout plus au fait des réalités politiques).

Si on compare la situation décrite précédemment avec celle prévalant dix ou douze ans plus tôt, on constate à mon avis que les mêmes phénomènes se répètent, et que la situation globale n'a guère évolué; c'est-à-dire que le Québec reste, sinon méconnu grandement dans l'opinion publique moyenne, du moins peu connu en regard des efforts déployés de part et d'autre. Il y a de nombreuses explications à ce fait, et cela dénote au moins tout le chemin qui reste à faire dans l'esprit des gens. Le problème majeur posé là-bas est celui de l'information de masse, dans un système beaucoup plus étatisé qu'au Québec.

Mais en contrepartie, si on sort du cadre géographique-historique-politique, pour aller dans le contexte socio-culturel et loisirs, on constate que tout le monde (ou presque), dans tous les milieux déjà décrits, connaît les grands noms québécois de la chanson et du disque: Leclerc, Vigneault, Charlebois en tête, mais aussi D. Dufresne, P. Julien, même Plume (très populaire de ce temps-ci), Louise Forestier, et d'autres... On peut noter là l'influence énorme du médium télévision-loisirs de masse, qui pénètre partout, sur tout le territoire français (monopole d'Etat), et qui a accordé au cours des années de plus en plus d'importance et de place aux artistes québécois. La remarquable popularité de Gilles Vigneault, en particulier, tient surtout, d'après les réactions recueillies, à son aisance naturelle, sa spontanéité et sa grande disponibilité humaine, en regard des artistes français plus compassés et maniérés...

En résumé, après avoir parcouru différents milieux, je me dois de conclure que seules connaissent assez bien le Québec et ses problèmes socio-politiques, les personnes faisant partie de la classe dite "intellectuelle" (c'est-à-dire les professions libérales, professeurs, fonctionnaires moyens et supérieurs, cadres, étudiants universitaires, etc...). Cela se retrouve dans toutes les régions. Ces gens lisent par exemple "Le Monde", "Le Matin", "Libération", quotidiens aux opinions très marquées, ou "Le Nouvel Observateur" à un degré moindre; et les publications politiques spécialisées, avec l'accent mis sur les problèmes de politique internationale. On peut y ajouter également les nombreux itinérants, échangistes et même touristes qui ont séjourné un certain temps au Québec. Le chemin est encore long pour sensibiliser d'autres gens, de milieux moins "privilégiés" en ce qui regarde la culture et l'information. Il reste à souhaiter que les années à venir, avec un déblocage possible de l'information du côté français (dû aux récents changements électoraux), voient la situation se rétablir dans un sens plus encourageant...

Louis Briand

N.B.: Il va sans dire que parmi tous ces gens rencontrés, informellement, personne ne connaît le Saguenay-Lac-Saint-Jean, sauf rarissimes exceptions (eux qui y seraient déjà venus).



Près de Saint-Malo. La Pointe du Grouin.

Spécial Cinéma
SPÉCIAL CINÉMA

Spécial Cinéma
SPÉCIAL CINÉMA



Photo: Carl Brubacher

Programmation de la Semaine du

Lundi, 26 octobre

20h: "ON N'EST PAS DES ANGES" (16mm, coul., 77 mn, 1981) de Guy Simoneau et Suzanne Guy. Documentaire sur la vie amoureuse, affective, sexuelle des handicapés physiques.



"Nous avons été frappés par le fait que la plupart des articles de journaux ne parlent que du droit au travail des handicapés, leur droit d'aller pisser dans les toilettes publiques, leur droit de prendre des ascenseurs dans les cinémas ou les centres commerciaux. Les handicapés ressentent des besoins beaucoup plus fondamentaux."

- les réalisateurs in "Le Soleil", 12 sept. 1981

"On n'est pas des anges est d'abord un reportage, un témoignage. Les participants, une douzaine je crois, s'adressent presque toujours aux interviewers. La caméra, peu mobile, les laisse parler le temps qu'il faut. La réalisation est simple, les images sont justes. Rien ne détonne. Les aveux sont retenus, raisonnables. Trop peut-être... les réalisateurs n'ont pas choisi de nous présenter ceux qui ne s'adaptent pas, qui ne s'aiment pas, qui ne sont pas aimés. En ce sens "On n'est pas des anges" m'a paru un brin... angélique".

- S. Dussault in "La Presse", 19 mai 1981.

N.B. présence de Guy Simoneau

21h30: "A VOS RISQUES ET PERILS" (16mm, coul., 90mn, 1979) de Jean et Serge Gagné.



"Chaque jour, on passe 2 ou 3 heures devant sa télévision à se faire dire que c'est ailleurs que ça va mal, à se faire conter la dernière aventure de la Famille Ci ou Cà, à se faire bombarder par une publicité illusionniste. Chaque jour, quelques individus se cachant derrière quelques multinationales ou gouvernement menacent la paix de l'humanité. C'est le réel que connaît la majorité, celui qui transpire par les principaux canaux d'information, de communication qui bien souvent, hélas, déforment, contrôlent, manipulent.

Parce que nous savions qu'il existait un monde où le progrès ne se calcule pas en mégatonnes, le succès au nombre de réélections, le travail à la marge de profits réalisés, nous avons voulu regarder, entendre, se souvenir, d'événements, de discours d'images et proposer en les agençant, une lecture, une écoute différente, questionnante. Nous avons donc voulu faire un film s'intéressant à regarder de l'autre côté du miroir et à entendre l'envers du son. Surtout à cause de la difficulté à retrouver traces de certains événements, d'individus, nous avons voulu aller voir ce qu'on voulait qu'on oublie".

Les réalisateurs.

Un cours d'histoire sur des petits événements de notre passé culturel récent. Des poètes, écrivains, cinéastes, sculpteurs, musiciens parlent, situent un passé que beaucoup ne connaissent pas et qui ressemble étrangement au présent. Avec Raoul Duguay, Louis Geoffroy, Armand Vaillancourt, le Baron Philip, Léandre Bergeron, Allen Ginsberg, William Bourroughs, Claude Péloquin... et la musique de Conventum. Le cinéma québécois de contre-information culturelle.

cinéma québécois et saguenéen 81.

Mardi, 27 octobre



20H: "STRASS CAFÈ" (16mm, n.b. 60mn, 1980) de Lea Pool avec Céline Lacoste et Luc Caron. Journal d'un exil entre la Suisse et le Québec. Le Strass Café est le lieu imaginaire ou réel d'une rencontre imaginaire ou réelle entre un homme et une femme.

"Ce qui m'intéresse dans le cinéma, c'est de créer non pas une histoire mais un état d'âme. Créer une émotion, quelque chose de plus tactile, comme la musique, qui ne passe pas par la compréhension rationnelle. Et ce n'est pas étonnant que les gens aiment ou n'aiment pas "Strass Café". C'est comme le désir; ça t'atteint ou ça ne t'atteint pas... je sais qu'en voyant "Strass Café" on me compare inévitablement à Marguerite Duras".

- Léa Pool in "La vie en rose", nov. 81

"Exil, incommunicabilité, communion imaginaire du désir et de la parole, désert urbain, absence: les thèmes et l'atmosphère sont ici et là les mêmes... "Strass Café" beau poème visuel en noir/blanc et voix."

- Françoise Guénette in "La vie en rose, nov. 81

21h30: "CHAPERONS ROUGES" (vidéo en 16mm, n.b. 44 mn, 1979) de Hélène Bourgeault et Helen Doyle. Témoignage sur le viol par celles qui le subissent depuis que les petits chaperons rouges ont peur des gros méchants loups à pénis.



"CHAPERONS ROUGES", une bande vidéo remarquable sur le viol. Mêlant témoignages et fiction. Spectacle théâtral, chansons, musiques... Comme une réponse, comme une défense. On voit aussi un cours d'entraînement à l'auto-défense. Et une mère tenant de désinculquer les modèles de passivité que les contes comme celui du Petit Chaperon rouge - résinent aux petites filles."

- J.P. Fargier in "Les Cahiers du cinéma", oct. 80.

"C'EST PAS LE PAYS DES MERVEILLES" (16 mm, coul., 57 mm, 1980) de Helen Doyle et Nicole Giguère avec Léo Munger, Marie-Ginette Guay, etc.

..."Ce film mérite d'être beaucoup vu. La sortie en salle est prévue pour l'automne. C'est la première expérience de distribution de film 16 mm de la maison Vidéo Femmes, à Québec, qui travaille essentiellement avec des films de femmes, sur des sujets qui nous concernent, toutes et tous".

- Chantal Sauriol in "La vie en rose", nov. 1981

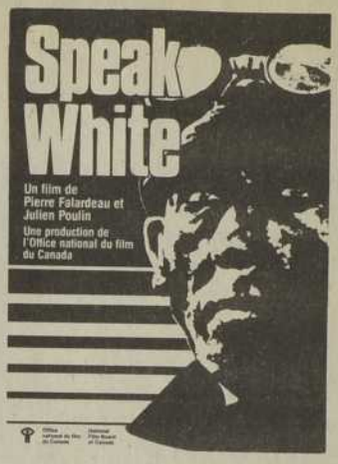
N.B.: Présence d'Helen Doyle et Nicole Giguère.

Mercredi, 28 octobre

20 h: "SPEAK WHITE" (16 mm, n.b., 6 mn, 1980-O.N.F.) de Pierre Falardeau et Julien Poulin. Le poème "Speak White" de Michèle Lalonde récité farouchement par Marie Eykel et mis en images fixes, expressives par les deux cinéastes.

"Speak White", soyez à l'aise dans vos mots, nous sommes un peuple rancunier, nous ne reprochons à personne d'avoir le monopole de la correction de la langue..."

Extrait du poème reproduit dans le magazine OVO, no 39, 1980



"HARMONIUM EN CALIFORNIE" (16 mm, coul., 28 mn, 1980-O.N.F.) de Robert Fortier. Reportage sur la présence du groupe Harmonium à cette bizarre semaine culturelle québécoise tenue en Californie par le gouvernement du parti du même nom, en 1978. Leurs réactions en se faisant parachuter dans un club punk rock de Los Angeles, un soir de brouillard culturel...

"LES ADEPTES" (16 mm, coul., 85 mn, 1981-O.N.F.) de Gilles Blais avec des Hare Krishna de Montréal, Québec et des U.S.A.
Trois jeunes Québécois, Michel, Robert et Johanne rentrent dans la communauté montréalaise des Hare Krishna. Le cinéaste Gilles Blais les suit pendant 6 mois pour comprendre ce qui leur arrive et nous fait découvrir certaines valeurs spirituelles qui accrochent la nouvelle génération de cégépiens.

LE JOURNAL DE MONSIEUR KRISHNA

"En voyant "les adeptes" de Gilles Blais j'ai eu envie de faire des jeux de mots avec ses films précédents pour tenter de saisir son dernier film. Ainsi "les adeptes" pourrait s'intituler "le journal de monsieur Krishna" ou encore carrément "heureux comme un poisson dans l'eau bénite..." etc.

Car son film se présente bien comme une sorte de journal de bord de trois nouveaux adeptes de Krishna. Journal écrit de l'intérieur, au beau milieu d'une église qui leur sert de quartier général ou à même certaines rues passantes où les jeunes Krishna déguisés en vrai monde proposent leur littérature...

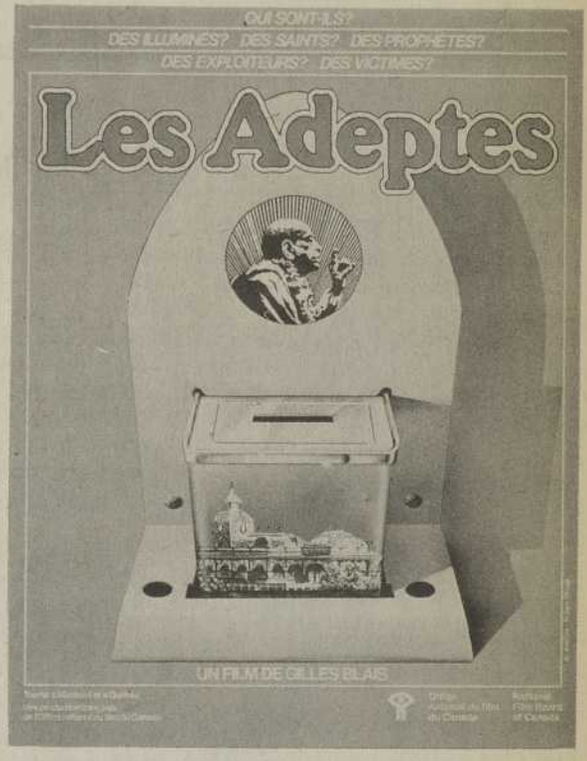
Des séquences spontanées aussi dans la lignée du meilleur direct québécois comme celle prise sur la rue St-Jean à Québec d'une jeune fille forte en Bible qui garroche au premier Krishna venu des versets gros comme ça, et encore ce couple de parents américains filmés à Dorval, entre deux avions, enragés contre ces Krishna dévoreurs d'enfants.

Et ces trois cégépiens nouvellement rasés et déguisés en Krishna qui semblent aussi à l'aise que des poissons dans l'eau. On pense à la faculté extraordinaire d'adaptation des jeunes Québécois forts dans toutes les modes venues d'ailleurs, toujours disponibles pour un autre "trip"...

Ce film nous ouvre les yeux sur cette génération de cégépiens qui ont sniffé de l'encens dans leur cours de philo et qui se croient illuminés une journée de brouillard spirituel.

Et ce qui ne gâte rien, "Les adeptes" fait rire de toutes les couleurs. Jaune si vous êtes parents d'un petit Krishna de 6 mois ou de 18 ans, rouge si vous vous méfiez du désintéressement matériel des nouvelles sectes religieuses, bleu si vous êtes Américains, multicolore si vous rêviez du grand soir".

- Pierre Demers pour la Semaine du cinéma québécois et saguenéen 81



N.B.: Avec la présence de Gilles Blais.

Jeudi, 29 octobre

20 h: "ALBERTINE, L'ETERNELLE JEUNESSE" (16 mm, coul., 28 mn, 1980) de Richard Lavoie. Documentaire tourné à Sainte-Monique-de-Honfleur au Lac-Saint-Jean pour une série intitulée "Les belles folies".

"Les gens du Lac-Saint-Jean ont une manière de s'exprimer et un langage coloré que nous voulons traduire dans ce film. Les gestes sont abondants, les visages mobiles l'accent est appuyé sur certaines syllabes à la fin des mots. Ces Jeannois sont en plus des patenteux et des artistes; telle Albertine, cette femme de 80 ans à qui le film rend hommage, qui peint tout de ses fantasmes, même les murs de sa salle de bain . "

- Richard Lavoie

"LA PAROLE AUX SCULPTEURS" (16 mm, coul., 57 mn, 1980) d'Alain Corneau. Des images spontanées, quotidiennes du Symposium de sculpture environnementale de Chicoutimi tenu en été 80. Des points de vue différents, officiels, discordants, colorés, improvisés et mesurés sur l'événement. La mise en situation de quelques acteurs de cette mise en scène culturelle et touristique.

"La parole aux sculpteurs n'est pas un film sur le symposium. Cet événement n'était pour moi qu'un prétexte pour mieux découvrir le métier de sculpteur et ce qui en résulte..."

- Alain Corneau in "Focus", no 38, fév. 81



21h30: "POWER FROM SHIPSHAW" (16 mm, n.b., 20 mn, 1945) de l'O.N.F. et l'Alcan. Le nouveau barrage de Shipshaw, la huitième merveille du monde, l'effort de guerre, les nazis, etc.

"L'ENERGIE DES AUTRES" (16 mm, coul., 60 mn, 1981) de Michel Lemieux. Documentaire semi-fictif sur l'histoire quotidienne du développement de l'énergie hydro-électrique au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Evocation dramatique du temps des pulperies, de la construction des barrages, de Shipshaw, de l'inondation du lac, de l'Hydro, etc.

N.B.: Présence d'Alain Corneau, de Michel Lemieux, de Carl Brubacher, de Gilles Sénéchal, de Céline Sénéchal, de Jocelyn Simard, de Michel Gauthier, etc.


LE LINGOT DU SAGUENAY

La grande épopée de Shipshaw

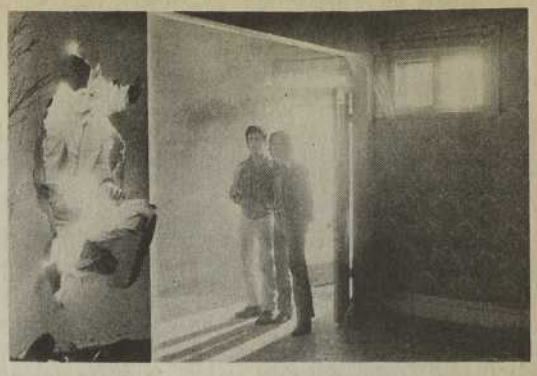
Nouvelles de l'usine

Nouvelles des camps

HOMMAGE AUX RÉALISATEURS

PRODUCTION RECORD en 1942

Vendredi, 30 octobre



20 h: "LE PETIT PAYS" (16 mm, coul., 28 mn, 1980) de Bertrand Langlois.

Deux vieux adolescents, ou deux jeunes adultes, témoins suspects du monde extérieur, vivent, court-circuités, une expérience d'initiation organique, tel un arbre enfonçant ses racines dans la terre et ses branches vers l'infini. Dans un appartement mystérieux, ils reproduisent malgré eux, mais guidés par une intuition spontanée, un laboratoire de l'univers. Une petite planète, microcosme de la grande, finit par s'épanouir.

Prix de la Critique québécoise pour le meilleur court métrage, dans le cadre de la Semaine du cinéma québécois 1980.

"LES OISEAUX NE MEURENT PAS DE FAIM" (16 mm, coul., 31 mn, 1980) de François Dupuis.

La famille Caron réside dans un rang près de St-Chrysostôme, à 45 milles de Montréal. Depuis plusieurs mois, Ernest Caron est en chômage: auparavant, il travaillait à Beauharnois dans une fonderie, depuis une quinzaine d'années.

Ce matin-là, Sylvain, le fils-cadet, se dit malade; Ernest devra donc passer la journée avec lui s'en occuper car sa femme travaille au village dans une shop de couture.

Ernest l'amènera à la chasse aux pigeons dans la grange de son voisin d'en face. En passant chercher du lait, en s'en revenant, Ernest se voit offrir la possibilité de devenir "helper" sur une "run" d'huile à chauffage.

Dans la soirée, Ernest apprendra au téléphone le décès de son père, en Gaspésie. Ses conditions socio-économiques, la "job" éventuelle, l'état des routes ne lui permettront pas d'assister à ses funérailles.

Ce film se veut un portrait poétique et populaire d'une réalité régionale, en ces temps de crise où l'espoir côtoie le drame de la quotidienneté.





21 h: "LES GRANDS ENFANTS" (16 mm, coul., 80 mn, 1980) de Paul Tana avec Julie Vincent, Gilbert Sicotte et Robert Graval.

A Montréal, l'hiver tire à sa fin, tout comme le chômage de François Gagné, 27 ans. Dans un logement du Plateau Mont-Royal devenu trop grand depuis que ses amis l'ont quitté (pour le Lac-Saint-Jean ou l'Afrique), François s'inquiète. Cette alternance chômage-travail, qu'il avait lui-même choisie, lui paraît aujourd'hui vide de sens. Il tourne en rond.

Ses copains, autour de lui, s'agitent. Jean-Claude, libraire et collectionneur de berceuses, n'aspire qu'à tomber amoureux et à faire des enfants. Marielle, comme François, passe du chômage au travail au chômage. Léo, agent de sécurité, appartient à la génération des 40 ans qui ne songe qu'à travailler de plus en plus vite pour faire de plus en plus d'argent et qui se heurte à un avenir banlieusard avec ses bungalows en rangs d'oignons et ses centres d'achats champignons. Seul Gary, danseur, sait où il va, mais les artistes, dit-il, sont toujours perdants.

François, qui se plaint que rien n'arrive jamais, rencontre Jeanne Rossi, une immigrée d'origine italienne, qui s'ennuie profondément dans sa boutique de fleurs empoussiérée que lui a léguée son père. Une histoire d'amour commence, simplement.

Puis vient l'été... Jean-Claude continue d'annoncer ses multiples paternités, Marielle se met sur le chômage. François trouve un emploi, Jeanne vend sa boutique et ils décident de vivre ensemble. Pour combien de temps?

Ils continuent leur vie, entre deux âges et deux rêves incertains de l'avenir, avec humour et tendresse.

"Ce premier long métrage du cinéaste québécois Paul Tana est le contraire du film-choc, du coup de poing dans l'estomac. Il ne cherche ni à vous bousculer, ni à vous matraquer. Mais, tout en demi-teintes, il vous charme imperceptiblement par la finesse de son humour un peu nostalgique, par la justesse de son observation, par l'originalité de sa démarche... L'intérêt est soutenu. Le regard de Paul Tana est juste et personnel".

Francine Laurendeau, mai 1980

"GARAGE". Entrevue avec le réalisateur Carl Brubacher



Photo: Marcel Cloutier

N.D.L.R.: Le film a été tourné en juillet et août derniers et en est présentement aux étapes de post-production. Carl Brubacher nous raconte comment il a pu réaliser "Garage" (le titre provisoire) et les conditions de travail actuelles en cinéma. L'entrevue a été réalisée par Andrée Savard.

FOCUS: L'idée du film remonte à quand?

CARL BRUBACHER: C'est une idée qui me trottait dans la tête depuis un petit bout de temps, surtout novembre 80. J'ai commencé à écrire le scénario. En janvier, j'ai fait des démarches auprès de l'Institut du cinéma québécois. Je suis allé à Montréal en février pour soumettre mon scénario. Un jury siégeait à la fin du mois de mars. J'ai reçu une réponse positive qui m'accordait $21,000, 60% du financement. J'avais un budget de $33,000. Le 60%, c'était à condition que je trouve la balance dans le privé.

F.: Est-ce que c'est une politique normale d'accorder 60% quand la réponse est positive?

C.B.: Oui, c'est ce qui se fait normalement à l'Institut. Le réalisateur doit se débrouiller pour trouver le 40%. Dans le contexte de mon film, toute l'équipe, réalisateur, cameraman, etc... a investi une part de salaire, 8 à 10% chacun. Des techniciens ont passé leur équipement personnel sans demander d'argent. L'équipe en plus faisait souvent du temps supplémentaire sans être payée. C'est fréquent. Le cinéma québécois fonctionne comme ça, surtout le cinéma de documentaire, à petit budget. Les premiers à être remboursés selon les contrats, par contre, sont les techniciens qui ont investi. La deuxième partie du financement du 40%, $5,000, est venu de Radio-Québec. J'ai aussi une aide technique de l'Office national du film (O.N.F.) pour la post-production (travail de laboratoire, copie finale) que je n'ai pas encore comptabilisée. Mon budget total était de $33,000. Mais finalement, grosso modo, ça fait à peu près $26-27,000. Ce film-là, dans des conditions professionnelles, comme celles de l'O.N.F., aurait coûté $60-70,000. Une semaine de tournage, c'est une contrainte qu'on s'est imposé à cause du budget. Je voulais faire ressortir toute la force et l'intensité des interrelations dans un garage où je vais depuis longtemps. Je savais que c'était tout un défi d'aller chercher ça dans une semaine. J'aurais aimé le faire avec trois semaines de tournage: être là, pas nécessairement tourner mais lorsqu'il se passe quelque chose, tourner, ou tourner comme peut le faire l'O.N.F. pendant trois semaines, avec un budget de pellicules énorme. Dans ce genre de documentaire, un réalisateur de l'O.N.F. aurait pu aussi faire de la mise en scène. Quand j'ai écrit mon scénario, quand j'ai fait ma demande à l'Institut, je savais qu'il ne me donnerait pas les conditions de l'O.N.F. ni du dix pour un (pour une heure de film, on en tourne dix). Là, j'ai du cinq pour un. Un réalisateur de l'O.N.F. aurait facilement eu du vingt pour un. En plus, on a eu un accident à l'O.N.F. Ils ont abimé sept bobines sur vingt. On a dû tourner deux journées supplémentaires, reconstituer l'équipe, deux techniciens venaient de Montréal, donc $3-4000 supplémentaires. Et ce n'est pas l'O.N.F. qui assume les frais. Ils ne sont pas responsables selon le contrat même si c'est de leur faute. Mais le fait d'avoir tourné deux fois, c'est un mal pour un bien. Les deux dernières journées que j'ai tourné, je suis allé chercher ce qui me manquait. Durant le tournage, un des garagistes, Jean-Yves, a été malade. Sur cinq jours, on ne l'a pas vu les trois derniers jours. Il manquait dans le film parce que le film parle des deux frères garagistes. Ça aurait été très compliqué au montage sans les deux jours supplémentaires.

F.: Considères-tu que le financement a été difficile à trouver?

C.B.: J'ai eu une réponse de l'Institut au mois de mai; à partir de ce moment-là, il fallait que je trouve le 40%. On a refait le budget, calculé la part des techniciens, etc. Je trouve que ça a été rapidement. Je me suis organisé pour savoir comment le trouver. Au début, je n'étais pas au courant des possibilités. Je ne savais pas que Radio-Québec, comme organisme para-gouvernemental, pouvait être considéré comme étant du privé.

F.: Y avait-il d'autres possibilités de financement?

C.B.: Oui, le Conseil des arts. J'ai eu un non.

F.: Quelle est la différence d'avec l'O.N.F.?

C.B.: Au Conseil des arts, un réalisateur peut faire une demande pour un budget de production et être subventionné à 100, 50, 25, 10% ou pas du tout. Vu que c'était ma première réalisation, je n'étais pas éligible au programme. J'avais déjà participé à la réalisation d'autres d'autres films comme co-scénariste. On m'avait déjà dit auparavant que j'étais éligible. Je n'ai pas encore reçu les raisons pour expliquer le refus.

F.: A partir du moment où tu sais que tu as la subvention de l'Institut, tu formes ton équipe, cette équipe est formée de qui? Est-ce que c'étaient principalement des gens de la région?

C.B.: La plupart sont de la région: le producteur, Jean-Marc Lapointe; l'assistant à la production, Gaston Amyot; l'assistant-cameraman, Gilles Sénéchal qui a fait partie de l'équipe de Radio-Québec et de "La parole aux sculpteurs"; l'ingénieur du son, Alain Corneau; le monteur, Michel Gauthier et le photographe de plateau, Marcel Cloutier. L'électricien, Jean Trudeau, et le caméraman, François Beauchemin, viennent de Montréal. Quand on fait un film dans la région, on fait toujours venir un électricien de l'extérieur parce qu'il n'y en a pas ici. Et je ne connaissais pas de cameraman dans la région qui pouvait faire le travail; j'avais déjà travaillé avec François à Radio-Québec.

F.: Est-ce que ça a été facile de constituer l'équipe?

C.B.: Oui, Je connaissais tout le monde et je voulais m'entourer de gens dont je connaissais leur façon de travailler. De ce côté, je n'ai donc eu aucun problème, avant, durant et après le tournage.

F.: Si l'équipe a été aussi facile à former, est-ce c'est parce qu'il n'y a pas grand-chose qui se fait ici?

C.B.: L'équipe est disponible parce que ça ne tourne pas beaucoup dans la région bien sûr. Depuis deux ans, on a deux expériences en marge de Radio-Québec. On espère que ça va continuer. J'ai l'intention de soumettre d'autres projets et j'en connais qui ont l'intention de faire la même chose. Si on regarde ce qui se passe à Radio-Québec depuis un an (nouvelle structure administrative), il me semble que les possibilités de travailler dans un contexte professionnel et créatif vont être limitées. Et "la télévision des autres" va devenir la télévision d'eux autres. On attend de voir ce qui va se passer avec eux. Mais je pense qu'il faut se fier plutôt sur nos propres moyens, bâtir ses propres projets et tenter d'aller chercher du financement. C'est peut-être utopique mais je pense aussi que la télévision payante pourrait amener un déblocage, des débouchés d'ici trois ans. La situation est aussi difficile actuellement à Montréal. Alain Corneau va souvent y travailler mais c'est un cas particulier. Il y a des bonhommes qui ont 10-15 ans de métier et qui n'ont pas travaillé depuis 6-8-10 mois. D'ordinaire, à l'automne, il y a une reprise mais cet automne, non. Quand ça va mal à Montréal, ça va mal ici c'est sûr. Même quand ça va bien à Montréal, ça ne va pas nécessairement mieux ici. On ne peut pas se servir de Montréal comme barème et attendre que ça marche bien dans la métropole et que ça déborde dans les régions. Il faut que les projets partent d'ici.

F.: Prévois-tu un regain après l'automne?

C.B.: Tout le monde espère une reprise mais il n'y a pas de signe pour nous dire qu'il y en aura une.

F.: Quelles sont les raisons qui peuvent expliquer cette crise?

C.B.: Une des raisons importantes, je pense, c'est la politique d'abris fiscaux et de co-productions. Depuis 5 ou 6 ans, avec cette politique, beaucoup de techniciens ont travaillé et ont pris de l'expérience. Mais les co-productions n'ont pas engendré une clientèle de cinéphiles intéressés au cinéma québécois. Au contraire, les co-productions ont étouffé notre cinéma national, plusieurs réalisateurs qui travaillaient sur des projets ont eu de la difficulté à les faire aboutir parce que l'argent allait aux co-productions. Ça fait quatre ans qu'André Forcier a tourné son dernier film et il vient juste de réussir à trouver le financement pour le finir. Pourtant, c'est un des meilleurs cinéastes, sinon le meilleur au Québec.

F.: Quel est le sujet de ton film?

C.B.: C'est l'histoire, la vie quotidienne de deux frères, les frères Aubin, qui ont un garage du coin à Chicoutimi-Nord, dans un quartier populaire. Ce n'est pas un documentaire sur la mécanique même si ça se passe dans le garage. C'est un film sur les individus, sur le contexte particulier de leur travail et leurs relations avec les clients et leur milieu immédiat. C'est un court-métrage de 28 minutes.

F.: Comment s'est passé le tournage?

C.B.: Pour moi, ça a été une excellente expérience. On n'a pas eu de problèmes avec personne. Ça a été très agréable.

F.: Le tournage fini, qu'est-ce qui se passe ensuite?

C.B.: On est en train de faire le montage de la copie de travail. On a trois semaines pour le faire, après il y a les autres étapes de post-production dans les laboratoires de l'O.N.F.

F.: Est-ce que ça se déroule bien?

C.B.: Oui, jusqu'à date. Le travail est bien fait mais ça prend beaucoup de temps. Tandis que dans le privé, le travail se fait avec la moitié du temps que peut prendre l'O.N.F. Si j'avais eu une subvention du Conseil des arts, j'aurais fait faire la finition dans le privé. Ça aurait pris deux semaines et le film aurait pu être présenté à la Semaine du cinéma. Avec l'O.N.F., il ne sera pas prêt.

F.: Quand tout ça sera fini, la distribution va s'organiser de quelle façon?

C.B.: Je vais négocier des droits de passe avec Radio-Québec et Radio-Canada. Avec Radio-Québec, ça devrait être relativement facile. A Radio-Canada, je n'ai jamais essayé.

F.: Un droit de passe peut leur coûter combien?

C.B.: Entre $100 et $150 la minute dépendant du sujet, en documentaire. En fiction, je ne suis pas sûr que ce sont les mêmes prix. Mais c'est sûr que si la demande est forte pour un film, le producteur va demander plus cher. Il y a aussi une maison de distribution parallèle, les Films du crépuscule, qui s'est montrée intéressé, mais il faut attendre que le produit soit fini.

F.: Quand prévoyez-vous avoir terminé le film?

C.B.: On espère l'avoir fini en décembre.

"GARAGE" (TITRE PROVISOIRE). DOCUMENTAIRE COULEUR, 28 MIN. RÉALISATEUR: CARL BRUBACHER. PRODUCTEUR: JEAN-MARC LAPOINTE. ASSISTANT À LA PRODUCTION: GASTON AMYOT. CAMÉRAMAN: FRANÇOIS BEAUCHEMIN. ASSISTANT-CAMÉRAMAN: GILLES SÉNÉCHAL. PHOTOGRAPHE DE PLATEAU: MARCEL CLOUTIER. INGÉNIEUR DE SON: ALAIN CORNEAU. ELECTRICIEN: JEAN TRUDEAU. MONTEUR: MICHEL GAUTHIER.

Propos de CINEASTES REGIONAUX sur les rapports avec les institutions cinématographiques de financement.



Photo: Marcel Cloutier

* PROPOS D'ALAIN CORNEAU, INGENIEUR DU SON, REALISATEUR DE DEUX MOYENS METRAGES DOCUMENTAIRES: "LA PREMIERE CHANCE" (1976) ET "LA PAROLE AUX SCULPTEURS" (1981).

La SDICC

Je n'ai jamais eu de rapports avec la SDICC. Ils ne financent pas de longs métrages documentaires et encore moins de courts métrages. Il faut avoir du front ou des projets démesurés pour faire appel à cet organisme quand on est cinéaste de région.

Le Conseil des arts du Canada

Quand j'ai réalisé "la première chance", j'ai contacté le Conseil des arts pour obtenir de l'aide financière. Je voulais faire financer une partie de mon tournage. Ils ont refusé en donnant comme raison que mon projet écrit était mauvais.

Ils avaient peut-être raison.

Ils m'ont dit que d'après le texte que je leur avais expédié résumant mon film, "je n'avais pas le ton d'un réalisateur".

Moi je trouve qu'on ne devrait pas juger un cinéaste sur les textes qu'il écrit. Un cinéaste s'exprime de préférence avec des images et des sons animés. On le juge comme s'il était un écrivain dans les organismes d'aide au cinéma.

Le Conseil a répondu par écrit à ma demande d'aide. Je n'ai jamais rencontré personne pour m'expliquer. Pour mon second film, "la parole aux sculpteurs", je ne pouvais pas avoir de l'aide du Conseil des arts parce que j'avais déjà des services techniques d'un autre organisme fédéral, l'O.N.F.

Radio-Canada

J'ai eu des contacts avec Radio-Canada pour essayer de leur vendre mon film "la première chance". Mais à l'époque ils n'étaient pas intéressés par le n.b. (noir et blanc). J'avais fait le film en n.b. parce que ça coûtait moins cher, alors qu'aujourd'hui il n'y a pratiquement plus de différence entre le 16 mm n.b. et couleur. J'ai remarqué

aussi que Radio-Canada se méfiait beaucoup de premiers films de cinéastes inconnus. Tous ces préjugés ne nous donnent pas de chance pour vendre un premier film à une chaîne de télévision d'Etat.

L'O.N.F.

T'as trois façons de produire un film à l'O.N.F. Tu peux d'abord réaliser un projet régulier de l'O.N.F. qui entre dans leur programme officiel. Mais là il faut que tu sois pratiquement permanent, car les jobs de pigistes se font de plus en plus rares là.

Tu peux aussi te faire financer dans le cadre d'une co-production. Mais là ce sont seulement les oeuvres de prestige avec les autres pays qui intéressent l'O.N.F.. Ils n'embarqueront pas dans une co-production avec un cinéaste inconnu qui veut filmer au Saguenay.

Et puis, il reste l'aide artisanale. C'est cette aide qui a permis de financer un bon tiers de mon documentaire sur le Symposium de sculpture de Chicoutimi, "la parole aux sculpteurs". Sans cette aide le film ne se serait pas fait.

Ils m'ont fourni des services techniques indispensables (prêt d'une caméra, puis mixage, montage négatif, titres, son optique, copie zéro) pour terminer mon film. Mais j'ai été l'un des derniers à profiter de ce système. Maintenant l'aide artisanale du côté français n'existe plus.

Ça signifie que les cinéastes québécois (régionaux ou pas) qui vont vouloir faire leur premier film vont en arracher davantage maintenant que cette aide artisanale de l'Office est disparue.

On dira ce qu'on voudra de l'O.N.F., c'est encore là qu'on fait du documentaire personnel et un certain cinéma qui n'est pas uniquement fonction du box-office.

L'Institut

Cet organisme a voulu jusqu'ici développer un cinéma national québécois. Mais comme ils peuvent difficilement articuler une politique cinématographique précise, ils se contentent de singer la SDICC en plus petit.

Ils ont opté pour les normes industrielles en matière de cinéma comme la SDICC.

Là aussi compte d'abord la rentabilité économique et financière dans la distribution des financements de films.

En voulant à tout prix rentabiliser les produits cinématographiques d'ici, on imite des modèles étrangers (ou hollywoodiens) hors de notre portée. Pour être concurrentiels il faut produire des "Plouffe" ou des films carrément américains comme ceux de Filmplan et cie.

Et puis à l'Institut, le manque de coordination dans les politiques d'ensemble est flagrant. Ils ne veulent pas faire de choix sur le genre de cinéma que l'Etat devrait financer ici. La confusion dans les politiques de ces organismes d'aide au cinéma est peut-être le plus grave problème que rencontrent les cinéastes qui font affaire avec eux.

Le cinéma d'Etat

Il n'y a pas de cinéma privé au Québec. Tous les films finissent pas être financés plus ou moins directement par l'Etat.

Tous les films de fiction sont financés par l'Etat à moins de réaliser un film plutôt court dans le cadre d'un cours de cinéma universitaire. Mais encore là, ce sont les fonds publics qui interviennent via le ministère de l'Education. Tous les documentaires sont financés par l'Etat. Les commandites gouvernementales et les films pour la télévision aussi. Les commandites industrielles ou publicitaires restent dépendantes des compagnies privées. Mais là le cinéma se met au service du système économique.

En somme, tout le cinéma personnel, le cinéma d'auteur dépend du financement d'Etat.

Même Denis Héroux n'aurait jamais pu produire "Les Plouffe" sans l'implication financière de la SDICC, de l'Institut, de Radio-Canada. Il est allé chercher là plus de la moitié de son financement.

Notre cinéma n'est pas un cinéma de type industriel. Et je pense que ce cinéma d'Etat québécois, s'il était réglé par des principes clairs, serait moins dangereux qu'un cinéma hollywoodien hors de notre portée.

Les co-productions

C'est vrai que pendant des années les cinéastes québécois (dans les secteurs privé et public) ont trop fait de films pour leurs chums. Mais ce n'est pas une raison pour vouloir tout régler avec les co-productions d'envergure internationale.

Ce modèle des co-productions financées par la SDICC ou l'Institut a eu de nombreuses conséquences sur la profession.

Premièrement une conséquence inflationniste grave. Les salaires des professionnels ont grimpé, les frais de laboratoire, les coûts techniques divers, le nombre de travailleurs du cinéma qui ne correspond pas du tout à notre véritable contexte de production nationale. Ces co-productions réalisées par des cinéastes québécois ou des étrangers de passage ont provoqué un faux boum économique.

Indirectement la situation a sans doute servi la réputation internationale de nos équipes techniques, mais à quel prix?

Une autre conséquence majeure: on a relégué dans son trou le concept québécois du cinéma artisanal, qui offrait une plus grande liberté d'expression et d'expérimentation sur les plateaux de tournage.

Aujourd'hui on ne retrouve plus l'esprit d'équipe qui animait des tournages comme ceux de "Gina" ou des "Dernières fiancailles".

Maintenant les gros moyens nous ont gâtés et les réalisateurs ne peuvent plus compter sur la complicité qui existait avant dans les équipes. Faire faire du cinéma hollywoodien à des cinéastes québécois, c'est comme donner de la gomme baloune à des enfants amazoniens...

Que faire?

Les institutions d'aide au cinéma ont des choix à faire qu'elles doivent faire seules. Elles devraient opter pour un cinéma de rentabilité culturelle qui nous ressemble plus à long terme.

Les co-productions de la SDICC nous en ont donné les preuves encore une fois. Le Québec c'est pas Hollywood quoiqu'en pensent le maire Drapeau ou Serge Losique. Il faudrait aussi s'occuper davantage des secteurs de distribution et d'exploitation. S'il le faut, étatiser quelques salles qui devront elles montrer les films québécois que personne ne voit.

Il faudrait aussi se dépêcher d'injecter un peu d'argent à l'O.N.F. si on ne veut pas tuer le seul organisme qui ne finance pas encore de cinéma trop commercial. Les chaînes de télé d'Etat et privées devraient s'impliquer sérieusement dans la production des films. Ça se fait partout. Les meilleurs films allemands actuels viennent de la télé.

Et puis on finira bien par se rendre compte qu'un cinéma d'Etat véritable c'est aussi exportable sinon plus que n'importe lequel cinéma hollywoodien bâtard.

* PROPOS DE MICHEL LEMIEUX, REALISATEUR A RADIO-QUEBEC REGIONAL QUI VIENT DE TERMINER UN FILM DE 50 MINUTES SUR L'HISTOIRE DE L'ENERGIE HYDRO-ELECTRIQUE AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN.

Les catégories de cinéastes québécois

On pourrait classer les cinéastes qui font des demandes de subventions de films en certaines catégories.

La première catégorie, c'est le niveau des garnottes ou des peanuts. Nous autres au Saguenay, on est à ce niveau-là. Ça veut dire que les institutions de financement (Institut, SDICC, O.N.F., Radio-Québec, etc.) financent des petits projets, des petits montants mais ne donneront pas d'autres choses que des garnottes, des miettes. (Par exemple: une petite bourse à la scénarisation, 15 000 $ pour un documentaire de 30 minutes), des petites affaires. C'est la catégorie des cinéastes québécois qui commencent et qui veulent investir leur salaire, toute l'énergie qu'ils ont pour réaliser leur premier film.

Quand on travaille sur ses premiers films, au stade artisanal comme ils disent, on est au niveau des garnottes. On nous habitue à se contenter de peu. L'autre catégorie de cinéastes québécois qui demandent de l'aide pour faire leurs films appartiennent à un autre groupe qu'on pourrait appeler "les talents Catelli".

Ceux-là ont besoin d'un peu plus d'argent et ils tentent leur chance du côté des projets plus importants comme, par exemple, les co-productions Institut-Radio-Québec. Mais dans cette autre catégorie, il y a encore beaucoup de cinéastes d'appelés mais très peu d'élus.

Cette catégorie de cinéastes québécois est plutôt frustrante. On ne retient pas beaucoup de talents Catelli quand les concours se comptent sur les doigts d'une main.

La dernière catégorie de cinéastes qui font des demandes ce sont les professionnels (jeunes ou vieux) qui vivent du cinéma depuis un certain temps.

Moi je fais partie de cette catégorie, dans le fond. Pour nous-autres professionnels, il faut concurrencer avec des gars comme Labrecque, Carle, Francis Mankiewicz, Louis Malle, Jean Beaudin, André Forcier, Jean-Guy Noël, Robert Altinom, etc. Tu t'imagines bien qu'à l'Institut et encore plus à la SDICC ils n'ont pas un gros dossier de presse sur Michel Lemieux.

Que tu sois dans l'une ou l'autre de ces trois catégories de cinéastes québécois, à moins de t'appeler Gilles Carle ou Denis Héroux, t'es certain d'avoir des problèmes en demandant de l'aide aux institutions. C'est garanti au moment où tu remplis ta demande.

Les structures

Le problème principal des institutions de financement du cinéma au Québec, c'est un problème de démocratie. En plus de représenter une fraction du milieu cinématographique ces institutions ne représente pas tout le Québec. Elles sont d'abord montréalaises. Il n'y a pas de soucis de représentativité régionale là. Au niveau administratif et décisionnel jamais on ne tient compte des conditions des cinéastes qui travaillent en régions.



Photo: Carl Brubacher



Photo: Carl Brubacher

De plus, ces organismes (l'Institut, la SDICC, Radio-Québec, Radio-Canada, l'O.N.F., etc.) sont dirigés par des fonctionnaires de carrière qui ont toujours navigué à travers les politiques floues.

Jamais rien de clair dans leur conception du cinéma financé par l'Etat. Ils peuvent se contredire à tous les mois. Peu importe.

La plupart du temps, il n'y a rien d'écrit dans ce qu'ils défendent ou avançent.

Par exemple, tu peux travailler des semaines sur un projet de film et ensuite te le faire refuser par l'Institut parce que le sujet a déjà été financé par eux. Ils ne publient jamais les sujets "intouchables" ou la liste des projets qu'ils acceptent ou refusent.

Quand on soustrait les frais d'administration de ces organismes qui financent notre cinéma, il reste à peine 5-6 millions $ qui vont vraiment à la production des films. C'est ridicule la paperasserie administrative.

Les co-productions

On veut nous faire croire que la solution à nos problèmes de financement de films peut venir de la formule des co-productions nationales ou internationales. On sait ce que ça donne au niveau international. Une pâle succursale hollywoodienne.

Au niveau national, comment en arriver à s'entendre sur une formule de co-production entre l'institut et Radio-Québec ou entre l'O.N.F. ou Radio-Québec quand on tombe inévitablement dans des batailles internes et des querelles juridiques entre fonctionnaires provinciaux et fédéraux.

L'Institut

A l'Institut, il n'y a pas de coordination dans les projets, les programmes. Il y a trop de formulaires à remplir. On ne sait jamais à qui on a affaire. On n'a pas réussi encore à définir les priorités cinématographiques de cet organisme.

Par exemple, je trouve ça indécent qu'on ait financé deux fois 162 500 $ (pour la version-tv et la version cinéma) un film comme "Les Plouffe" pendant que nous on se contente des garnottes.

On veut promouvoir un cinéma national mais on subventionne les co-productions internationales et les films de type hollywoodien.

On ne sait pas vraiment comment ces gens-là prennent leur décision. Qui siège sur les comités de sélection? Que sont leurs critères pour donner des points comme à l'école? L'information ne circule pas. Il n'y a rien de clair là-dedans et de "transparent"...

L'O.N.F.

Là, si vous êtes un cinéaste qui travaille du côté anglais, vous pouvez profiter de l'aide artisanale. Si vous travaillez du côté français, ce n'est plus possible. L'aide artisanale n'existe plus. Et la plupart des films régionaux ne se seraient jamais produits sans cette aide de dernier recours.

Radio-Québec

Là aussi l'information sur leur politique d'aide au cinéma ne circule pas. Impossible de savoir ce qu'ils veulent faire comme co-productions avec l'Institut ou l'O.N.F. Et puis comparer à Radio-Canada, ils n'ont pas d'argent.

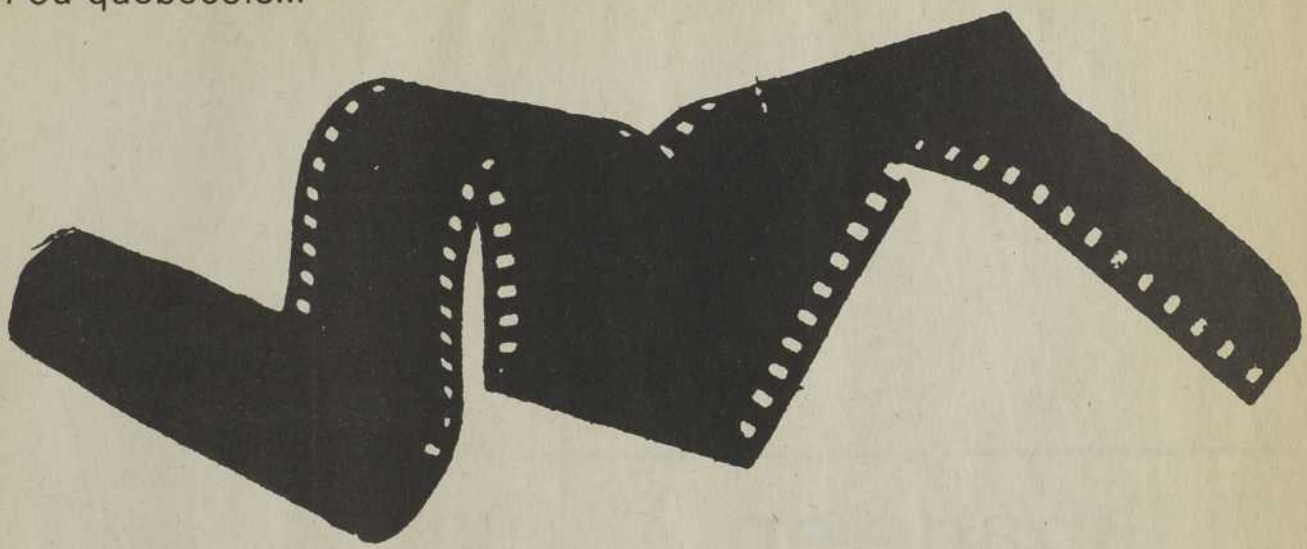
Que faire?

Les institutions de financement de cinéma au Québec n'ont pas beaucoup de rapport avec la réalité vécue par les cinéastes. Elles nous proposent de jouer au bingo, ou à la loto.

C'est plus facile de gagner à la loto que de décrocher une aide financière pour des films.

Au niveau régional, il faudrait que les cinéastes se regroupent pour revendiquer. Au niveau national, il faudrait que ces organismes de financement de notre cinéma définissent CLAIREMENT leur politique.

Comment ne pas faire un film canadien ou québécois...



1— Vous demeurez en dehors de la carte, c'est-à-dire ni à Montréal, ni à Québec. Et quand vous téléphonez à l'Institut ou à la SDICC c'est toujours aux heures de pointe.
2— C'est votre première demande de financement de film et vous êtes nerveux. Dans la description de votre projet vous avez oublié le titre.
3— Vous pensiez qu'à l'Institut, le personnel d'administration était stable et ne changeait pas aux six mois.
4— Personne de votre famille ou de votre entourage est expert comptable. Donc, votre devis de production ne vaut rien.
5— Quand vous faites des photocopies, vous devez payer 15 cents de la feuille et sur la photocopieuse du bureau de poste.
6— Vous croyez qu'en montant une fois à Montréal, vous pourrez régler tous vos problèmes à la SDICC ou à l'Institut.
7— Il y a des chums cinéastes qui vous ont dit qu'on pouvait encore compter sur l'aide artisanale de l'ONF.
8— Vous pensez que l'Institut va vous fournir une réponse claire et définitive par écrit si votre demande de financement est acceptée ou pas.
9— C'est votre premier film et dans votre calendrier de tournage les gars de l'Institut vous croient quand vous prévoyez tourner 30 plans par jour.
10— Vous n'êtes pas connu dans l milieu et vous ne vous appelez pas ni Gilles Carle, ni Jean-Claude Labrecque, ni Louis Malle et encore moins Jean-Pierre Lefebvre ou Mireille Dansereau.
11— Vous voulez faire un long métrage documentaire sur des gars qui contestent la construction d'une autoroute au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Et vous voulez faire signer votre film en collectif.
12— Ou vous voulez réaliser un film de fiction dans votre région avec des comédiens qui ne travaillent pas dans les émissions pour enfants de Radio-Canada.
13— Votre projet est mal écrit et vos dialogues sacrent souvent. Vous êtes vulgaire dans votre scénario ou plutôt vos personnages le sont.
14— Vous êtes sur la liste noire des laboratoires montréalais.
15— Vous avez trop de chums au Cinéma Parallèle et aux Films du Crépuscule.
16— Le premier court métrage que vous avez réalisé et qui est passé à la Semaine du cinéma québécois, dans le temps, Luc Perrault de "La Presse" l'a descendu.
17— Quand les gens de l'Institut vous demandent comment vous allez distribuer votre film une fois terminé vous répondez vaguement.
18— Vous ne voulez pas faire de films sur les métiers traditionnels ou sur les fêtes populaires autochtones.
19— Vous n'avez jamais fait de films avant de faire votre premier.
20— Quand vous allez pour signer votre contrat à l'Institut vous vous rendez à la SDICC..
21— Vous pensez que votre gérant de banque ou votre frère qui est dans les affaires vont vous faire confiance/crédit une autre fois.
22— Vous venez de sortir du cours de cinéma de l'Université Laval ou de l'Université de Montréal et vous croyez que les gens de l'Institut ou de la SDICC ont déjà votre numéro de téléphone.
23— Un de vos chums travaille à l'ONF et il vous a dit qu'au prochain tournage il vous donne un coup de fil.
24— Vous aviez l'ancien formulaire de l'Institut.
25— Vous placez une demande de financement de long métrage à la SDICC qui ne dépasse pas $150,000.00...
26— Vous croyez qu'en embarquant dans une co-production avec Radio-Québec et l'Institut, vos problèmes de financement sont réglés pour de bon.
27— Vous êtes un cinéaste québécois d'un certain âge et vous ne voulez pas tourner votre prochain long métrage à Paris ou en Israël.
28— Vous avez déjà travaillé comme réalisateur à l'ONF et vous placez une demande de financement à l'Institut pour un film non commercial.
29— Vous n'êtes pas cinéaste et vous ne voulez pas faire de film pour le moment.
30— Etc.

Pierre Demers

L'image en plus

QUE CE SOIT EN CINÉMA, TÉLÉVISION OU RADIO, LA FONCTION DE RECHERCHISTE AU SEIN D'UNE ÉQUIPE DE PRODUCTION EST SOUVENT TENUE PAR DES FEMMES. C'EST UN TRAVAIL MÉCONNU ET POURTANT PRIMORDIAL À LA RÉALISATION D'UN DOCUMENT.

Depuis 1976, Louise Bergeron a travaillé comme recherchiste dans la production de documents télévisés à Multi-Média, Radio-Québec et dernièrement deux expériences de réalisation pour le Cegep de Chicoutimi et le département des sciences sociales à l'U.Q.A.C. L'entrevue qui suit nous montre le processus de recherche; première étape de travail avant le tournage d'un film ou d'un vidéo. Louise apporte une dimension toute personnelle dans sa façon de concevoir ce travail. Par son approche, elle tient à garder l'authenticité des gens.

FOCUS: En quoi consiste le travail de recherchiste et quelles en sont les différentes étapes?

L.B.: Pour faire, une recherche, on s'imagine toujours qu'il faut aller chercher strictement le contenu, c'est-à-dire, la base, le fond sur lequel repose l'émission. Mais il y a aussi un autre aspect qui est intimement lié aux cont acts avec les gens que l'on rencontre. Il y a une part importante de décisions au repérage (concernant le choix des intervenants). C'est ce qui dessine en gros le canevas du document. On peut diviser ça en deux temps: — L'aspect de la recherche qui peut être livresque (tout le matériel qui se greffe autour du sujet), les théories en cours, l'information diffusée sur le sujet, les rencontres avec les les spécialistes si nécessaire. En somme il s'agit de ramasser toute l'information nécessaire à la compréhension du sujet. Il faut en connaître tous les aspects.

— La deuxième partie consiste à rencontrer les différents intervenants dans le dossier. C'est une chaîne de contacts. Dans un document, on a rencontré au préalable plusieurs personnes, par exemple, de différents paliers gouvernementaux ou encore de compagnies, travailleurs ou cadres et non pas seulement les gens qui paraîtront dans ce document.

Quand tu rencontres les gens, c'est toi qui représente le public, c'est toi qui fait le "front" et tu vois à ce que la ou les personnes te donnent du matériel intéressant, qu'elles ne soient pas figées sur leurs chaises. Il ne faut pas que les gens sentent le médium, mais un individu devant eux. C'est sûr que ça dépend des recherchistes, chacun a sa façon de travailler. Je considère important si quelqu'un participe à une émission, qu'il ne donne pas

seulement son contenu mais également ce qu'il est à l'intérieur de ça, autrement dit, qu'il joue bien son personnage. La télévision joue un rôle important et le monde essaie toujours de se déguiser, alors il faut qu'il se sente à l'aise et valorisé de son potentiel, à ce moment-là, tu peux en ressortir des éléments qui sont plus crédibles. La personne, qui se regarde, se reconnaît.

Après avoir ramassé l'information et rencontré tous ces gens il faut procéder à un déblayage où là tu connais les positions, tu précises comment sera amené le sujet et c'est très lié au mandat. (1) Comme ces mandats sont presque toujours trop larges, on se retrouve souvent avec une recherche exhaustive et on est obligé de couper sur le contenu.

F.: La recherchiste travaille étroitement avec le réalisateur. C'est avec lui ou elle (ce qui est encore rare par ici!) que se discutera l'ordre de priorités dans le sujet à traiter. Est-ce que la recherchiste prend part aux décisions?

L.B. La recherchiste connait le contenu dans sa globalité et c'est un peu frustrant lorsque tu es obligé de réajuster une recherche en cours. Tu peux sentir la nécessité de certaines interventions qui ont été coupées au montage ou même avant, lors du tournage. Tu te rends compte que ça n'a plus l'envergure que tu y voyais, c'est évident que tu ne peux pas tout mettre, tu dois couper. C'est pas à toi de décider ce qui est prioritaire, ça c'est le rôle du réalisateur. Sauf que très souvent lors du tournage le réalisateur tiendra compte de tel ou tel indice que la recherchiste peut fournir connaissant plus à fond le contexte global. donc souvent, ça se fait ensemble.

F.: Qu'est-ce qui te plaît dans ce métier?

L.B.: C'est un tas de subtilités qui s'apprennent à la longue, c'est un métier très intéressant. On te donne un sujet et il faut que tu passes à travers dans un temps limité. Tu n'as pas le choix et très souvent tu dois mettre plus de temps qu'on t'en donne. Tu parles à une trentaine de personnes, tu te déplaces, tu en rencontres plusieurs mais c'est passionnant. Tu connais le sujet à fond et tu es capable de l'articuler, de le voir sous différentes facettes.
Ce que j'aime aussi c'est la possibilité de rencontrer tous les intervenants du dossier, autant le patron que le travailleur, parce que là tu as le statut qui te le permets... c'est une position privilégiée pour avoir de l'information.

F.: Travailler à contrat, c'est pas ennuyeux?

L.B.: Evidemment c'est toujours à recommencer, à renégocier, la seule chose qui te tient, c'est que t'aime ça. Il y a la volonté d'arriver à bien contrôler un medium et ce qui t'amène à vivre des expériences fortes. J'aime vraiment déblayer des sujets. Quand je me mets sur quelque chose j'aime aller jusqu'au bout et j'ai besoin de ce contact-là avec les gens. Je privilégie la TV parce qu' avec l'image elle donne tout le sentiment du véçu... des appartenances...de la culture.

Entrevue réalisée par Céline Sénéchal

Mandat de réalisation: espèce de bon de commande présenté à un réalisateur dans lequel on a le sujet brièvement décrit, la clientèle visée, les objectifs, et le budget accordé.

Coup d'oeil plus ou moins discret sur les revues québécoises de cinéma en 1981.

Tous les maniaques de cinéma (québécois) qui se respectent, et même ceux qui ne se respectent pas, fréquentent les revues de cinéma.

Moi, par les temps qui courent, je lis régulièrement des revues françaises qui m'apprennent des choses sur les films récents et les cinéastes (et les cinématographies) résistants. J'ai redécouvert des "Cahiers du cinéma" plus lisibles que dans les années 70, et des revues plus journalistiques qui rendent compte des festivals (pas seulement Cannes), des nouveaux films, des nouvelles recherches sur l'histoire mondiale du cinéma. Des revues comme "Positif", "la revue du cinéma-image et son", "Cinémaction" et d'autres qu'on trouve assez facilement dans les bibliothèques collégiales ou universitaires.

Je lis aussi une chronique mensuelle sur le cinéma d'animation ("What's up doc?") dans la revue de b.d. "Charlie". Pour en savoir plus long sur les films québécois, on n'a pas tellement le choix.

Une fois la lecture des quotidiens réglée ("Le Devoir", "La Presse", mais jamais "Le Soleil" qui a livré la chronique de cinéma à un crétin incompétent), comme on n'y trouve pas de papiers bien forts sur le cinéma (québécois), il ne reste déjà plus grand chose. Presque le désert dans le petit monde du journalisme cinématographique québécois. Si je trouvais "Le Monde" (édition quotidienne) à Jonquière, je l'achèterais pour satisfaire mon besoin de lecture cinématographique.

En ce moment, pour des textes acceptables sur les films étrangers et québécois qui sortent, je lis avec un certain intérêt, les chroniques d'André Roy dans "Spirale", des critiques de films de femmes dans "La Gazette des femmes", et d'autres critiques épisodiques dans "Le Temps fou", "La Vie en rose", "Relations", etc.

La chronique de cinéma dans "L'Actualité" me laisse très froid, celle du "Lundi" aussi, de même que les autres qui paraissent et disparaissent presque aussi vite dans tous ces magazines touche-à-tout.

A bien y penser, je préfère les critiques des revues d'information américaines comme "Time" et "Newsweek". Des fois, les photos de cinéma de "Life" sont impressionnantes. J'achète souvent la revue française "Image et son" qu'on trouve dans nos kiosques à journaux. L'autre jour, j'ai trouvé à 5 $ le dernier numéro des "Cahiers du cinéma" à la tabagie Giguère, de Québec. J'étais fier...

A chaque mois j'achète (1,75 $ avant, 2,25 $ maintenant, ça commence à me coûter cher ce cinéma-là) "Le Monde diplomatique" pour la page réservée au cinéma politique: "Caméras politiques". Des papiers serrés et bien documentés sur les cinémas nationaux. Durant l'été, on pouvait lire des textes sur le cinéma québécois dans la revue de photo "Zoom", consacrée à la photographie d'ici.

Des fois, je lis "Recherches amérindiennes au Québec" pour les critiques des films ethnographiques.

Mais en général, les revues spécialisées en cinéma publiées au Québec me laissent sur ma faim et ma soif de cinéma.

En y dressant ici le portrait-robot de ces dites revues, je dirai pourquoi.

"SEQUENCES" paraît 4 fois l'an, abonnement: 5 $, 4005, rue Bellechasse, Montréal, H1X 1J5.



Cette revue de cinéma est publiée à Montréal régulièrement depuis 26 ans. C'est à peu près tout ce qu'on peut dire de bon sur elle.

Admettons que c'est un autre mal nécessaire dans notre petit monde cinématographique. Mais on pourrait s'en passer, sûrement.

Ceux qui consultent les revues de cinéma publiées en France, et qui consacrent la majorité de leur contenu rédactionnel à des critiques de longs métrages récents, n'ont pas besoin de lire "Séquences".

D'ailleurs, régulièrement les rédacteurs de "Séquences" s'inspirent de critiques françaises pour pondre leur propre papier. Ça aussi c'est connu de tout le monde.

Aucune surprise dans "Séquences". Que des critiques souvent ternes (comme les ciné-fiches de l'Office des communications sociales) de longs métrages étrangers et québécois sortis en salles.

Les rédacteurs de "Séquences" ne connaissent pas les autres films (courts et moyens, hors circuit commercial) qui sortent. La place accordée au cinéma québécois dans cette revue nous apparaît surtout diplomatique. Le bon directeur Bonneville en glisse un mot dans son éditorial tout en interviewant un autre grand cinéaste d'ici. Les films québécois critiqués entrent dans la catégorie du "cinéma canadien"...

A chaque année, on couvre le festival de Cannes et celui de Montréal (Losique oblige).

Les recensements de livres sur le cinéma sont nuls, les études dépassées ("La part du diable au cinéma"), les chroniques ("La musique de films") inutiles et la plupart des critiques sans intérêt sauf celles qui signent parfois André Leroux et Janick Beaulieu.

Les numéros thématiques sont opportunistes et trop anecdotiques (ex. "Normand McLaren"). Une revue qui ne mérite pas d'astérix.

"24 IMAGES", la revue québécoise de cinéma (paraît 4 fois l'an: abonnement 11 $, 169, rue Labonté, Longueuil, J4H 2P6).



Du tape-à-l'oeil de la première à la dernière page. Ça fait bailler d'ennui. Une revue dispendieuse (4 $ au kiosque) sur papier glacé avec des photos de vedettes internationales de passage à Montréal.

Une revue qui joue sur les cordes sensibles des lecteurs de "Paris-Match" et de "Première" (une revue française de cinéma un peu du même genre qu'on trouve dans nos kiosques à journaux depuis quelques années). On y fait semblant de parler du cinéma québécois en abondance, mais là encore on réduit les cinéastes d'ici (surtout Carles et Beaudin) à des créateurs inspirés. Là aussi, les études, les critiques et les chroniques sont sans doute plus insipides encore que dans "Séquences". Et quand je lis au début d'une revue de cinéma publiée à Montréal l'avertissement suivant: ..."ce numéro de "24 images" tient compte des modifications orthographiques et tolérances grammaticales acceptées par l'Académie française et le ministère français de l'Education (1978). C'est ainsi qu'on lira (entre autres): bonhommie, charriot, relai, règlementer, imbécilité, ognon, encognure, évènement, aigue, ambigue, exigue au lieu de bonhomie, chariot, relais, réglementer, imbécillité, oignon, encoignure, événement, aigüe, ambigüe, exigüe.

Comme le note Joseph Hanse, président du Conseil international de la langue française, ces changements sont d'application immédiate: "Ces nouvelles graphies sont donc dès à présent correctes, officielles, à côté de celles qu'elles remplacent ou remplaceront et qui, également correctes encore pendant un certain temps, devront progressivement mourir sans violence". (note publiée dans le no 5 de mai 80 à la page 4)... je la referme pour tout de bon avant de tuer le premier rédacteur de cette revue avec violence.

Il y a des limites à niaiser le monde qui voudrait lire une littérature sur le cinéma qui s'écarte un peu de la bêtise prétentieuse et de l'imbécillité (et non de l'imbécilité, calvaire). Ne mérite aucune étoile.

"COPIE ZÉRO", la revue de la Cinémathèque québécoise (paraît 4 fois l'an: abonnement 10 $, 335, boul. de Maisonneuve est, Montréal, H2X 1K1).

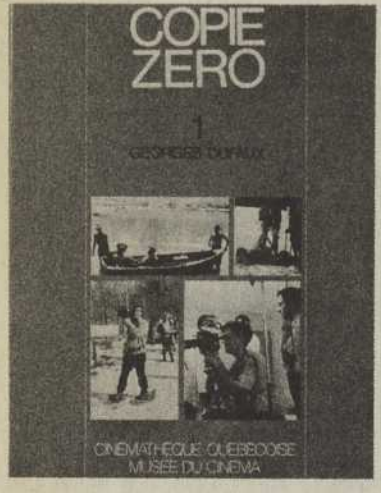
J'ai devant moi les dix numéros de "Copie zéro", parus depuis 1979. Ça c'est plus sérieux pour la survie des cinéphiles québécois.

Voilà une revue spécialisée précieuse pour tous ceux qui s'intéressent à la cinématographie québécoise. Jusqu'ici on a réservé les dix numéros aux sujets suivants: No 1: Georges Dufaux, interview, présentation de la série "Les enfants des normes" et filmographie; No 2: 40 ans de cinéma à l'O.N.F., sélection de films de chaque décennie; No 3: la liste des courts métrages québécois produits en 78 avec générique complet; No 4: annuaire des longs métrages québécois produits en 1978 avec générique complet et résumé; No 5: Michel Brault, interview, propos des cinéastes et filmographie; No 6: des

cinéastes québécoises, table ronde, bio-filmographies de 48 femmes-cinéastes et filmographie des longs métrages québécois de femmes; No 7: annuaire des longs métrages québécois produits en 1979; No 8: l'association coopérative de productions audio-visuelles, première décade avec table ronde, propos de cinéastes, filmographie, extraits de critiques; No 9: annuaire de courts métrages produits au Québec en 1979 avec générique complet; No 10: annuaire des longs métrages produits au Québec en 1980 avec le générique complet.

Avec ces dix premiers numéros un mordu du cinéma produit ici peut se coucher tard. Comme on peut s'en rendre compte, plusieurs numéros de "Copie zéro" sont des instruments de travail et de consultation pour l'étude de notre cinémagraphie. Seulement la Cinémathèque peut et doit se permettre ce genre de travail nécessaire à l'examen sérieux de notre production cinématographique. La lecture des annuaires est sans doute pénible, mais personne d'autre ne rassemble ces informations indispensables (ex. le générique complet) sur TOUS les films faits ici.

Avec les publications publiées dans la collection "Les dossiers de la cinémathèque", cette institution fait bien le travail de diffusion de l'information spécialisée qu'elle doit faire.



En écrivant à l'adresse ci-dessus vous pouvez obtenir le programme mensuel des films projetés à la Cinémathèque qui contient aussi des données précises sur les films québécois et étrangers qu'on montre.

Un seul reproche à formuler envers cet organisme: hors de Montréal, ses activités sont plutôt discrètes. A quand une véritable Cinémathèque québécoise avec points de diffusion et de projections en régions???

"CINE-PRESSE", bulletin d'information de l'O.N.F. (paraît à tous les deux mois: offert gratuitement aux bureaux régionaux de l'O.N.F. ou en écrivant à: Division de la distribution, case postale 6100, Montréal, H3C 3H5.



Ce bulletin d'information bilingue (production française et anglaise) nous propose des nouvelles des récents films produits par l'O.N.F. Souvent on fait allusion à la réception par le public québécois et canadien (quand ce n'est pas le public international) des trop rares longs métrages de l'Office.

De même, on souligne les diverses activités de promotion et de diffusion auxquelles participent des fonctionnaires et des cinéastes onéfiens.

Je trouve que le bulletin a au moins le mérite de nous signaler toutes les productions (courts et longs métrages) de l'O.N.F. et de nous mettre ainsi la puce à l'oreille quand les rares bons films québécois réalisés là se pointent le bout de la pellicule.

Les illustrations y ont également une bonne place et comme le bulletin est imprimé sur papier glacé, on peut les utiliser à ses propres fins: critiques de cinéma, journaux étudiants, revues de toutes sortes.

Une source d'information honnête et surtout régulière. C'est ce qui manque le plus à notre cinéma.

"PLEIN CADRE", journal de liaison du jeune cinéma québécois (paraît à tous les deux mois: abonnement 5 $; Association pour le jeune cinéma québécois, 1415, rue Jarry est, Montréal, H2E 2Z7).

Evidemment, ce journal sert en premier lieu de point de liaison entre les jeunes cinéastes québécois qui font des films sur une base non professionnelle. On y retrouve donc des nouvelles sur les activités de l'Association du jeune cinéma québécois plutôt active depuis quelques années.

C'est cette association qui assume la bonne marche d'un festival international du super 8 à Montréal et dans certaines régions du Québec. C'est la même association qui tient aussi des stages de formation technique, des colloques divers et des rencontres avec le milieu professionnel.

Egalement, on a pu lire dans ce journal des débats de fond sur certains points chauds de l'activité cinématographique québécoise comme la pauvreté de notre enseignement du cinéma à tous les niveaux scolaires, mais surtout au niveau universitaire.

Donc, un journal d'information qui déborde de loin le cadre étroit des amateurs de cinéma super 8 et qui s'intéresse aux questions soulevées par toute relève cinématographique nationale qui a le feu sacré.

"ANTENNES", la revue québécoise des communications, dernier numéro paru 21, 1er semestre 1981 (disponible aux bureaux de Communication-Québec).



Dans cette revue publiée par le ministère des Communications du Québec que le vent des restrictions budgétaires vient d'emporter (ce temps-ci, j'ai envie de me convertir en chroniqueur nécrologique de magazines gouvernementaux québécois. R.I.P. "Education-Québec", "Loisirs et sports", etc.) on retrouvait régulièrement des articles sur le cinéma québécois.

Ça valait la peine d'y jeter un coup d'oeil, de temps en temps et d'y écrire aussi, sous invitation, des papiers sur les pionniers du cinéma québécois, le cinéma international made in Québec, etc.

Dans le dernier numéro, à signaler le portrait d'Arthur Lamothe, cinéaste de la dépossession par Serge Viau et une enquête sur la situation des scénarios québécois de cinéma par Nathalie Petrowski.

Et tant qu'à y être, essayez de compléter votre collection de la revue "Antennes" qui vient de disparaître de la circulation sans que personne ne le déplore trop. Les restrictions budgétaires commencent à faire plus de gaffes qu'avant. Qui leur dira?

"LA REVUE DU CINEMA CARTIER ET OUTREMONT", paraît à tous les 3 mois, offert gratuitement à la porte des cinémas.

Moi je la consulte pour vérifier les rares nouveaux films étrangers et québécois programmés dans le circuit de Roland Smith. Les résumés des films pour la plupart inspirés de revues françaises sont bien faits.

Cette revue a déjà connu des heures de plus grande prospérité à l'époque où y travaillaient trois ou quatre rédacteurs dans des numéros mensuels.



Mais l'apparition à Montréal de revues du même genre offrant leur espace aux calendriers culturels divers et bien sûr aux programmes de cinémas plus ou moins parallèles aux salles commerciales, a mêlé les cartes et lui a retiré des pages publicitaires.

On doit encore le consulter pour vérifier surtout les précieux nouveaux films québécois qui sortent en primeur dans ces cinémas.

Prenez-vous en une pile en passant devant le Cartier ou l'Outremont et apportez-les à vos chums. C'est un service public qu'on se rend habituellement entre mordus du cinéma.

Mais les habitués de ces deux salles vont vous répéter que la programmation décline de mois en mois, d'année en année...

"PELLICULE", 2 numéros parus, publiée par des étudiants en cinéma du cégep André-Laurendeau (0,25 $ l'exemplaire: service d'animation socio-culturelle du cégep André Laurendeau, 1111, rue Lapierre, Ville Lasalle, Montréal)



Des profs de cinéma ont piloté des étudiants pour rédiger ces deux numéros d'une nouvelle revue de cinéma essentiellement consacrée à des films et à des cinéastes d'ici. Sous forme de critiques subjectives, d'interviews, de dossiers, les étudiants-rédacteurs prennent la mesure d'un certain nombre de récents films québécois dont les suivants: "L'Affaire Coffin" de Jean-Claude Labrecque, "La cuisine rouge" de Paule Baillargeon et Frédérique Collin, "A vos risques et périls" de Jean et Serge Gagné, "L'homme à tout faire" de Micheline Lanctôt, "Les maladies c'est les compagnies" de Richard Boutet, "Avoir 16 ans" de Jean-Pierre Lefebvre, "Histoire de femmes" de Joyce Rock et amies, "Le plus beau jour de ma vie" de Diane Létourneau, etc.

On y publie aussi de courtes études sur le commerce cinématographique montréalais, des entrevues avec des distributeurs, quelques critiques de films étrangers, etc.

L'intérêt des deux premiers numéros de cette revue de cinéma est d'avoir été rédigés par des étudiants du collégial, de refléter leurs points de vue et leurs impressions sur certains films québécois du moment et sur le cinéma vécu ici. On espère lire le troisième numéro de "Pellicule" bientôt.

"LE MAGAZINE OVO-SPEAK WHITE", vol. 10 - no 39-1980 (3 $ l'exemplaire dans les kiosques à journaux ou en écrivant à: OVO, 307, rue Ste-Catherine ouest, local 300, Montréal, H2X 2A3).

Ce numéro de la revue de photographie OVO contient les images fixes d'un film composé par Pierre Falardeau et Julien Poulin sur le poème de Michèle Lalonde, "speak white".

Ce film de 6 minutes a été produit par l'O.N.F. et on pourra le voir à la Semaine du cinéma québécois et saguenéen du 26 au 30 octobre 81, au cégep de Jonquière.

Les rédacteurs ont eu la bonne idée de publier ce film parce qu'il a été réalisé à partir de nombreuses photographies sociales, dénonçant l'oppression, le colonialisme et l'exploitation des travailleurs de toutes les couleurs et de tous les pays.

Bien sûr, le poème de Michèle Lalonde fait des allusions plus que directes aux nègres blancs d'Amérique que nous sommes, mais aussi à tous ces délaissés pour compte du système capitaliste nord-américain.

Les deux cinéastes ont monté leur film à partir de photos tirées des Archives publiques du Canada, des archives nationales de Washington, des archives photographiques de l'O.N.F., de la United Nations Library, de la Library of Congress, du journal The Guardian, des photos d'Antoine Désilet, etc. Après avoir vu le film de Falardeau et Poulin, on peut consulter



les photos qui donnent une autre dimension au poème de résistance de Michèle Lalonde. Des photos qui parlent par elles-mêmes d'aristocrates anglais bien portant, d'évêques trônant dans leur majesté, de patrons bien habillés, de congressistes bien nourris, de profs blancs, d'hommes d'affaires à cigare, de douaniers intransigeants, de

policiers zélés, de soldats hystériques, d'anti-émeutiers débordés, et... de cheminots noircis de suie, de téléphonistes branchées, de travailleurs dociles, d'ouvriers brûlés, d'enfants au travail, de femmes d'usines de guerre, de noirs exploités, d'indiens ridiculisés, d'immigrés mal à l'aise, de jeunes chômeurs, de boîtes à lunch québécoises, de contestataires opprimés, de minorités matraquées, de felquistes contrôlés, de mineurs essouflés, etc.

C'est rare des films québécois qu'on peut feuilleter à volonté comme ça.

"VIRUS MONTREAL", guide culturel montréalais, paraît à tous les mois, 1,50 $ au kiosque.

Dans ce guide des activités culturelles de Montréal, on y trouve souvent des textes de présentation des diverses manifestations cinématographiques programmées là-bas. Moi, je le consulte pour lire les résumés des films à l'affiche dans les salles de cinéma non commerciales suivantes: le Cinéma V, le cinéma parallèle, la cinémathèque québécoise, le cinéma Montpetit, le Concordia, le Goethe Institut, l'Imprévu, le OUimetoscope, l'Outremont, le Séville, les Temps modernes, le Tête d'affiche, le ciné-club de l'Université de Montréal. Parfois le critique de cinéma de "Virus", Fulvio Caccia y signe des compte-rendus critiques satisfaisants de nouveaux films québécois.

Mais je préfère les recensements de livres signés par Jacques Lanctôt dans ce même "Virus". Mais ça c'est une autre histoire...

"FORMAT CINEMA", paraît à tous les 15 jours (abonnement 25 $ pour 20 numéros, c.p. 397, station Outremont, Montréal, H2V 4N3).

Trois numéros ont déjà paru de ce bulletin de liaison des cinéastes québécois. Les instigateurs de cette publication modeste veulent correspondre avec les gens de la profession, vider les questions urgentes qui les préoccupent et que les autres revues de cinéma au Québec évitent.

Ce sont en majorité des cinéastes qui rédigent les interventions et les points de vue de "Format cinéma". Dans les premiers numéros on a rencontré les porte-paroles des organismes du cinéma québécois (Institut québécois du cinéma, Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, Radio-Canada, Radio-Québec, etc.) pour obtenir d'eux des réponses claires à des questions élémentaires.

Déjà "Format cinéma" a publié des opinions bien articulées et précieuses de certains cinéastes québécois (Robert Farreau, Micheline Lanctôt) sur la situation actuelle de notre cinématographie.

Ces points de vue de l'intérieur du milieu cinématographique n'ont pas l'habitude de déboucher à l'air libre. C'est ce qui nous manque au Québec dans notre petit monde de la critique de cinéma. André Roy le signalait déjà dans le "Spirale" de septembre 81.

"Format cinéma" entend, dans une certaine mesure, provoquer les vrais débats entre les membres de la profession, entre les critiques de cinéma aussi, parler de vrais problèmes, soulever les débats les plus urgents et faire en sorte que tous les cinéastes québécois s'expriment plus ouvertement. Ça peut sûrement servir aussi à ça, une revue de cinéma vivante.

On ne trouve pas ça dans "Séquences", ni dans "24 images". On le trouvait parfois dans "Cinéma-Québec". C'est à ça que vise "Format-cinéma". L'objectif est plus que louable. Attendons les autres numéros pour lire la suite.

"CINEMA LIBRE-CATALOGUE DES FILMS 1981", (4872, rue Papineau, Montréal, H2H 1V6).

Tous ceux qui suivent le cinéma québécois consultent régulièrement les catalogues de films des maisons de distribution spécialisées telles "les films du Crépuscule", ou encore "Le Carrefour international", "Cinéma libre".

Cette dernière compagnie de distribution vient de faire paraître son dernier catalogue de films qui repose un peu des catalogues multicolores et criards publiés habituellement par le milieu commercial.

Le graphiste Yvan Adam (l'auteur de la superbe affiche du film des frères Gagné "A vos risques et périls") a fait là un travail exemplaire de mise en place et de coordination des informations qui mérite d'être souligné. Un premier cahier d'information fournit les éléments de base du catalogue: la table des matières, les avertissements, les conditions de location, l'index alphabétique des films, des réalisateurs et des réalisatrices, des courts métrages, des moyens et des longs (classés en animation, documentaire et fiction), et aussi l'index des thèmes abordés dans les films: questions sociales, questions politiques, condition féminine, rapports homme/femme, relations de travail, santé, organisation communautaire, arts et médias, enfants/adolescents.

Le second cahier contient le répertoire numérique des films classés en courts métrages (100 à 200), en moyens métrages (200 à 300) et en longs métrages (300 à 400).

Parmi les nouveaux films étrangers dans ce nouveau catalogue signalons: "Aube noire" de Robin Lloyd, "Les arpilleras de la colère" de Dominique Dante, "La guerre de pacification en Amazonie" de Yves Billon, "En observation" de Erik Van Zuylen et Marja Kok, "Le Troupeau" du turc Zeki Okten, "Vacances royales" de Gabriel Auer, "La Patience des femmes fait la force des hommes" de l'allemande Christina Perincioli, etc. Comme on le voit, les films étrangers invisibles dans nos salles commerciales et rejoignant les préoccupations de notre cinémagraphie nationale commencent à mieux circuler ici grâce à ces compagnies parallèles de distribution.

Pour ce qui est des nouveaux films québécois disponibles chez Cinéma Libre, on retrouve entre autres, "Gestes" de Claude Cartier, "J'sors avec lui pis je l'aime" de Jean Beaudry, des nouveaux documentaires de la série Mordicus de Louis Ricard, "Une classe sans école" de Jean Beaudry, les 12 longs métrages d'Arthur Lamothe de ses deux séries amérindiennes "Carcajou et le péril blanc" et "La terre de l'homme", "Corridors" de G. Dufaux et R. Favreau, "Le plus beau jour de ma vie" de Diane Létourneau, "Pris au piège" de G. Dufaux et R. Favreau, "Les grands enfants" de Paul Tana, "Thetford au milieu de notre vie" de F. Dansereau et Iolande Rossignol.

Donc, tout un programme. J'ai sans doute oublié de mentionner certains titres de nouveaux films étrangers et québécois. Mais on les y retrouve. Des petits reproches en terminant pour indiquer que j'en ai fait une lecture attentive...

J'aurais préféré un peu plus de photos des films, des nouveaux résumés pour certains films et des extraits de critiques pour tous les films.

Je suis trop exigeant, je sais. Mais les revues de cinéma au Québec ne nous gâtent pas tellement et c'est sans doute pour cette raison qu'on consulte avec trop d'attention TOUT ce qui se publie sur les films ici, même les catalogues.

Mais dans l'ensemble, le catalogue de "Cinéma Libre" reste la deuxième surprise pour les cinéphiles lecteurs avec le cahier de l'O.N.F. sur Normand McLaren.

Bonne lecture quand même.

Pierre Demers

UNE ECOLE ALTERNATIVE AU SAGUENAY: UNE ECOLE A LA MESURE DE L'ENFANT.

"Eduquer, c'est libérer, c'est apprendre à devenir autonome, c'est apprendre à conquérir contre les choses, contre les hommes, contre les institutions et contre soi-même une autonomie réelle. Eduquer un enfant, c'est lui apprendre à agir selon lui-même, lui apprendre à se passer de l'éducation." (1)



Source: Ecole Ressources, Sainte-Foy

Bien sûr, en théorie, tout le monde s'entend pour dire que l'école devrait être faite pour l'enfant. En réalité, la pratique s'avère trop souvent autre: le système d'abord, les enfants ensuite. Dans ce système scolaire normatif, la liste des récriminations et des insatisfactions de la part des élèves et des parents s'allonge.

A la suite de ce malaise ressenti par plusieurs, des parents et des éducateurs de la région du Saguenay ont décidé de se regrouper, de se prendre en main, d'apporter un éclairage en fonction de leurs croyances et de leurs besoins. Cette démarche, sans avoir la prétention d'être une solution miracle, a pris la forme d'un projet d'école alternative. D'ailleurs, dans d'autres régions du Québec, l'expérience se vit déjà. L'idée n'est pas neuve, quoique chaque école alternative possède ses spécificités. Ici au Saguenay, rien de tel existe, et le comité pour une école alternative au Saguenay entend bien favoriser la mise sur pied d'un lieu d'apprentissage axé sur le développement intégral de l'enfant et ce, à l'intérieur du réseau des écoles primaires publiques d'une commission scolaire, dans un contexte de cogestion et de coéducation.

LE MOUVEMENT ALTERNATIF SCOLAIRE QUEBECOIS

C'est à l'intérieur d'un courant de pédagogie humaniste institutionnelle que s'inscrit l'école alternative. Ce courant pédagogique est représenté notamment aux Etats-Unis par Carl Rogers, en France par Adda Vasquez et Fernand Oury (2). Au Québec, Charles Caouette et Denise Gaudet, tous deux professeurs, ont été les premiers instigateurs de ce mouvement. En 1974, ils présentent un projet d'école alternative à la commission scolaire Sainte-Croix à Montréal. L'école Jonhattan devient alors, à titre expérimental, la première école alternative à l'intérieur du système public. Elle fera l'objet de subventions de la part du ministère de l'Education pendant sept ans. Les parents ont le choix d'y envoyer leurs enfants. S'ils le font, c'est parfois parce que leurs enfants ont de la difficulté à s'adapter à l'école traditionnelle ou par désir de s'engager plus activement dans l'éducation de leurs enfants.

Depuis la création de Jonhattan, à la fois un modèle et un extrême, une dizaine d'autres écoles se sont ouvertes particulièrement à Montréal et dans la périphérie. En province, l'école Ressources de Sainte-Foy fonctionne maintenant depuis cinq ans et regroupe environ 250 étudiants de niveau primaire. Actuellement, l'école alternative n'existe qu'au primaire et se veut une "option" au système scolaire actuel.

Si en principe, chacune de ces écoles se révèle unique, on peut quand même dénombrer certaines préoccupations communes. Aussi, on y pratique une pédagogie centrée sur les besoins de l'enfant, axée sur le respect de son rythme et de ses aptitudes dans un contexte de coopération entre tous les intervenants. Dans la plupart de ces écoles "nouvelles" québécoises, la coéducation, la coévaluation et la cogestion existent à l'intérieur même du cadre de la commission scolaire. Bien évidemment, cela suppose une ouverture d'esprit de la part des cadres et des commissaires.

LES OBJECTIFS DE L'ECOLE ALTERNATIVE DU SAGUENAY

Au Saguenay, bien que l'école ne soit qu'à l'état de projet, - il attend l'approbation ou l'accueil d'une commission scolaire - un certain nombre d'objectifs ont du être définis à l'appui des demandes. Dans les deux documents présentés par le comité, Avant-projet pour une école alternative (décembre 1980) et Hypothèses de fonctionnement (mars 1981), les auteurs dégagent deux grands types d'objectifs.

Dans une école alternative, l'objectif premier est sans aucun doute le développement intégral de l'enfant. Cela signifie que l'on favorise l'actualisation des composantes suivantes: "L'autonomie rendant l'enfant capable de faire des choix et d'en assumer les conséquences; la maîtrise de divers moyens d'expression et de communication; la capacité d'obtenir et de traiter l'information, le sens critique, la créativité et la socialisation, définie à la fois comme tolérance aux différences individuelles et comme capacité de prendre des responsabilités individuelles et collectives." (3)

La réalisation de cet objectif doit passer par la reconnaissance et l'application de principes: l'enfant comme guide pédagogique, une animation non directive par les enseignants et les parents, et enfin, une continuité ou cohérence entre l'école et la famille et vice-versa.

Dans le quotidien de l'école, cela signifie que chaque enfant construit son programme, fixe son horaire en tenant compte de ses goûts, de son âge, des questions qu'il se pose ou que son environnement lui pose et bien entendu des ressources humaines et physiques disponibles. L'enfant est encouragé à assumer ses choix face à lui-même et face au groupe. L'enseignant devient ainsi un facilitateur d'apprentissage, une personne à l'écoute de l'enfant et de ses besoins tant au niveau socio-affectif qu'intellectuel.

Le deuxième objectif général de l'école alternative au Saguenay met en évidence son caractère communautaire. Ainsi en permettant à la communauté de l'école de participer directement à la gestion et à l'éducation, elle devient une entreprise "capable de s'autodéterminer et de s'adapter à son évolution" (4).

Sans entrer dans les modalités de fonctionnement, soulignons que l'école fonctionnerait avec un conseil de gestion, qui est en quelque sorte l'exécutif, formé de représentants de la commission scolaire, des enfants, des enseignants et des parents. Ainsi les décisions ne seraient jamais l'apanage d'une seule personne, mais concerneraient la majorité des intervenants.

Si le parent, selon sa disponibilité, désire participer à la vie de l'école et à l'éducation de son enfant, il aurait le loisir de le faire au niveau de certaines activités scolaires ou para-scolaires en tant que personne-ressource. D'ailleurs, l'école "milieu de vie" veut s'ouvrir à son environnement physique et humain afin que celui-ci fasse partie intégrante de l'apprentissage de l'enfant.



Source: Ecole Ressources, Sainte-Foy

LE QUOTIDIEN A L'ECOLE ALTERNATIVE

Au départ, les enfants sont répartis dans des groupes multi-âges -ceci reproduisant davantage le milieu naturel de l'enfant - avec un nombre à peu près égal de garçons et filles. Le matin, l'enfant établit son propre horaire: il choisit entre les diverses activités éducatives proposées ou non, individuelles ou collectives, qui se déroulent avec son propre groupe ou avec un autre. A la fin de la journée, les enfants se retrouvent dans leur groupe de base respectif et procèdent ensemble à l'évaluation de la journée. Les programmes du ministère de l'Education deviennent alors des outils auxquels se réfère l'enseignant sans toutefois être appliqués au détriment des choix et de l'autonomie de l'enfant. Dans cet environnement doté d'un matériel éducatif accessible et approprié, l'enfant développe son esprit de recherche, sa créativité tout en se sensibilisant aux dimensions sociales. A partir du vécu, des projets et des questions des enfants, les apprentissages deviennent donc plus durables et plus stables. Dans une approche de pédagogie ouverte, l'enseignant favorise ainsi l'auto-apprentissage; il stimule le développement des niveaux tant socio-affectifs qu'intellectuels de l'enfant. Son rôle fondamental contribue largement au succès d'une telle entreprise.

LE PASSAGE AU SECONDAIRE

Bien des parents et éducateurs s'inquiètent et avec raison de la question du passage au secondaire. Cependant, si l'on se réfère à une enquête auprès de trente anciens élèves de Jonhattan (5), celle-ci révèle que de façon globale, les enfants s'adaptent bien à l'école secondaire. Sur le plan du rendement, ils n'éprouvent pas de difficultés majeures. A l'école Atelier, on constate qu'à la fin du primaire, les élèves ont le même degré d'acquisition de connaissances que ceux des autres écoles du système actuel. Quant à leur adaptation au système des polyvalentes, l'on pourrait croire que les enfants ont développé une certaine autonomie et esprit critique les rendant capables de faire et d'assumer certains choix.

DE LA MARGINALITE A LA TOLERANCE DES DIVERSITES

En lisant tous ces énoncés, on se demande qui pourra bien profiter d'une telle école. Dépendant du cadre d'analyse auquel on se réfère, de quel côté on est, on utilise différents qualificatifs: école pour les "marginaux", les "favorisés", les "hérétiques", les "mésadaptés sociaux", etc. S'il est évident qu'au départ, les parents qui ont suscité ce premier déblayage viennent en partie d'un milieu plus intellectuel, il est moins évident, - quoiqu'il faille garder à la mémoire l'accessibilité pour tous à ce type d'école - que l'école serait à l'usage d'une classe en particulier. L'école alternative au Saguenay voudrait permettre aux enfants de vivre leurs différences quelque soit leur race, leur couleur, leur religion ou leur provenance. Les membres du comité soulignent dans leur document que l'école alternative peut intégrer les enfants différents tant du point de vue physique que du point de vue des difficultés d'apprentissage. Comme le mentionne le Rapport Faure, "assurer des chances égales à chacun ne consiste pas comme on s'en persuade généralement encore, à garantir un traitement identique à tous, au nom d'une égalité formelle, mais à bien offrir à chaque individu une méthode et une cadence des formes d'enseignement qui lui conviennent en propre". (6)

Par rapport aux autres écoles alternatives du Québec, dont la clientèle est limitée à celle de la commission scolaire, ici, les parents ont demandé que l'école soit ouverte aux enfants des autres commissions scolaires environnantes dont les parents en feraient la demande. Malgré les difficultés que cela pose sur le plan administratif et particulièrement sur le plan transport, le comité s'attarde davantage sur le principe d'accessibilité de l'école et du partage de l'idéologie éducative, tout parent intéressé devrait pouvoir y envoyer son enfant.

Ainsi, dans l'esprit des initiateurs du projet, la réalisation d'un tel projet éducatif serait source de stimulation dans le milieu. Même si ce n'est pas un objectif en soi, le regroupement permettrait davantage un certain changement, un autre modèle, une alternative du moins à court terme. Comme l'"écotopie" n'arrivera jamais, il ne faudrait peut-être pas refuser le petit pas sous prétexte qu'il provient d'abord d'un groupe et non de la majorité. Car, suivant cette logique, peu de mouvements sociaux prendraient naissance.

Le choix des parents pour une école non compétitive, respectueuse des autres et de l'environnement, peut entraîner une certaine marginalisation de l'enfant, mais l'autonomie qu'il acquiert lui permettra de l'assumer. L'enfant verra donc s'ajouter à ses amis de la rue, ceux de l'école.

Si l'on compare "l'effet" d'élitisme que risque de projeter une école alternative par rapport à l'école de quartier, il faut considérer que cette dernière reproduit le niveau socio-économique du quartier et ses couleurs locales. De plus, en examinant la ou les actions d'un groupe par rapport à un autre, on peut se demander où commence et où finit la marginalité. Si chaque école en vient à définir son propre projet éducatif, le niveau de marginalité de l'école alternative deviendrait alors très relatif.

L'ETAT DU DOSSIER ET DES DEMARCHES EFFECTUEES

Après avoir essuyé un premier refus de la commission scolaire Valin (automne 80), le comité a présenté la demande en janvier 81 à la commission scolaire Chicoutimi. La non-acceptation du projet à Valin a été motivée, du moins officiellement, par la politique des écoles de quartier. "Retournez dans les écoles et semez votre graine". A très long terme, cela pourrait peut-être donner des résultats, mais à court terme? Est-il possible de retrouver dans un même quartier un partage de cette idéologie éducative? Quant à la commission scolaire de Chicoutimi, les négociations se révèlent jusqu'à maintenant longues et pénibles. Dans sa lutte pour la reconnaissance du droit au pluralisme, le comité se bute à l'imperméabilité du système. En outre, le fait que la demande vienne de la base, plus de cent parents et enseignants ont appuyé - sans trop de publicité - la démarche entreprise, il ne semble pas que les élus et les permanents prennent pour autant la demande en considération.

A la dernière assemblée des commissaires (juin 81), alors que le comité avait manifesté verbalement, par écrit et ce, à plusieurs reprises, son intention de participer à une table de travail conjointe, le président incitait les commissaires à voter une résolution où la présence de "ces" parents serait laissée à la discrétion du comité de travail. Attitude significative? A l'heure où le M.E.Q. souhaite la réalisation des projets éducatifs où l'autorité réclame la participation des parents, l'on est porté à se demander jusqu'à quel point cette présence est désirée et réalisable, bien sûr à l'intérieur des limites préétablies par le pouvoir en place.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Pour qu'un projet comme celui-ci se concrétise, il faut bien entendu, l'accord, la participation, la bonne volonté (surtout!) de plusieurs: les élus et les permanents de la C.S., les enseignants, les enfants, le ministère de l'Education, les parents, les syndicats. Jusqu'à présent, les parents ont davantage été perçus comme une menace que comme des interlocuteurs valables à part entière. En ne voulant pas imposer à tout un quartier ou école sa vision de l'éducation, les parents convaincus de la validité du projet font ainsi preuve d'un respect pour la majorité.

Malgré toutes ces embûches, des avenues restent encore à explorer. Si après avoir cogné à la porte des C.S., protestantes comme catholiques, consulté fonctionnaires et ministres, regroupé d'autres parents intéressés, le projet d'une école alternative au Saguenay s'avérait irréalisable à l'intérieur du système public, d'autres solutions pourraient être envisagées, si l'énergie et la volonté de tous les intéressés n'ont pas été sapées.

L'ECOLE ALTERNATIVE, UNE COOPERATIVE D'EDUCATION

Il existe des coopératives d'habitation, d'alimentation, de garderie et autres services, alors pourquoi pas une coopérative éducative. Des membres qui se donnent des services éducatifs avec un minimum de frais, du bénévolat et un maximum d'autonomie. Quant à la loi de l'Instruction publique qui oblige les parents à envoyer leurs enfants à l'école, certains ont déjà obtenu des exemptions en faisant la preuve au M.E.Q. de leur capacité à assumer l'éducation scolaire de leurs enfants. D'ici là, il est souhaitable qu'un compromis survienne afin, d'abord et avant tout, de permettre aux enfants de l'avenir de vivre pleinement et sur tous les plans dans un lieu d'apprentissage libre de tout trucage.

Christiane Gagnon



Source: Ecole Ressources, Sainte-Foy

(1) R. Hannoun. Les conflits de l'éducation. ESF. 1975
(2) Ginette Lépine. Analyse des modèles utilisés en éducation. Ed. coopératives Albert Saint-Martin. 1980. p. 33.
(3) R. Dionne, J. Denis, J. Malouin et L. Sabourin. Jonhattan, document d'information. Juin 1977. p. 8.
(4) Le comité pour une école alternative au Saguenay. Hypothèses de fonctionnement. Mars 1981. p. 3.
(5) Charles Caouette. Ecole - Recherche Jonathan. Service de recherches et expérimentation pédagogique, ministère de l'Education. 1979. p. 42.
(6) Rapport Faure. Apprendre à être. Fayard, UNESCO. 1972. p. 37.

POURQUOI LE CANCER TUE-T-IL PLUS ICI QU'AILLEURS?

Pour les cancers de la trachée, des bronches et du poumon, pour le cancer des autres organes de l'appareil respiratoire, pour le cancer de l'estomac, pour celui des intestins, pour celui de la jonction recto-sigmoïdienne et du rectum, pour le cancer des autres organes de l'appareil digestif, pour le cancer des ovaires, pour le cancer de la prostate, celui de la vessie, pour celui des autres organes génito-urinaires et enfin pour celui des tissus lymphatiques, un ou plusieurs secteurs de la région se retrouvent en tête ou dans les premières positions en ce qui a trait à l'apparition de ce type de maladie. Telles sont les données que l'on peut tirer de l'atlas du cancer au Québec réalisé par Jean-Pierre Thouez et Yves Beauchamps, professeurs en géographie à l'université de Montréal, et par Antoine Simard épidémiologiste attaché à l'institut du cancer de l'hôpital Notre-Dame à Montréal paru en avril 80.

Un article paru dans le Soleil du 18 juillet faisait mention que la région venait en première place au Québec pour le nombre de mortalités par cancer de la trachée et des voies respiratoires et que la situation était la même pour la mortalité par cancer du sein. Ces données émanaient d'une étude menée par deux des chercheurs plus hauts mentionnés et par Luc Lolier, professeur à l'université du Québec à Montréal. Cette étude ne faisait qu'actualiser les données que nous avaient présenté Yanick Villedieu dans le livre "Demain la santé" paru en 1976. Dans son édition du 19 juillet, le Quotidien reprenait l'essentiel de l'information concernant la région et parlait d'un lien possible entre le haut taux de cancer et la qualité de l'eau potable, lien qu'aurait laissé planer les chercheurs.

Une rencontre avec Jean-Pierre Thouez et Antoine Simard nous a permis de mettre la main sur une série de recherches qu'ils ont menées sur l'incidence du cancer au Québec. C'est donc à partir des données que fournissent les hôpitaux sur l'apparition des nouveaux cas de cancer qu'on trace la carte de cette maladie et non plus, seulement sur la mortalité par cancer. Presque plus personne ne meurt du cancer du sein aujourd'hui. Ce qui expliquerait peut-être les faits apparemment contradictoires qui situent la région au premier rang pour la mortalité par cancer du sein alors que c'est un des seuls types de cancer qui n'est pas sur-représenté pour l'incidence dans aucun des secteurs de la région. Cette distance entre l'incidence et la mortalité pourrait peut-être s'expliquer par des lacunes dans la prévention et/ou dans le traitement pour ce type de cancer dans la région.

L'Atlas de l'incidence du cancer nous permet donc d'aller beaucoup plus loin, de cerner le problème et de tenter d'y remédier. Elle vient tout d'abord contrarier nos convictions à l'effet que c'est dans le secteur le plus urbanisé de la région que les problèmes du cancer sont le plus criants. Ce n'est pas au Saguenay que le cancer frappe le plus mais plutôt dans le secteur d'Alma et des environs. L'Atlas divise la région en trois comtés; le comté de Chicoutimi qui comprend Jonquière, Chicoutimi, La Baie jusqu'à Tadoussac, le comté "Lac-Saint-Jean est" qui va de Desbiens à Sainte-Monique en passant par Alma, le comté de "Lac-Saint-Jean ouest" qui comprend Roberval, Saint-Félicien, Dolbeau et les villages environnants".

L'ALUMINIUM ET LE CANCER DES BRONCHES, DE LA TRACHEE ET DU POUMON

Commençons tout d'abord par le cancer de la trachée, des bronches et poumon qui est la deuxième cause de mortalité au Canada tout de suite après les maladies du coeur. L'article du Soleil nous apprenait que la région du Chicoutimi métropolitain (une autre division géographique que celle utilisée dans l'Atlas) occupait la deuxième place au Canada pour le nombre de mortalités pour ce type de cancer. Elle n'était devancée que par la région de Sault Sainte-Marie en Ontario et la région du Montréal métropolitain occupait la sixième place. L'Atlas nous apprend que, pour ce qui est de l'apparition du cancer le comté "Lac-Saint-Jean est" vient en deuxième position au Québec tout de suite après celui de Labelle, Chicoutimi vient en sixième position mais pas très loin derrière. L'écart entre l'incidence et la mortalité dans Chicoutimi s'explique probablement par le fait qu'on ait additionné dans le cas de l'incidence des villages comme Sainte-Rose du Nord et Tadoussac ou le cancer des poumons doit être des plus rares. Les deux études concordent donc et s'expliquent par le fait que la médecine est restée impuissante devant ce type de cancer et que son apparition se termine presqu'inéluctablement par la mort de la personne touchée.

Pour le cancer des autres organes de l'appareil respiratoire le comté de "Lac-Saint-Jean est" vient en tête du Québec mais très loin devant les autres, Chicoutimi vient encore en sixième position et "Lac-Saint-Jean ouest" pas très loin derrière. On sait qu'une des principales causes du cancer de l'appareil respiratoire est le tabagisme. On ne fume cependant pas suffisamment dans la région et à Alma particulièrement pour expliquer un tel écart. Personne n'a jamais trouver de liens plausibles entre ce type de cancer et la qualité de l'eau potable. On sait cependant, et cela explique assez facilement la position peu reluisante de la région que: "...des études récentes ont identifié de nouvelles associations entre divers secteurs d'activités ou substance chimique et le cancer. Les plus connues sont entre le secteur de l'aluminium et le cancer du poumon... (1)

Le docteur Gibbs de l'université McGill a procédé à une enquête en '76 dans les usines d'Arvida et d'Isle Maligne qui concluait: "Il ne ressort de l'étude aucune différence significative dans le

taux de mortalité par cancer du poumon entre les ouvriers exposés et non exposés au goudron. Toutefois le taux de décès semblent s'accroître de pair avec l'augmentation de la durée de l'exposition. Chez les travailleurs exposés depuis plus de vingt et un ans aux concentrations élevées de goudron. La relation avec le décès par cancer du poumon est certaine". (2) La majorité des travailleurs de l'Alcan y travaille plus de 21 ans et il semble que le docteur Gibbs n'ait pas eu l'idée de comparer le taux de décès par cancer du poumon à celui de la population en général. Pour expliquer la forte avance du secteur d'Alma il faudrait vérifier si la proportion de travailleurs de l'Alcan dans ce découpage n'est pas plus élevée dans "Lac-Saint-Jean est" que dans celui de Chicoutimi, ainsi que le type de travail que l'on fait dans les deux usines, les travailleurs de bureau par exemple ne sont guère plus menacés que la population qui demeure en périphérie des usines. L'étude sur la santé des travailleurs de l'Alcan présentement en cours et dont les résultats devraient sortir d'ici la fin de l'automne devrait finir de nous renseigner sur ce sujet et nous prévoyons faire une entrevue avec Lévy Desgagné président de la F.S.S.A. sur les raisons qui ont motivé son syndicat à participer à cette étude.

Le cancer de la vessie en est un autre qui pourrait s'expliquer par la présence d'aluminerie dans la région. Chicoutimi se situe en deuxième position juste derrière Gaspé ouest et "Lac-Saint-Jean est" se retrouve en cinquième position. Gilles Thériault du département de médecine sociale et préventive de l'université Laval a fait une étude sur les liens possibles entre l'exposition aux polluants des travailleurs de l'Alcan et le fort taux de cancer de la vessie décelé dans la région. Nous n'avons malheureusement pas pu nous procurer les conclusions de la recherche mais nous comptons bien le faire d'ici le mois prochain.

PENSEZ-Y AVANT DE DEMENAGER A ALMA

Notre région n'est malheureusement pas que sévèrement touchée par les cancers de l'appareil respiratoire, elle l'est aussi pour ceux de l'appareil digestif. Les causes ne sont évidemment plus les mêmes et sont principalement attribuable aux aliments et aux liquides qu'on ingère plutôt qu'à la qualité de l'air qu'on respire. Pour le cancer de l'estomac la région du "Lac-Saint-Jean ouest" vient en deuxième position au Québec juste derrière les Iles de la Madeleine. "Lac-Saint-Jean est" se retrouve en sixième position. Ce cancer se retrouve surtout chez les pêcheurs et les fermiers et on l'a souvent associé à l'ingestion de graisse animale, d'alcool, de viandes fumées etc..:

Pour le cancer de l'intestin "Lac-Saint-Jean est" se retrouve en deuxième place derrière Sherbrooke, Lac-Saint-Jean ouest n'est pas trop loin derrière. Pour le cancer des autres organes de l'appareil digestif Lac-Saint-Jean est occupe la même position mais cette fois-ci derrière Charlevois-est. Si nous risquons une hypothèse pour expliquer la présence constante de la région du Lac-Saint-Jean pour les plus hauts taux de cancer du système digestif, nous ne pouvons faire autrement cette fois-ci que de regarder du côté de la qualité de l'eau potable. Nous savons que la ville d'Alma connaît des problèmes depuis des années et que d'autres municipalités du secteur sont dans la même situation. "Horgan et al. remarque que l'association la plus stable concerne la concentration de chlore et la mortalité par cancer du rectum et du grand intestin et le cancer du rein" (3). Nous tenterons de pousser plus loin cette analyse le mois prochain alors que nous aurons une entrevue avec Jean-Pierre Thouez.

Pour terminer, disons que le Saguenay est dans le peloton de tête pour le cancer des ovaires. Chicoutimi est en sixième place pour le cancer de la prostate. Le Lac-Saint-Jean ouest est en tête pour le cancer des autres organes génito-urinaires, Lac-Saint-Jean est en quatrième position et que Chicoutimi n'est pas très loin derrière. Je suis un peu gêné de vous dire que nous sommes encore dans le peloton de tête pour le cancer des tissus lymphatiques.

Ne vous en faites pas, le risque que vous attrapiez un cancer n'est pas plus élevé maintenant que vous avez lu cette article. Malgré que les études statistiques ont toujours quelques limites et qu'ils puissent s'y glisser des erreurs, à moins de faire l'autruche il faut nous rendre à l'évidence; il existe des problèmes environnementaux très graves dans la région et il serait peut-être temps d'y voir!

Jean-Guy Girard.

Référence.

(1) Dischер, C.P., et al., 1976, p. 239, Cité dans Environnement et cancer. Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires sociales.
(2) Lung cancer mortality in aluminum reduction plant Worker. Graham W. Gibbs in Journal of occupational Medicine/Vol. 21 No 5 May 79.
(3) Cancer and the physicochemical quality of drinking water in Québec. Jean-Pierre Thouez, Yves Beauchamp et Antoine Simard in Social science medecine Vol. 15 D PP. 213 à 223. Pergamon press lmt.

Propos d'un prof

N.D.L.R.: L'entrevue a été réalisée par Carmen Desgagné.

DÉFINIR LA SITUATION ÉTUDIANTE:

FOCUS: Après 13 ans de CEGEP, que pensez-vous de la situation actuelle?
PROF.: Du point de vue historique, les collèges ont été créés, comme on le sait, pour répondre aux besoins de la formation générale et professionnelle des Québécois. Après toutes ces années, l'on constate la présence de multiples forces politiques et économiques à savoir la direction de chacun des collèges, les syndicats, les départements (bicéphal: pro-syndicaliste et pro-patron) selon les situations, et le reste (multinationales). Fait à noter, la force la moins significative et qui a probablement moins d'impact est évidemment la communauté étudiante. De plus, chacun doit être conscient de la présence dans le tableau de la fédération des cegeps, organisme qui regroupe l'ensemble des cegeps et bien sûr notre très innovateur ministère de l'Education (MEQ).



Photo: Jacques Jasmin

F.: A quoi attribues-tu le fait que les étudiants aient si peu d'influence et de force politique?

P.: Un facteur est sûrement la question d'âge. Les étudiants arrivent au collège maintenant à 16-17 ans, directement sortis des polyvalentes. De par leurs expériences dans ces boîtes, ils arrivent au collège, en général très dociles, très peu impliqués et surtout motivés par l'obtention de leur diplôme, leur soi-disant laisser-passer pour intégrer le marché du travail (paraîtrait-il que ça en prend un). Ainsi ils vont s'impliquer que très rarement dans la défense et l'avancement de leurs droits d'autant plus que plusieurs possèdent la mentalité d'être des privilégiés et des êtres que la vie a gratifiés de talents au-dessus de la moyenne. Il est évident que cette façon de penser a été nourrie dans les institutions similaires. Mais le fait en est que ce sont des facteurs sérieux qui empêchent les étudiants de se mobiliser. Si l'on fait un retour en arrière, l'on s'aperçoit qu'à chaque fois qu'il y eût mobilisation étudiante, malgré le fait du bien-fondé de leur cause, le tout en général a tourné au vinaigre (ex: prêts et bourses, lutte pour le calendrier scolaire lors de la grève des professeurs, etc.).

F.: D'où provient ce manque de finalisation de leurs objectifs?

P.: Comme on l 'a dit tantôt, les étudiants sont très peu sensibles à l'importance de se battre pour faire avancer leurs droits. C'est d'autant plus important que pratiquement, ils en possèdent très peu. De plus contrairement aux autres groupes plus expérimentés, ils ont à développer comme communauté, une stratégie globale d'intervention, ce qu'ils n'ont pas et que des autres groupes d'intérêts à voir se développer. Rajoutons à cela le passage bref de l'étudiant au niveau collégial (2 à 3 ans), comparativement à 6-7 ans et plus pour un cadre ou un professeur de carrière, l'hétérogénéité des sous-groupes étudiants (Techniques électroniques vs Lettres par exemple) et nous comprenons mieux à quoi est dû leur état actuel.

F.: Crois-tu que le courant de droite observé ces années-ci en Amérique du Nord ait un impact?
P.: Evidemment oui, dans la mesure où les idées qui sont nourries par ce courant actuel écologique servent de justification et de prétexte à leur acceptation passive de la réalité actuelle. Ainsi l'un dira qu'il va en informatique parce qu'il y a débouché actuellement, sans même s'arrêter à réfléchir sur les conséquences pratiques de l'ordinateur sur la qualité de notre vie personnelle et communautaire. Après tout, l'important c'est de réussir et souvent avec toute la compétition nécessaire. L'on n'est pas tellement loin de l'Américain qui étant parti de rien, vu la très grande liberté que lui offre le système de libre entreprise et de compétition, réussit (aux as gros et bien gras) du jour au lendemain...

F.: Qu'est-ce qui pourrait faire avancer la cause étudiante?
P.: Il faut le dire, il y a eu et il existe des pressions valables pour faire bouger les pouvoirs impliqués (MEQ, collèges, etc.). Il ne faut pas s'étonner de la lenteur du ministère de l'Education à accorder des droits légaux aux étudiants comme le droit de regard sur le contenu des cours, qualité de l'information, le droit de mécanisme de défense équitable tant qu'à l'évaluation

où il participerait et le reste. Ce que beaucoup d'étudiants ignorent, c'est le rapport de force entre patrons-syndicats. Dû à ce rapport, seule une prise de conscience et une intervention approprié en temps adéquat pourrait porter fruit. Par temps opportun, l'on entend le temps où la convention collective des enseignants est en négociation. Rappelons que cette convention lie le MEQ qui fournit les sommes impliquées dans le règlement de la fédération des cegeps et chacun des collèges qui vivent et appliquent les closes normatives et salariales finalement bien sur les syndicats...

F.: Pourquoi est-il si important pour les étudiants d'intervenir lors de la période de négociation collective des enseignants?

P.: Comme syndicats, les enseignants défendent leurs intérêts d'abord et avant tout dans un rapport de force qui est provincial et local. Ce qu'ils défendent en plus de la masse salariale ce sont des intérêts liés au pouvoir et aux conditions de travail pédagogique. Ce dernier niveau implique fatalement tous les autres. Ainsi les départements sont responsables de la qualité et du contenu des cours dispensés aux étudiants. Or ce dossier est une patate chaude en soit. L'on doit rappeler la tentative actuelle des collèges à augmenter leur pouvoir d'évaluation et même leur pouvoir d'imposer leur contenu de cours. L'on sait bien que le fait d'évaluer pourrait devenir facilement un outil pour "assainir" leur administration, c'est-à-dire congédier des professeurs, entre autres les professeurs en surplus ou encore ceux qui ne pensent pas comme eux et les pouvoirs économiques. Ainsi beaucoup d'individus cadres pourraient grandement faciliter leur avancement dans leur plan de carrière. On comprend facilement que les collèges n'ont pas intérêt à donner aux étudiants des pouvoirs qu'ils veulent obtenir pour eux. S'ils sont sensibles aux "échos" étudiants, (i.e. vécu du cours, difficultés...) cela semble souvent motivé par le besoin de préserver leur image et d'accroître leur pouvoir sur les professeurs et les départements. En revenant à la question principale, l'on comprend que tant et aussi longtemps que les pouvoirs de chacun sont définis par un contrat légal qui lie les parties, il est absurde de croire au Père Noël.

F.: Et le syndicat dans tout ça?

P.: Le syndicat des enseignants est pris dans l'engrenage de force. D'un côté, il doit défendre chacun des professeurs qui paie sa cotisation de même qu'empêcher que soit faite toute brèche dans le pouvoir des professeurs.

F.: Que ferait la partie patronale d'un pouvoir d'évaluation conféré aux étudiants?

P.: Les mécanismes qu'on devrait prévoir pour minimiser les injustices et le trafic d'influence, les abus de pouvoir,...sont autant d'aspects de la situation dont il faut tenir compte et prévoir...

Il ne faut pas être naïf et croire qu'un administrateur est un bon papa-gâteau qui protégerait ses professeurs contre des plaintes étudiantes non fondées. Il pourrait arriver que le patron se serve des droits conférés aux étudiants pour accroître son propre pouvoir...en vue de congédier et du même coup éviter les surplus de personnel. Ce n'est pas qu'ils seraient nécessairement de mauvaise foi mais simplement qu'ils ne manqueraient pas de jouer leur rôle en respectant la tradition.

F.: Comment envisages-tu l'avenir ?

P.: L'ensemble de nos énergies devrait être canalisé à définir clairement nos objectifs sociaux politiques et économiques. D'ici l'an 2000 les défis qu'on a à relever sont tels qu'ils exigent de la part de chacun des membres de la société un effort pour s'auto-éduquer, se prendre en main, et cesser de se faire manipuler par des bandits politiques et économiques. Tant et aussi longtemps que les individus suivront aveuglément les dictées de l'autorité, ils continueront à imaginer les Père Noël et les bonshommes sept heures. Rappelons l'expérience de Milligram aux E.-U. qui démontre que dans des situations d'autorité, une majorité d'individus d'un groupe sélectionné au hasard allaient jusqu'à appliquer à des confrères des chocs supposément mortels. Ces individus n'étaient pas les fils spirituels d'Hitler, mais des citoyens pour la plupart "bien adaptés" et respectueux de l'ordre établi. De là l'importance de l'auto-éducation de la prise en charge de soi-même au niveau des individus et des groupes.

Que les étudiants n'attendent point d'aide de d'autres groupes qu'eux-mêmes. Ils ont l'énergie, le temps, l'information à la portée de la main. Cela demande simplement un effort afin de créer une solidarité qui vise l'atteinte d'objectif communautaire. L'éducation est à repenser.

Bien sûr, cette façon de voir les choses peut rallier n'importe qui même les gens aux attitudes fascistes. Tout le monde est pour la vertu. Quand la vertu dérange la sécurité et les intérêts des gens, le tout est relié aux oubliettes. C'est un peu comme l'homme radical sur le plan politique qui aura sa pleine liberté de parole seulement durant le temps où personne ne l'écoutera. Mais essayez d'imaginer pour voir ce que feraient les professeurs, l'administration, etc., si les étudiants définissaient leur contenu de cours, leurs objectifs, leur mode d'évaluation conjointement et démocratiquement avec les personnes ressources et cela en fonction de nos et leurs besoins. Ça dérangerait bien des handicapés intellectuels et d'autres gens qui se nourrissent de pouvoir et de sécurité. En fait, les promesses d'avenir se situent au niveau d'une école ouverte engagée, sur le plan de la réalité concrète.

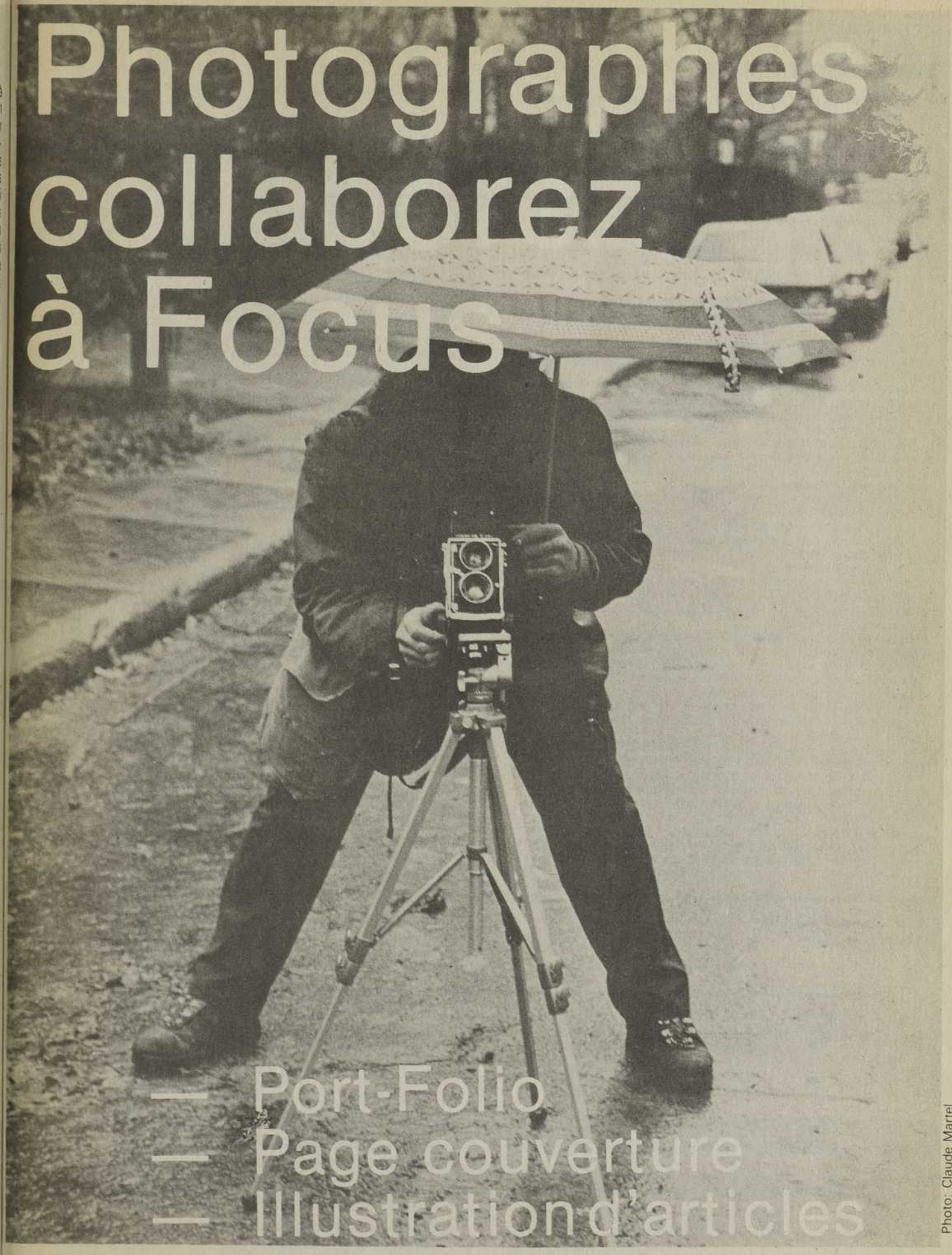
F.: Est-ce réaliste?

P.: Où est la réalité si ce n'est que celle qu'on perçoit et que l'on crée. Malgré l'avancement des connaissances bien des gens sont encore au 15ième siècle dans leur façon d'agir et de penser. Nous sommes au seuil du 21ième siècle avec l'espoir qu'une majorité des gens se développe en accord avec leurs besoins, leurs aspirations. Les groupes d'intérêts impliqués auront à changer leurs attitudes ou à être remplacés. C'est à eux de décider sinon espérons que d'autres auront la force nécessaire à décider pour eux...

F.: Et comme conclusion?

P.: Ce qui me vient à l'esprit avec l'amour que j'ai, ce sont des paroles de Pauline Julien que je veux bien rappeler: "Hey! Seriez-vous aussi aveugle? Seriez-vous à plat ventre? Hey! Hey! Seriez-vous aussi peureux?"

Photographes collaborez à Focus



— Port-Folio
— Page couverture
— Illustration d'articles

Photo: Claude Martel

RECOMMANDATION DU JURY
PAMEC 1981-1982

NOM DE LA CORPORATION: Les Productions Carouges (Focus, Jonquière)

RECOMMANDATION: SUBVENTION DE DEVELOPPEMENT: AUCUNE SUBVENTION

REMARQUES:

Malgré un rythme de parution qui s'est rétabli, après un arrêt de 6 mois;
malgré les qualités indéniables du contenu des publications et de leur présentation;
malgré la persistance de l'équipe à assurer une production relativement constante;
il est néanmoins apparu au jury que la qualité et la qualité des réserves qui ont émergé à l'étude du dossier l'incitent à ne pas recommander l'attribution d'une subvention.

Le jury tente ici de cerner l'essentiel de ses remarques: elles sont si nombreuses que ces commentaires n'ont pas la prétention d'être exhaustifs.

Pour un média qui se veut communautaire, l'approche des contenus apparaît par trop élitiste au jury. Il ne faut pas perdre de vue que la population desservie, selon les données mêmes du dossier présenté par Focus, a moins de 12 ans de scolarité dans une proportion de 91,7%. Le ton que cette approche privilégie ne favorise certainement pas l'accès du "monde ordinaire" à la production du média. D'ailleurs, le groupe évoque constamment la clientèle des travailleurs comme une "clientèle potentielle": cette dernière n'a pas vraiment constitué une cible réelle depuis que Focus existe! En fait, la revue Focus n'est pas centrée sur la "vraie réalité" du milieu qu'elle prétend desservir.

Il est aisé de comprendre ainsi la difficile pénétration de Focus dans le milieu, malgré l'aide d'organismes, pour la diffusion du moins. Un membership presque inexistant et un recrutement qui reste velléitaire, un tirage qui plafonne à 2,000 (malgré qu'on tire 5,000 copies), une rotation incessante des mêmes collaborateurs, enfin, Focus parachute littérallement les 3,000 copies restantes à qui les veut. Focus, "la seule revue vendue/gratuite" au Québec est un slogan qui, s'il était connue, ne l'honorerait pas!

Quant à l'aspect organisationnel, le jury s'interroge sur la pertinence de la formule "collectif de production" dans le contexte d'un média communautaire et de la notion de propriété collective qu'il implique. Cette formule semble privilégier une tendance du groupe à se concentrer sur les préoccupations personnelles et culturelles des permanents plutôt que sur celles de la collectivité qu'elle pense servir. Ce mode d'organisation sert ici facilement d'excuse à une gestion improvisée. S'il y a un modèle à inventer, Focus ne l'a pas encore mis au point. Son "autogestion" (pour reprendre l'expression de Focus) ressemble davantage à de l'anarchie débridée qu'à une co-gestion initiatrice.

Il est regrettable que le temps d'arrêt que Focus s'est donné en 1980 ait été davantage axé sur une réflexion auto-valorisante que sur la concrétisation de la relance de larevue, par la préparation de stratégies de restructuration, de développement, de financement, de façon à garantir la viabilité à long terme du média.

Sur le plan de la gestion financière, l'absence d'analyses, de contrôles, de méthodes de gestion élémentaires, de recherche systématique de sources de financement, de planification minimale, caractérisent cette organisation. Le jury n'est donc pas étonné de constater, au bilan financier 1980-1981, une chute de la courbe des ventes, des abonnements et de la publicité. Les objectifs spéciaux de financement que le groupe s'était proposés n'ont pas été atteints (le calendrier, la fête-bénéfice).

De plus, un oubli sérieux a été noté par le jury: la subvention 1980-1981 du ministère des Communications n'a pas été intégrée au bilan financier. Dans lacunes non moins sérieuses sont à relever, entre autres: la disproportion entre les comptes à percevoir et le total des ventes effectuées; l'écart entre les ventes et abonnements et le tirage annuel total qui est de un pour cinq: il est à se demander si une stratégie minimum de marketing anime l'équipe!

En outre, la faiblesse de la gestion se fait sentir notamment dans les prévisions budgétaires pour 1981-1982 qui s'avèrent hors de proportion avec la capacité de gestion du groupe, les sources inventoriées de financement, la capacité du milieu à soutenir la revue. L'exigence minimale qui assure la crédibilité d'une demande d'aide est l'adéquation que le jury peut établir entre le produit envisagé et la capacité de production de la corporation, en termes de ressources financières et humaines et d'objectifs visés. Pour ne citer qu'un exemple de cet irréalisme, le coût excessif du porte-folio est disproportionné par rapport aux objectifs d'un média communautaire et de ses possibilités de financement. A l'appui, le coût d'impression de ces photos équivaut celui de l'édition d'un numéro ou de plusieurs numéros entiers de beaucoup d'autres journaux communautaires.

Bref, le budget proposé ne dénote pas une bonne capacité de planification financière. Le manque de réalisme s'observe aussi à deux postes: les revenus escomptés de publicité n'ont même pas été atteints pendant l'année la plus faste de Focus, soit en 1979; les besoins en personnel sont démesurés par rapport à la production envisagée et à la rentabilité possible du projet!

De plus, le jury considère que des remarques semblables déjà adressées par le ministère des Communications au groupe en avril 1981 auraient dû l'inciter à redresser la situation. Focus tient en main tous les éléments de solution à ses problèmes mais semble peu empressé à les concrétiser.

Compte tenu du peu de fonds disponibles dans l'enveloppe presse écrite du PAMEC, le jury se voit incité à attribuer des subventions aux groupes qui, bien que modestement, ont réalisé une implantation réelle du média dans leur milieu respectif et qui ont produit un imprimé à la mesure de leurs ressources et de leurs besoins.

Tant que Focus ne se sera pas doté d'une stratégie de redressement, tant qu'il n'aura pas montré sa volonté de correspondre véritablement à la notion de communautaire, autant au niveau de son implantation que de son contenu, tant qu'il ne se sera pas muni d'une structure de gestion minimalement efficace, il ne devrait pas être en droit de s'attendre à un support venant du programme d'aide (PAMEC) du ministère des Communications.

RÉACTIONS ÉMOTIVES.

"Chapeau à l'équipe de Focus qui persiste depuis quatre ans à produire un mensuel, en région, d'une qualité, d'un intérêt et d'un engagement soutenu". Andrée Fortin, Revue Possible, sept. 81

Nous tentons de trouver le terme exact qui pourrait décrire nos sentiments à la réception des recommandations du jury du P.A.M.E.C., nous éprouvons beaucoup de difficultés. Insulté, choqué, aigri, surpris, décontenancé... Nous censurons cependant ceux qui les traduiraient le mieux, ils ne cadreraient pas dans le contenu élitiste de la revue. Comment comprendre le ton de ces recommandations qui passe de l'arrogance, à l'agressivité, au mépris et quelquefois même à l'aigreur. La seule offense que nous aurions pu leur faire c'est de leur présenter une demande de subvention. C'est vrai qu'elle était très volumineuse, plus de 200 pages en comptant les annexes et auxquels il faut ajouter les numéros que le jury semble avoir lu avec beaucoup d'at-

tention. C'est difficile de digérer tout ça en une journée et demi, mais ils étaient relativement bien payés pour le faire, l'équivalent en trois semaines de ce que les trois permanents ont reçu de Focus pour l'année 80-81.

Nous tenons cependant à féliciter le jury (trois montréalais) pour avoir réussi à cerner en quelques jours la "vraie réalité" de la région Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ce que n'a pas réussi à faire en quatre ans les différentes équipes qui se sont succédées à Focus et les quelques 150 collaborateurs qui ont participé à sa rédaction. C'est probablement parce que deux des membres du jury travaillent ou ont travaillé dans des médias gratuits, qu'ils ne savent pas que l'envoi de numéros gratuits est une stratégie promotionnelle employée dans la plupart des médias (Actualité, Québec Science, le Quotidien, etc.). Que Focus ait tenté de l'appliquer à son contexte, est une erreur dont il rougit. Et c'est naturellement par hasard, que ces numéros parachutés se sont écrasés dans des syndicats, des groupes populaires en environnement, des groupes de femmes ou dans des quartiers populaires. Curieux aussi, que le même jury qui recommande au ministère des Communications de reviser ses exigences sur le membership, l'applique d'une façon aussi tatillonne dans le cas de Focus. Une de leurs propositions porterait à 600 le nombre de membres à Focus, enfin. L'assemblée générale de Focus s'était donnée d'autres priorités qu'une campagne intensive de vente de cartes de membre, i.e. produire un média d'information communautaire en région.

Faire le bilan d'une organisation et en cerner les problèmes ne lui donnent pas nécessairement les moyens de corriger toutes les lacunes, cela peut cependant lui faire accepter que la production d'un média communautaire en région ne peut se faire que dans des conditions difficiles. L'aide apportée par le ministère des Communications en quatre ans ne fait que nous le confirmer. Imaginez comment il peut être difficile de planifier en consultant la courbe d'aide du P.A.M.E.C. au bas de cette page. Et c'est une des rares sources de subvention qui n'est pas supposée avoir de connotation politique. L'année dernière, six des sept demandes de subvention que nous avons présentées aux différents paliers de gouvernement nous ont été refusées. Cela ne faisait naturellement pas partie d'une stratégie de recherche systématique de financement, nous aurions pu en demander 18.

En consultant l'enquête sur Focus, le jury a peut-être oublié que cette étude financée par le P.A.M.E.C. 80 avait pour but d'améliorer les outils de gestion de Focus.Il ne savait probablement pas qu'avant même la remise de l'enquête, en mai (moment ou nous aurions pu commencer à apporter les correctifs), un budget de caisse était en place à Focus alors qu'au moins 50% des petites et moyennes entreprises québécoises n'utilisent pas encore cet outil de gestion. Nous n'avons cependant pas beaucoup de mérites, car le nombre de transactions quotidiennes que sous-entend un média vendu nous avait obligés à nous doter de livres comptables décents. Focus apprécierait beaucoup la présence d'un gestionnaire compétent à plein temps (salaire de $15,000.00 à $20,000.00) mais le média serait-il capable de le supporter financièrement. Certainement pas en 81-82, Messieurs-dame du jury à moins qu'il accepte de le faire bénévolement... Quand le groupe prend, à contre-coeur, la décision de ne pas produire un calendrier et un spectacle-bénéfice qui risqueraient d'augmenter notre déficit, nous sommes toujours de mauvais gestionnaires.

Celui qui s'est chargé de faire le bilan vous fait ses plus plattes excuses pour l'erreur d'interprétation qu'il a faite de la question concernant les subventions et vous fait demander si le jury avait accès au téléphone. Pour ce qui est de la disproportion entre les comptes à recevoir et le total des ventes effectuées, c'est que nous faisons "malheureusement affaire avec des groupes qui nous ressemblent, avec qui nous sommes compréhensifs et parfois même solidaires. Nous avions établi des prévisions budgétaires qui étaient, croyons-nous susceptibles de nous permettre de fonctionner dans des conditions optimales et enfin de pouvoir nous permettre des problèmes de courts termes, auxquels nous sommes si souvent confrontés. Nous savions cependant pertinemment bien que la subvention demandée serait à la baisse car le ministère des Communications a décidé que les médias écrits communautaires devraient rester sous-développés par rapport à la radio par exemple. Nous étions cependant prêt à continuer à fonctionner avec les limites avec lesquelles nous avons toujours fonctionné. Un jury sur lequel siégeait pourtant un représentant de la presse communautaire en a décidé autrement, à l'unanimité.

Malgré tout le respect que nous lui devons, nous ne pouvons accepter l'argument de ce jury qui allègue le peu de fonds disponibles dans l'enveloppe presse communautaire alors qu'il ne l'a pas utilisée en entier. Nous craignons aussi qu'il ait tracé les limites de ce que sera la presse communautaire au Québec en prenant cette position par rapport à Focus. Nous considérons, bien humblement, avoir beaucoup fait l'année dernière, pour l'information au Saguenay-Lac-St-Jean et nous aimerions que la population de la région 02 qui a été exclue cette année se solidarise avec Focus pour dénoncer cette décision.

Le conseil d'administration et les permanents de la revue Focus.

Alimentation



Source: La naissance de Christine Milinaire

N.D.L.R. Cet article est le premier d'une série de trois petits textes traitant de l'alimentation en période de grossesse, de l'allaitement du nouveau-né et de l'apprentissage des premières notions alimentaires chez l'enfant.

Puisqu'il faut commencer, commençons donc par le commencement:

ALIMENTATION EN PERIODE DE GROSSESSE

"Le corps enceint: une usine de fabrication par la récupération et la transformation".

UNE OCCASION REVEE

On sait que les Québécoises se nourrissent très mal. Les jeunes femmes en particulier selon un bon nombre de médecins et de diététiciens(nes). Alors, une grossesse est peut-être l'occasion rêvée de faire connaissance avec la diététique et de changer une bonne fois pour toutes nos habitudes alimentaires en vue de la naissance d'un enfant sain et d'un allaitement facile. Oh! Bien sûr, pas question de tomber dans l'excès, d'effectuer de savants calculs pour additionner les calories, les vitamines, etc. Il faut simplement connaître les bases rudimentaires et indispensables de la diététique et de les appliquer avec bon sens.

PREJUGES ET FAUSSE SAGESSE POPULAIRE

Précisons au départ qu'il est faux et même dangereux de croire, comme l'assurait nos grands-mères, que la future mère doit manger pour deux. Le bébé et la femme enceinte ne tirent aucun avantage d'une suralimentation. Il ne s'agit pas de beaucoup manger mais de bien manger. Le foetus n'a besoin que d'un nombre limité d'éléments nutritifs comme les vitamines, les sels minéraux (surtout le fer), le sucre, le calcium. Il faut faire fi des préjugés multiples et d'une fausse sagesse populaire que les femmes se transmettent de génération en génération.

LE PLACENTA

Comme le premier apport alimentaire que l'être humain reçoit est celui de sa mère par le placenta, parlons donc de celui-ci.

"Le placenta recueille et distribue les substances nécessaires à la vie du foetus. Il ramasse et élimine une partie des autres matières inutiles et rejetées par l'organisme". (1)

Donc, le placenta emmagasine les éléments nécessaires au développement du futur bébé, éléments qu'il puise à même l'alimentation de la future mère sans pour cela parvenir à éliminer complètement les substances nuisibles qui seraient trop concentrées dans l'organisme telles la nicotine (bébé plus petit, cerveau compris), l'alcool, plusieurs médicaments, les insecticides,...

UNE ALIMENTATION SIMPLE ET LOGIQUE

L'équilibre de la grossesse passe par l'équilibre alimentaire. Mais, de quoi a-t-il réellement besoin ce bébé en instance?

Pour nourrir l'enfant qu'il porte, l'organisme, pour ne pas s'affaiblir, a besoin de protéines, de graisses (lipides), de sucres (glucides), d'éléments minéraux et de calcium ainsi que de vitamines, ceci quotidiennement en raison de la complémentarité et de l'interrelation de chacun de ces éléments.

LES PROTEINES

Pour que la construction de base des tissus s'effectue bien, l'alimentation doit au départ contenir une bonne quantité de lait, de fromage, de yogourt, de crème, d'oeufs, de poisson, de viande, de noix ou de légumineuses.

LES GRAISSES (LIPIDES)

Le beurre, les huiles en général, le fromage et les oeufs, les amandes et les noix sont une source importante de vitamines A, D et F.

LES SUCRES (GLUCIDES)

Les sucres qui sont nécessaires à l'activité musculaire en particulier se retrouvent en quantité suffisante dans les fruits et les légumes frais ainsi que dans les fruits séchés. Les germinations de blé contiennent elles aussi un sucre très facile à assimiler.

LES ELEMENTS MINERAUX

LE PHOSPHORE

Indispensable à l'assimilation et à la fixation du calcium, le phosphore se retrouve dans la viande, le poisson, les oeufs, le lait, le fromage, les légumes secs et les céréales.

LE CALCIUM

Le lait et ses dérivés, le sésame et ses comparses et le soya contiennent le calcium qui servira à la formation des os et des dents du bébé.

LE FER

Le foetus se fait une réserve de fer qu'il utilise après sa naissance; persil, foie, viandes rouges, jaunes d'oeufs, épinards, lentilles et compagnie en sont d'excellentes sources.

LES VITAMINES: FRUITS ET LEGUMES FRAIS EN SONT RICHES!

VITAMINE C

Ce facteur de croissance anti-infectueux et antifatigue est retrouvé en très grande quantité dans le citron et la tomate.

VITAMINE A

Une vitamine pour la peau, la chevelure et la vue contenue dans le lait, le beurre, l'huile de foie de morue, le jaune d'oeuf, le foie et la carotte, les épinards, le persil, le soya.

VITAMINE D

Cette suivante, nécessaire pour une bonne assimilation du calcium, est développée dans l'organisme à l'aide des rayons du soleil. Le lait, le beurre et l'huile de foie de morue n'en sont pas pauvres.

VITAMINE E

On l'appelle la vitamine de fécondité et on en donne aux femmes sujettes aux fausses couches: laitue, cresson, germe de blé, huile d'arachide, de tournesol et de sésame.

VITAMINE B

Pour la femme enceinte la B1, B6 et la B12, qui sont antistress, antifatigue et qui aident à éliminer les crampes dans les membres inférieurs, se retrouvent dans les céréales, le lait, la viande, le germe de blé, la levure de bière principalement.

VITAMINE K

Contre l'anémie, cette dernière est contenue dans les épinards et légumes verts, les tomates, le foie et les algues.

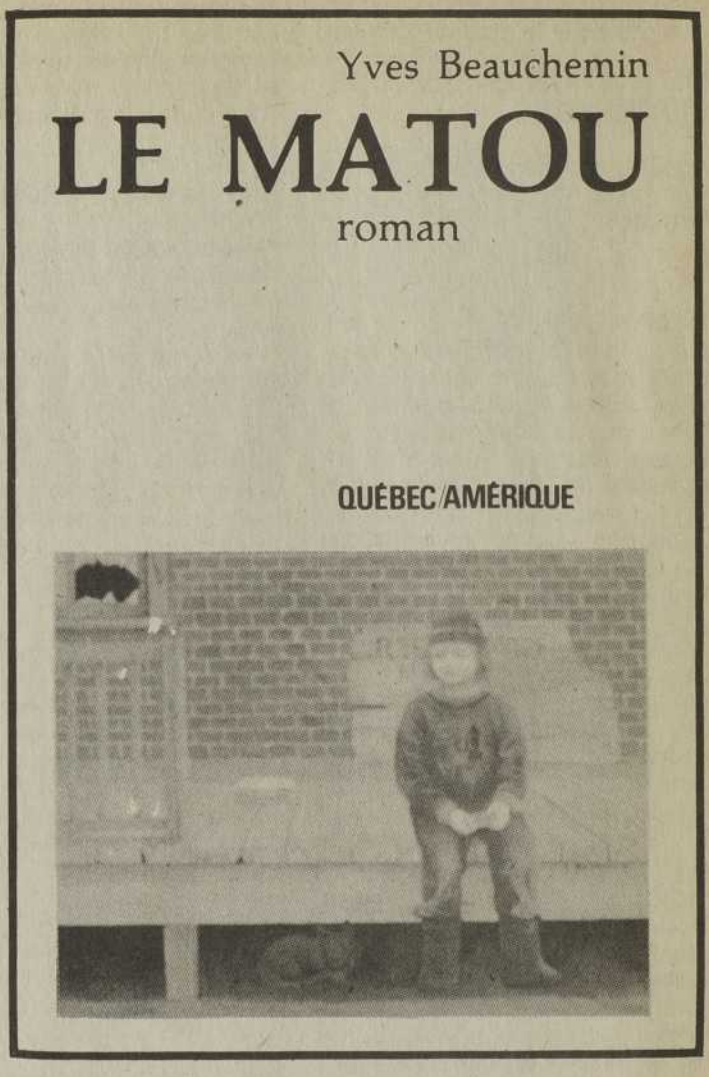
COMME UNE GRAINE DANS LA BONNE TERRE

La mise au monde d'un enfant "fort et en santé" est sans doute le meilleur héritage qu'il puisse recevoir. "J'étais bien dans ma peau, j'étais pleine d'énergie et j'étais contente de le sentir pousser..."

Christine Martel

(1) LA PERINATALITE, Agence d'Arc
LE LIVRE DE L'ALLAITEMENT MATERNEL, Intrisègue
DONNER LA VIE, Points.

Ecrits



YVES BEAUCHEMIN, QUEBEC AMERIQUE, 1981, 583 P., $14.95.

LE MATOU

Une grosse brique québécoise qui me fait dire que cette lecture-là n'est pas un luxe. 560 pages que j'ai dévorées en deux soirs après le travail. Je ne pouvais plus me tirer le nez du livre. Ça faisait longtemps que je n'avais savouré un aussi bon volume, faut dire que je suis gourmande. Ma dernière gourmandise qui m'a fait ressentir autant de voracité et de volupté a été les Ruskoff de Cavanna, délicieux...

Mais revenons à nos matous. Dès la première page, une intrigue, M. Ratablavaski, personnage mystérieux et qui sent des pieds, s'immisce dans la vie d'un jeune Montréalais (Florent), qui a toujours rêvé d'avoir un restaurant à Montréal, une binerie où il pourrait s'amasser un peu de fric et où les clients seraient satisfaits. Ratablavaski lui en offre la possibilité de façon si désintéressée que s'en est étrange. La blonde de Florent demeure sceptique. Personnages et situations s'entremêlent de façon que le (la) lecteur (trice) demeure continuellement en haleine. Un des personnages fort intéressant est Monsieur Emile, fils de pute, âgé de 5 1/2 ans, alcoolique et qui se prend d'affection pour Florent et sa blonde. Un curé un peu gaga, cousin de Florent et dont la seule passion est la lecture. Sa mère, millionnaire, qui demeure à Miami, invite le jeune couple à venir récupérer un peu de bévues qu'ils ont commis et l'éternel mystérieux Ratablavaski qui rôde dans les parages.

Une gare de train à Sainte-Roumanie, ça on aurait pu s'en passer, c'est la seule longueur que j'y ai trouvé, ça m'a semblé un peu facile et superflue mais ça ne dure pas trop longtemps heureusement, quelques pages.

Un retour à Montréal où on essaie de percer le mystère de cet étrange Ratablavaski, car au fil de la lecture, on ne sait plus trop qu'en penser, si c'est un bon diable ou un escroc. Mais lorsqu'on l'apprend, on l'apprend pour de bon. J'aimerais bien rencontrer Yves Beauchemin d'ailleurs au sujet de Ratablavaski, y a comme quelque chose qui me chicote. Il y a encore bon nombre de personnages que je me permets de ne pas vous présenter mais que vous serez sûrement enchantés de faire leur connaissance.

Bonne lecture et bon plaisir. Je vous jure que vous ne vous ennuierez pas. Moi, j'attaque l'Enfirouapé du même auteur, aux éditions de la Presse.

GINETTE PELOQUIN
pour la Librairie coopérative populaire d'Alma

L'enfirouapé, ed. de La Presse, 1974, 257 p., (Prix France-Québec 1975). $9.95.

"CINEMA COMPLEXE: une rare salle indépendante..."

Il y a quelques mois, on a ouvert une salle de cinéma de 368 places dans le complexe des Caisses d'entraide économique d'Alma.

En soi, c'est déjà un défi au commerce d'ouvrir une nouvelle salle de cinéma en province, et en plus une salle toute neuve équipée de sièges modernes plus confortables que ceux du "Bellevue" (et d'ailleurs) et d'un projecteur muni d'une lentille 35 mm et 70 mm. On ouvre bien sûr des nouveaux complexes de cinéma très petits et spécialisés à Toronto, à Montréal et à Québec depuis quelque temps, mais habituellement, dans les régions du Québec, on ferme les salles trop vieilles pour supporter le poids des années et la solitude des sièges pleins de poussière.

La nouvelle salle d'Alma appartient à deux actionnaires de cette ville - Denis Fortin et Pierre Côté - qui n'ont aucun lien avec les autres propriétaires indépendants du lac et encore moins avec la compagnie montréalaise France Film qui possède et administre toutes les salles de cinéma du Saguenay (sauf celui de la base de Bagotville mais gageons que vous n'y allez pas souvent).

Inaugurée il y a quelques mois, la grande salle de cinéma du complexe de l'Entraide (je ne peux m'empêcher de penser au plan de redressement des Caisses d'entraide quand j'écris le mot "complexe" et je me dis qu'il ne faut pas être "complexé" pour proposer des affaires comme ça à des sociétaires... mais ça n'a rien à voir avec le cinéma - les actionnaires du cinéma sont locataires) marche fort bien, aux dires des responsables.

On a des principes, on ne veut pas présenter trop de films ultra-commerciaux et encore moins de films de cul. Un programmateur montréalais propose aux administrateurs des choix de films et comme ça, de semaine en semaine, on monte le programme.

Bien sûr, il faut composer avec les lois du marché cinématographique québécois. Souvent les films se louent par groupe ("block booking") et on se voit obliger de passer quelques navets pour décrocher le gros film.

Parfois - plus souvent que moins -France Film fait des pressions auprès des distributeurs pour retenir certains films mais c'est normal, dans le milieu on appelle ça le système de la libre concurrence. Plus t'es gros, plus tu prends de la place.

Il arrive aussi que les salles de cinéma d'Alma fassent un peu de bruit pour mêler les cartes de la nouvelle salle de cinéma du coin. Mais là aussi les coups bas ne semblent pas trop bas.

Ainsi on arrive à programmer des films inédits dans la région (au Lac comme au Saguenay) régulièrement.

Parmi les films qui ont bien marché jusqu'ici signalons "Shinning" de S. Kubrick, "La Luna" de B. Bertolluci, "Kackemusha" de A. Kurosawa et même un film québécois, "Les bons débarras" de F. Mankiewich.

C'est un signe que les salles commerciales peuvent parfois miser sur du bon cinéma et faire confiance au goût des amateurs qui n'attendent que ces films pour sortir.

D'autres films plus commerciaux américains et français font aussi de bonnes salles.

On attire environ 5% des spectateurs des environs de Jonquière et d'autres du Lac depuis que le cinéma de Roberval est fermé.

Les administrateurs insistent pour dire que le rôle de la presse est importante dans la fréquentation de leur salle. Quand le chroniqueur culturel du "Quotidien" fait un bon papier sur les films à l'affiche au complexe, les spectateurs sont plus nombreux. C'est dommage que les chroniqueurs culturels des journaux du Lac ne rédigent pas de critiques de cinéma.

On investit pas mal de publicité dans les journaux du Lac et du Saguenay en réservant régulièrement de l'espace publicitaire et aussi à la radio locale.

En somme, le fait que la salle soit plus confortable qu'ailleurs joue sensiblement en faveur de la réputation de ce nouveau cinéma.

On a réservé, pour les semaines à venir, certains films inédits dans la région comme "La cité des femmes" de Fellini, "Les uns les autres" de Lelouch, "Scanners" le gros film d'horreur canadien de D. Cronenberg et Pierre David et "Houston Texas", le documentaire-choc de F. Reichenbach, etc. La petite salle de 200 places devrait ouvrir en décembre, on vient de réparer le gros défaut de l'écran qui était placé trop haut, et on a confiance que ça marchera mieux encore.

Tout ce qu'on peut dire c'est que la compagnie France Film aurait peut-être des leçons à tirer de la petite salle indépendante du complexe des Caisses d'entraide. Les spectateurs aiment parfois voir des films potables dans un endroit confortable. Il serait peut-être temps que cette compagnie montréalaise investisse un peu dans la rénovation de ses salles du Saguenay comme elle l'a déjà fait au cinéma de Paris de Québec. Il y a des limites à se balancer des spectateurs qui passent parfois par Québec, Montréal...ou Alma.



Pierre Demers

Environnement

A ALMA, C'EST RISQUÉ DE NE PAS ÉCOUTER CFGT.

Non, non ! Nous ne nous sommes pas trompés, c'est bel et bien une chronique Environnement et qui ne parlera pas en plus de pollution sonore. CFGT n'a pas mis sur pied à l'aide de la petite pègre locale un racket de protection qui vous oblige à l'écouter. C'est tout simplement que moi, citoyen d'Alma je commence à me demander sérieusement s'il n'y a pas des risques pour ma santé et celle de mes enfants à continuer de ne pas syntoniser notre poste AM commercial local. Mais laissez-moi plutôt vous raconter: J'ai mon fils avec moi depuis bientôt une semaine, il fait une mauvaise grippe, il a de la fièvre, il tousse. De toute façon, lorsqu'il est avec moi, il se plaint assez régulièrement de maux de ventre. Je me sens plutôt impuissant dans ces moments-là, je lui dis que ça va passer et je tente de lui changer les idées. Cette fois-ci, je n'ai pas eu le choix, j'ai été consulté un médecin qui lui a prescrit des antibiotiques. Je me décide un jeudi à aller chercher de l'eau de source, je n'y vais pas régulièrement. Une question de temps que je n'ai pas ou que je ne prends pas. Il y a trois ou quatre personnes qui attendent devant moi pour quérir cette précieuse eau qui coule lentement au bout d'un tuyau. Je me dis qu'il y a décidément de plus en plus de monde qui sont au courant de la piètre qualité de l'eau de consommation à Alma. J'en parle à la femme qui est juste devant moi. Elle a trente ou trente-cinq ans, elle est avec deux jeunes enfants. Elle me dit qu'elle vient régulièrement depuis plusieurs mois et m'explique qu'il y a un pareil achalandage parce que l'eau d'Alma avait été déclaré impropre à la consommation depuis une semaine et qu'il y avait un avis de faire bouillir pendant 20 minutes avant de la consommer. Les bras me tombent, j'empoisonne donc mon fils déjà malade avec cette eau depuis une semaine.

C'est la goutte qui a fait déborder le vase. J'ai tenté de savoir comment il était possible que je n'aie pas été averti, d'une quelconque façon d'une chose aussi importante, aussi vitale. J'appelle à la ville, on me réfère à un ingénieur qui me dit que la situation est sur le point de se régler, que la situation n'est pas si grave, que lui-même n'a jamais arrêté de boire cette eau et qu'il se porte le mieux du monde. Ah oui! il m'apprend que la municipalité avertit la population par le biais de messages publicitaires qu'elle paie pour qu'ils soient diffusés sur les ondes de la radio locale. J'aurais aussi pu l'apprendre dans le Quotidien du mardi qui avait repris la nouvelle. Pour tenter d'en savoir un peu plus sur la situation je téléphone au département de santé communautaire. On me réfère à Roberval: "Non, il n'y pas de problème, on nous aurait averti. Non, il n'y a jamais eu de recherche sur l'impact sur la santé des gens quand l'eau est déclarée impropre à la consommation. De toute façon, nous n'avons pas les effectifs et nous avons beaucoup d'autres chats à fouetter et s'il y avait des problèmes graves, nous serions avertis.

QUI S'OCCUPE DE L'EAU?

Au ministère de l'Environnement où j'appelle une semaine plus tard, on m'apprend que la situation n'est toujours pas revenue à la normale. Que ce sont eux qui s'occupent de faire les prélèvements, que ceux-ci sont envoyés à Québec pour être analysés et que les résultats arrivent deux jours plus tard. Les prélèvements ne sont cependant faits que le lundi, le mardi et le mercredi, ce qui fait que si des problèmes arrivent le jeudi, même les personnes qui écoutent CFGT ne le sauront qu'une semaine plus tard. Que la proposition de la municipalité de relocaliser la prise d'eau dans la Grande-Décharge et de continuer à la traiter à l'aide du chlore a été accepté par le ministère du l'Environnement, lui qui exigeait pourtant quelques années plus tôt la construction d'une usine d'épuration. Curieux! Et on me confirme l'information parue dans le Lac-Saint-Jean à l'effet que l'eau de la source du boulevard Auger est contaminée par une assez forte concentration de bactéries coliformes. Que cette contamination est probablement due à des erreurs techniques qu'on aurait commises lors de son aménagement, erreurs qui permettraient à l'eau de surface de s'infiltrer, que les correctifs seraient peu coûteux mais que le propriétaire du terrain n'en a pas les moyens. Décidément rien ne va plus pour l'eau à Alma.

Le Comité d'environnement d'Alma a produit l'été dernier un excellent dossier sur la qualité de l'eau potable à Alma qui cerne très bien le problème. Car, même en dehors des crises, l'eau d'Alma reste plus que douteuse. Sa couleur, son ph, sa turbidité et sa composition chimique sont passés au peigne fin dans le document du Comité d'environnement On nous trace aussi l'histoire des problèmes de l'eau dans cette municipalité. On aborde aussi les solutions qui sont à envisager. Ils se proposent d'ailleurs de faire connaître leur travail lors de soirées d'information qui seront organisées dans les différents quartiers d'Alma. Pendant ce temps-là, la municipalité d'Alma a annoncé la formation d'un comité ad-hoc sur le problème de l'eau. Ça fait tellement longtemps que le maire d'Alma nous parle des solutions qu'il envisage mais que rien ne bouge, qu'il devient de plus en plus difficile de se contenter de sa parole. Il faut faire des pressions si on ne veut pas qu'on noye encore une fois le poisson dans un flot de paroles.

Au moment où je vous écris, je ne sais même pas si la situation est redevenue normale. Je ne syntonise toujours pas CFGT mais je n'ai pas retouché à l'eau du robinet. Si on se préoccupe quelque peu de la santé de la population à Alma, un seul moyen semble efficace et c'est la poste: Un circulaire distribué dans chaque maison et qui arrive au plus tard le lendemain de l'arrivée des résultats d'analyse et un autre circulaire pour avertir que la situation est redevenue normale. C'est en dessous du minimum auquel on est en droit de s'attendre.

Jean-Guy Girard.

"Vous lisez toujours CROC?"



Ce qui se passe à la revue "Croc" commence à ressembler drôlement à un petit phénomène de la presse marginale québécoise. Pourquoi? Parce que ça fait plus de deux ans que la (farce) publication dure (1er numéro: octobre 1979) et que le petit monstre se porte plutôt bien.

Actuellement, à son 25e numéro, la revue tire à 45,000 exemplaires et se vend très bien. C'est une revue québécoise qui recrute ses lecteurs dans toutes les régions (comme "l'Actualité" mais pas pour les mêmes raisons j'imagine) et semble répondre à un besoin congénital de lecture surtout chez les jeunes lecteurs (les gros abonnés de "Croc" viennent du milieu scolaire secondaire) et les plus jeunes encore (moi mon fils de 10 ans dévore "Croc" avec un évident plaisir) du primaire et de la maternelle...

C'est donc une revue comique d'ici, qui a enfin atteint une certaine vitesse de croisière.

Mais la revue a autant de défauts qu'elle peut avoir de qualités pour un habituel lecteur de magazines du même genre.

Ses qualités d'abord: la mise en page, le graphisme, les illustrations, les gags visuels, les couleurs, le papier sont propres et pour tout dire de facture professionnelle. Ça a pris plus de 10 ans pour que les revues québécoises de textes et de b.d. drôles atteignent cette qualité. La plupart des collaborateurs de "Croc" le savent (Hurtubise en tête) puisqu'ils ont lancé des dizaines de revues de b.d. qui n'ont jamais dépassé le cap des 5-6 numéros.

Donc on semble là avoir marqué un point important en insistant sur le "show visuel". On peut regarder d'abord "Croc" et le lire par la suite. La revue est impeccable. C'est sûrement une revue très bien faite dans son genre. On y a aussi découvert des bons "running gags" (des farces qui pognent souvent) comme le courrier, la gazette du mois, certaines chroniques, et les parodies d'autres media. Certaines photos détournées atteignent aussi leur but.

Le fait également de miser sur une brochette de très bons caricaturistes québécois - Berthio et Chapleau trop mal utilisé à mon avis - ajoute du poids à la la force de frappe de "Croc".

Et puis des dessinateurs de b.d. sociales comme Gaboury (de loin la grosse plume de la revue) et Garnotte contribuent aussi à la réputation d'une telle revue satirique.

L'équipe semble assez homogène et les numéros thématiques (les meilleurs ayant été ceux sur les vacances, l'amour épais, la crise d'octobre, o Canada, maudits français et le sélection) qui marchent plus que les autres, ont le don de respirer cette joyeuse folie communicative qui s'empare habituellement d'une gang de fous qui délirent tous à la même vitesse.

Mais même si c'est fou braque chez "Croc", même si les trouvailles graphiques et journalistiques sont souvent étonnantes, ça reste assez gratuit.

Ça devient facile à la longue de taper sur Ryan, Jérôme Lemay, la ville de Drummondville, Emile Genest, bref toute la galerie de nos joyeux freaks.

Ceux qui dessinent et écrivent dans "Croc" sont les petits frères de Foglia de "La Presse". Ils se crissent du monde et trouvent leurs chums drôles.

On finit par rester sur notre faim. Il faudrait autre chose, d'autres avenues pour rendre "Croc" plus critique et journalistique.

Moi je pense que "Croc" visera juste quand certains de ses numéros seront interdits ou encore susceptibles de poursuites judiciaires. Jusqu'ici "Croc" n'a pas été suffisamment dangereux, provocateur. Dans le fond, ils sont encore polis et gentils.

Il faudrait que les rédacteurs de "Croc" regardent davantage du côté de certaines publications satiriques françaises comme "Hara-Kiri" et encore mieux "Le canard enchaîné" pour réajuster leur tir et leur calibre.

Jusqu'ici ils ont trop plagié des revues américaines comme "Mad" et "National Lampoon".

Il y a de la place au Québec pour un journalisme satirique plus sérieux, plus dangereux qui se permettrait d'enquêter ailleurs que dans des conversations de tavernes ou salons-bars.

Un autre défaut majeur de "Croc": la b.d. québécoise n'y trouve pas son compte. On y accepte davantage des b.d. comiques que des b.d. d'autres genres. Le style est ultra-conventionnel et plein de bons dessinateurs d'ici sont interdits de séjour dans "Croc" parce qu'ils ne partagent pas les idées du noyau de rédacteurs et de dessinateurs. Il faudrait que la clique (c'est pas nécessairement un défaut pour publier une telle revue de partager des idées sur certains sujets, au contraire) de "Croc" s'ouvre un peu aux autres idées nouvelles et drôles.

Mais pour faire un tel virage rédactionnel, il faudrait que "Croc" vise un public de lecteurs plus âgés, plus politisés, moins flyés que les jeunes du secondaire qui ne veulent que rigoler un bon coup par mois sans conséquence. Pourtant certains rédacteurs de "Croc" ont du poil et une bonne expérience journalistique.

On peut sans doute rigoler pour plus de raisons que moins.

Le journalisme satirique québécois ne s'en porterait que mieux. Foglia délire en maudit dans "La Presse" mais quand il rédige des reportages sur les taudis de Harlem ou les élèves d'une école primaire de Montréal, on rit jaune.

On devrait rire jaune un peu plus souvent dans "Croc" - au lieu de rire trop souvent pour le fun. C'est pas toujours parce que c'est drôle qu'on rit.

Pierre Demers

Le professeur Lentille

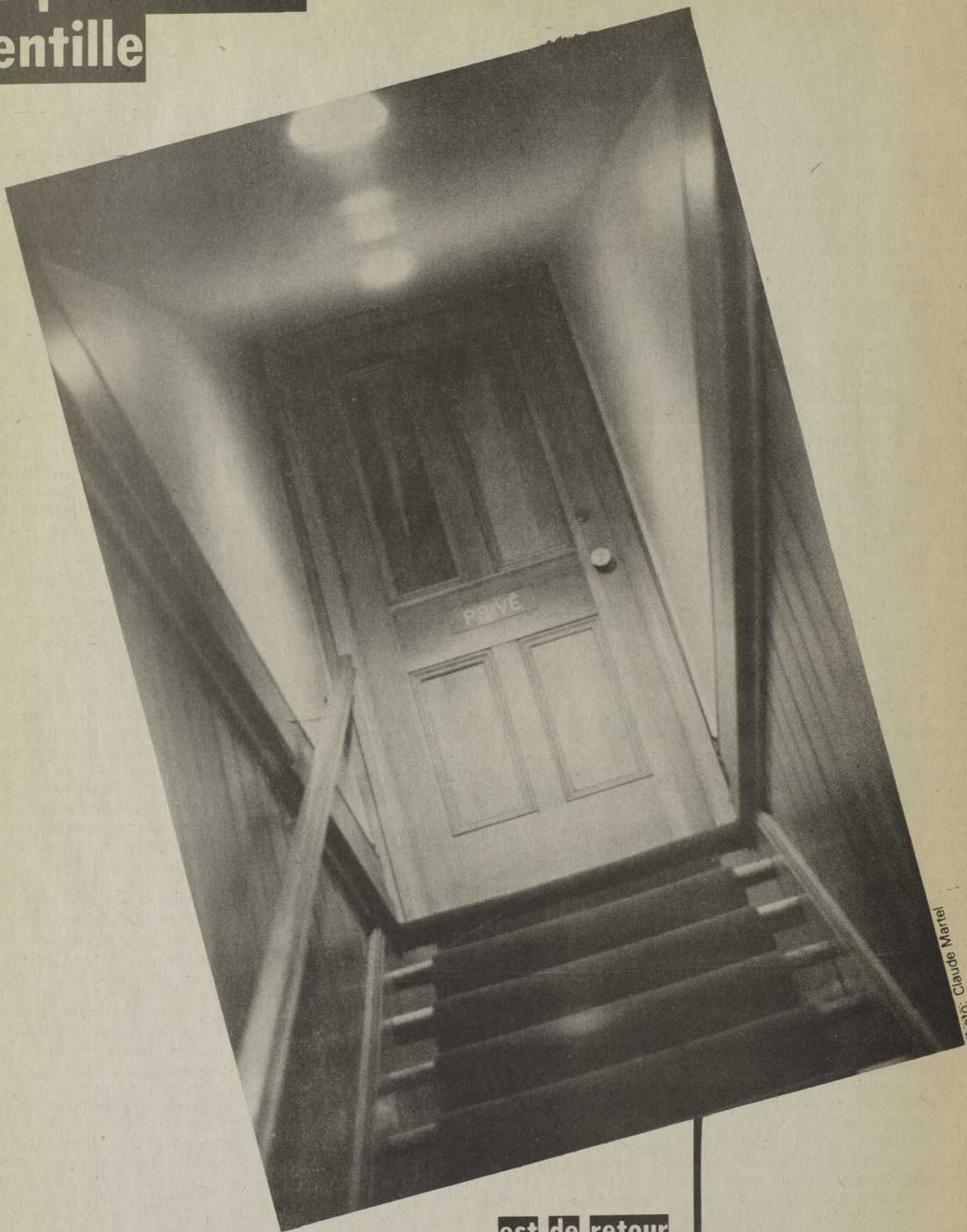


Photo: Claude Martel

est de retour

N.D.L.R. Le professeur Lentille est enfin de retour de ses voyages scientifiques. Pour toutes nos lectrices et lecteurs qui, comme tout un chacun sait, conservent précieusement dans l'ammoniac leur inestimable collection intégrale de Focus, le professeur Lentille est cet acharné collaborateur qui nous a fait part, dans les débuts de la revue, de ses observations sur le monde, contemporain ou encore régional.

Collaborateur d'autant plus inestimable qu'il n'a pas hésité à recevoir, et ce bénévolement il faut le souligner, l'exemplaire gratuit que nous lui avons fait parvenir à chaque mois.

Nous vous rappelons que le professeur avait dû interrompre ses inoubliables chroniques que, par inadvertance et seulement par inadvertance, notre graphiste s'obstinait à jeter à la poubelle, pour effectuer des recherches qui l'amenèrent où se concentrent les efforts scientifiques: le Mexique, le Vénézuela, l'Alberta et la Saoudite Arabie, bref là où le pétrole demande à être raffiné au contact de la civilisation occidentale. Place donc à la rigueur, à la science, au chercheur au-dessus de tout soupçon, à l'espoir, à la foi, à l'onomatopée, au risque, à l'aventure, à l'hégémonie, aux gémonies, à l'électorat, au tutorat, aux envies, à la bombe à étrons, et encore nous en passons...

CAHIER D'UN RETOUR AU PAYS REGIONAL

Je tiens tout d'abord à remercier la revue Focus et la G.R.C. de me permettre à nouveau de prendre la parole écrite dans un organe et un organe qui n'est pas le moindre mais bel et bien un organe d'information qui a accepté de faire don de lui-même par le biais de son permis de conduire à tout autre groupement qui en aurait besoin un jour sur son lit de mort. Deuxièmement, je tiens aussi à clarifier la situation: je n'ai pas réussi encore à mettre la main sur celle du graphiste qui a anciennement égaré de façon systématique plus d'une dizaine de mes articles, et ce avant même la publication, ce qui ne laisse planer aucun doute sur l'objectif visé, mais je tiens à lui dire qu'il ne perd rien pour attendre, surtout s'il voyage au moyen du service autobus de la C.I.T.S.

Et deuxièmement, en plus du Vénézuela et de l'Alberta comme site de mes recherches scientifiques, je veux ici spécifier que je n'ai pas oublié Arvida où de stupéfiantes expériences sont en cours: remplacement du réservoir d'eau potable par une nappe de mazout pour empêcher les nudistes de cette ville de s'y baigner, ouverture de la plus grande mine de charbon à ciel ouvert de la région en arrière de la polyvalente de cette ville, et enfin la magnifique piste de mini-trail pour handicapés à côté de la même école. Les autorités municipales avaient pensé paver la route mènant au local de l'association des handicapés, mais ceux-ci ont refusé, prétextant de l'année 81, leur année, pour garder intacte et sauvage la piste menant à leur local.

A Alma aussi on fait des recherches

A Alma également, de nombreuses recherches furent effectuées pour mettre un terme à l'abus de pouvoir de la maladie du Complexe du centre d'achats. On sait qu'à l'exemple du président de Coca-Cola, le président sortant (c'est un euphémisme) des Caisses d'entraide voulait créer une nouvelle religion dont le temple aurait résonné du cliquetis des caisses-enregistreuses. Heureusement, ce projet dont la moralité laissait à désirer a été mis à jour par le réseau TVA dont le rôle de premier plan pour le maintien de la qualité de l'information n'est plus à prouver. De source bien informée (mais qui pourtant devrait savoir qu'un abonnement à la revue Focus n'est plus de $12 depuis belle lurette), il semblerait que ce soit l'Armée de Marie qui ait fourni les informations nécessaires pour faire éclater le scandale à jour. Le prix de leur collaboration: un nouveau café chrétien à Alma ainsi qu'un autre voyage en Pologne dans un DC-9 miraculeux (il n'est pas encore tombé) dont les hublots sont fabriqués avec des vitraux d'église. Les soldates et soldats de Marie n'effectueront leur voyage qu'après le montage de leur dernier film cinémascope: La vie de Jésus-Crie.

Spécial petit déjeuner: deux "Reagan and Haig" pour $1.

Du côté international, tout va bien, la science avance à grands pas même si elle doit rester incognito. La preuve, ces deux opérations qu'ont eues à subir récemment les deux grands de ce monde: Ronald Reagan et Jean-Paul II.

Tout d'abord M. Reagan a dû camoufler en tentative d'assassinat une bénigne opération aux poumons destinée à le rendre ventriloque. On sait que le troisième grand rêve de Ronald Reagan, après celui d'être comédien et président des Etats-Unis, était d'être ventriloque. L'opération, selon les médecins, a été un grand succès, puisque M. Reagan a pu "converser" à distance avec deux avions lybiens au moyen de transmetteurs F-14.

L'opération du Pape, elle, a dû être camouflée pour des raisons diplomatiques engendrées par l'accroissement de la tension entre l'Est et l'Ouest. En effet, à cause des difficultés économiques grandissantes en Pologne, Jean-Paul II a été dans l'impossibilité de se procurer l'amplificateur anal dont il a besoin pour traduire ses sermons en italien. Le Pape a donc dû se plier (au figuré évidemment...) à cette opération et accepter qu'on lui installe un amplificateur anal de fabrication italienne. Un problème majeur pourtant: les amplificateurs anaux italiens traduisent vers le français, ce qui ne semble pas plaire du tout au souverain pontife en froid avec ce pays depuis les dernières élections présidentielles qui s'y sont tenues. On se rappellera que c'est la deuxième opération qu'a due subir le Pape depuis son accession au trône, la première ayant pour but de remplacer les vieilles chaussettes du Pape par une paire de skis alpins spécialement fabriqués par la célèbre équipe de cardinaux "Les Brigades Rouges", les seuls habilités à fabriquer les skis qui permettent depuis longtemps aux papes successifs de chanter la messe papale en latin.

Le meilleur "Quotidien" de la région

Le meilleur quotidien de la région, au nom si évocateur du "Quotidien", vient d'entamer une lutte farouche contre le bleuet, ce fruit bien de chez nous. C'est en effet au nom d'une lutte à finir contre le chauvinisme régional, lutte que mène depuis longtemps déjà le Quotidien, que ce journal annonçait, au début du mois d'août dernier, qu'il y aurait pénurie de cueilleurs pour récolter l'abondante production de ce fruit. Ce geste très subtil du journal qui lançait un cri d'alarme, eut pour effet d'amener sur les lieux de cueillette un nombre jamais vu de cueilleurs. Résultats: les salaires ont chuté, des milliers de bleuets sont apparus à Saint-Bruno... Merci au "Quotidien" de ce geste désintéressé et comme le disait un contremaître d'Arvida Reday Mix: "Au plus fort la poche!"

Le mois prochain, je vous ferai part de mes recherches scientifiques dans le monde de l'écologie. Comme avant-goût: il n'y aura pas de prochain numéro de Focus, le comité de rédaction ayant décidé d'interrompre la publication par respect pour les arbres. Bonjour chez-vous!!...

Livres et Bouquins



LES SAIGNEURS DE LA GUERRE,
de Jean Bacon, Les Presses d'aujourd'hui, 285 pages, 1981.

Il faut absolument lire le livre de Jean Bacon, "Les Saigneurs de la Guerre", ne serait-ce que pour comprendre les manoeuvres américaines ou soviétiques ou autres qui ont trait à leur puissance militaire respective et à la prolifération des armes offensives et défensives dans le monde.

Jean Bacon n'a certes pas la prétention de vouloir prêcher sur les montagnes à la recherche d'auditoire pacifiste, mais ce qu'il arrive à faire avec son livre est étonnant et le résultat en est douloureux pour qui croit en la grandeur de l'homme, en son intelligence lumineuse, en ses possibilités de créer un monde de paix; en effet, il extirpe du lecteur jusqu'à ses dernières illusions, si tant il en avait, et nous entraîne sur le terrain de "de la connerie humaine", terrain sur lequel nous voyons parader maréchaux et généraux, présidents et simples soldats, tous plus fiers les uns que les autres d'entraîner, avec plus ou moins de rapidité, l'homme vers sa destruction totale.

Et le tout est traité avec humour, de cet humour qui vous laisse plein de détresse après vous avoir tant fait rire... Et l'on revient de tout, et des hommes et de leurs oeuvres, et des petits soldats et de "leur innocence", et des politiciens et de leurs grands projets.

En somme, une lecture divertissante, amusante, qui ne manquera pas de vous faire sourire, mais qui ne manquera pas non plus de vous laisser désemparé.

J.R.

"ITINÉRAIRE TOPONYMIQUE DU CHEMIN DU ROY-QUÉBEC-MONTRÉAL" par René Bouchard et collaborateurs, collection études et recherches toponymiques no 2, Gouvernement du Québec, Commission de toponymie, 89 p., 1981, environ $5.00 chez l'Editeur officiel.

Drôle de lecture, drôle de livre. Pourquoi pas? C'est toujours le temps de découvrir la signification des lieux qu'on habite et qu'on visite. Voici la première d'une série d'études toponymiques sur le Québec qui vaut plus que le coup d'oeil.

Abondamment illustrée, riche en photos couleurs et fortement documentée sur le plan historique, voici la meilleure façon à mon avis, de faire de la géographie et de la linguistique populaire.

On y refait, village après village, le chemin du roi en justifiant le nom des lieux, des cours d'eau, des localités et des curiosités régionales.

L'entreprise relève à la fois de l'histoire régionale et de la quête du vocabulaire collectif.

C'est toujours utile de savoir comment nos ancêtres s'y sont pris pour s'identifier et nommer leur coin de pays.

Je ne connais pas de meilleur guide (touristique) pour partir en voyage du côté de Trois-Rivières et monter jusqu'à Montréal.

Faut avoir le temps bien sûr de rouler doucement (ça se ferait bien en vélo) sans se presser et aussi avoir l'envie de s'arrêter de temps en temps. Ça repose également des maniaques qui roulent à la planche sur la 20 vers Montréal en se prenant pour Gilles Villeneuve.

Il faudrait que la Commission de toponymie poursuive ses recherches et publie d'autres itinéraires toponymiques de toutes les régions du Québec. L'entreprise qui relève de l'éducation populaire (et permanente) vaut le coup (et le coût). Même en ces temps de restrictions budgétaires mon cul. On a qu'à couper sur l'asphalte et les viaducs en béton.

P.D.

"L'ÉMIGRATION DES QUÉBÉCOIS AUX ÉTATS-UNIS DE 1840 À 1930" par Yolande Lavoie, Documentation du Conseil de la langue française, no 1, Editeur officiel du Québec, 1981, 69 p., $2.95.

Rien de bien nouveau dans cette brochure de Yolande Lavoie sur les conséquences démographiques de l'émigration d'ici au XIXe siècle et début du XXe que l'on ne savait déjà.

Très peu de gens du Saguenay et du Lac ont pris le bord des filatures du Maine durant ces années. Ce sont surtout les Québécois qui vivaient près des frontières américaines qui ont déménagé.

Ceux qui ont déjà lu les ouvrages de Yolande Lavoie publiés au Boréal-express savent toutes ces données depuis longtemps.

Mais la brochure publiée par le Conseil de la langue française vaut peut-être davantage pour sa clarté, ses tableaux précis et son attachante iconographie puisée surtout à même les recherches photographiques de Richard Santerre. Les photos des Québécois exilés là-bas, dans leurs usines, dans leur ghetto urbain, dans leur maison réduite, au cours de leurs fêtes populaires nous renseignent peut-être mieux sur leur vie d'exil que tous les tableaux démographiques.

Pas moins de un million de Québécois ont ainsi pris le chemin des Etats durant ces années pour échapper au chômage, à la crise économique (on a les crises économiques qu'on mérite...air connu), aux poursuites judiciaires qui ont suivi les soulèvements populaires de 1837-38, et sans doute aussi au goût de l'aventure en cherchant fortune dans le pays de l'avenir pour les émigrés.

Il faudrait pousser des études sur un autre cas d'exil des Québécois: l'exil de l'intérieur. C'est-à-dire la situation de ceux qui, pour toutes sortes de raisons, doivent quitter leur région-coin de pays qui en vaut d'autres - pour monter en ville (Montréal ou Calgary). Les exilés forçés sont de toutes les époques et de toutes les latitudes.

C'est au sujet de toutes les générations que m'a fait penser la brochure de Yolande Lavoie. C'est également un très beau sujet de film, vous ne croyez pas?

P.D.

"ALBERT SAINT-MARTIN, MILITANT D'AVANT-GARDE" (1865-1947) de Claude Larivière, les éditions coopératives Albert-St-Martin, collection luttes ouvrières, Montréal, 1979, 290 p., $9.00

L'histoire du Québec, au moins celle du XIXe et du XXe siècles est à refaire à la lumière des biographies de tous ces militants québécois qui ont oeuvré sur les fronts syndicaux, ouvriers, journalistiques et dont on a négligé même de retenir les noms dans nos belles histoires du Canada et du Québec officiels de Groulx, Rumilly et compagnie.

Pour continuer cette redécouverte de l'histoire populaire du Québec - surtout celle du début du siècle à Montréal, Claude Larivière suit à la trace les activités d'Albert Saint-Martin, traducteur de métier, fonctionnaire à la ville de Montréal et l'un des premiers esprits libres que le Québec a connu.

Il a dénonçé avec virulence les conditions de vie imposées aux travailleurs et travailleuses des usines de Montréal à l'époque du syndicalisme naissant. Il a aussi appuyé des candidats ouvriers aux élections fédérales, provinciales, municipales, s'est présenté lui-même régulièrement comme candidat socialiste, et ce à une époque où le mot même de "socialisme" était interdit par les autorités politiques et religieuses en place.

On retient de ses actions avant-gardistes militantes la mise sur pied d'une coopérative d'alimentation, de nombreux regroupements de chômeurs piquetant devant l'hôtel de ville de Montréal pour réclamer du travail et des campagnes de presse contre l'hypocrisie des organisations de charité qui demandaient aux sans travail de rester calmes et résignés.

Libre penseur, athé reconnu et réputé, adepte de la vie familiale en commune bien avant tous les freaks de la génération mainmise,

Albert Saint-Martin prônait également la diffusion et l'utilisation de l'esperanto pour mieux rapprocher les peuples et les classes laborieuses.

Un militant tenace, pas toujours facile à suivre dans sa logique de libertaire mais foncièrement honnête que nous restitue le travail de Larivière. D'autres noms aussi à retenir de ces années de luttes populaires mémorables - comme le chroniqueur ouvrier de "La Presse" J.A. Rodier - où le seul fait d'organiser annuellement une marche du 1er mai vous inscrivait sur la liste noire perpétuelle des patrons et des politiciens.

Cette biographie est complétée par une série de textes représentatifs de la verve militante de Saint-Martin. Je pense encore au bonhomme Saint-Martin qui, dans les années 30, à plus de 70 ans, se fait assommer sur le trottoir par des étudiants de droite stimulés par les Jésuites, pour ses idées socialistes. Ces mêmes étudiants qui avaient déjà mis le feu à sa bibliothèque populaire. On part de loin.

P.D.

PIERRE BERTHIAUME. LE JOURNAL PIEGE OU L'ART DE TRAFIQUER L'INFORMATION. Essai publié chez vlb éditeur, 1981. 194 p.



Voici un livre pour ceux-celles qui sentent bien que quelque chose ne tourne pas rond dans la presse traditionnelle, mais qui attendaient d'en être convaincus (tout ne tourne pas rond non plus dans la presse alternative, mais au moins on ne s'y prétend pas objectif et neutre).

Le samedi 17 mai 1980, trois jours avant le référendum, la Presse titre en première page: "LA PRESSE et le référendum, c'est NON". Pourtant l'éditorial qui porte ce titre n'est signé que par Roger Lemelin. On aurait donc dû lire: "Roger Lemelin et le référendum, c'est non". Mais contrairement au journaliste, individu qui a une part de subjectivité et d'émotion, l'organisme, dans ce cas-ci La Presse, peut sembler plus facilement avoir un caractère d'objectivité.

"Comme un romancier qui invente un univers romanesque, le journal invente un univers socio-politique. (A tel point par ex. que les hommes politiques sont parfois obligés de nier une rumeur montée de toutes pièces par un journaliste. Dans un journal, le mensonge ou la rumeur devient une réalité contre laquelle il faut se battre). Mais à la différence du romancier qui reconnaît le caractère fictif de son monde, le journal cache cette dimension de sa création. Le journal invente une réalité mais il soutient en même temps que ce qu'il invente est la réalité". (p. 13).

Cette "objectivation" de l'information est alors réalisée au moyen de "techniques" que Berthiaume nous explique en se servant d'exemples tirés de quatre quotidiens québécois: le Devoir, le Journal de Québec, la Presse et le Soleil. Ces techniques sont l'omission ou la création d'information, la répétition d'un message dans le temps, la saturation immédiate, l'ambiguïté volontaire, le rapprochement ou la séparation de nouvelles, les effets de titres (guillemets et points de suspension par ex.), etc. etc., toutes des techniques où le journaliste a peu à dire et où la direction du journal exerce un contrôle presque total. Les journalistes ne sont pas, loin de là, les principaux poseurs de pièges.

A.S.

CALENDRIER OCTOBRE-NOVEMBRE 1981

CHICOUTIMI
Expositions de Jean-Paul Lapointe (peinture) et Conrad Lapointe (ébénisterie). Dans le couloir-expo du centre socio-culturel. Jusqu'au 25 octobre.

Exposition des sculptures de Raymond Dutil. Dans la grande salle du centre socio-culturel. Jusqu'au 18 octobre.

JONQUIERE
Caveau des anciens: Jean Landry, pianiste. A 22 heures jusqu'au 31 octobre.

Maison de l'Arche: Exposition de Denis Bouchard, Bidules et gribouillis. Jusqu'au 21 octobre.

LUNDI, LE 12 OCTOBRE

CHICOUTIMI
Ciné-club de l'auditorium Dufour: "L'homme de marbre" d'Andrezej Wajda. A 19h30.

Lundi-ci, l'aut-dit ça: "Le traitement des déchets toxiques". Invités: Daniel Green de la Société pour vaindre la pollution et un représentant du ministère de l'Environnement. Au centre socio-culturel. A 19h30.

Bar Labrecque: "Superman" de Richard Donners". A 20h45. Aussi les 13 et 14 octobre.

JONQUIERE
Ciné-club du cegep: "Mouchouanipi - Le pays de la terre sans arbre" de Pierre Perrault et B. Gosselin. Salle François-Brassard. A 20 h.

Café-campus: le film "Prophétie" de John Frankenheimer, suspense fantastique. A 21 h aussi le 13 octobre.

MARDI LE 13 OCTOBRE

ALMA
Mardi écologique: "Les déchets toxiques". Invités: Daniel Green de la Société pour vaincre la pollution et un représentant du ministère de l'Environnement. A la salle du conseil de l'hôtel de ville. A 19h30.

CHICOUTIMI
Les belles soirées de la Société des arts de Chicoutimi: Visite et commentaires sur son exposition de sculptures par Raymond Dutil. Au centre socio-culturel. A 20 h.

JONQUIERE
Aux Masques d'or: "Clearlight", groupe de cinq musiciens de Hamilton, rock progressif. Jusqu'au 18 octobre.

SAINT-FELICIEN
Exposition de Nicole Therrien à la bibliothèque municipale. Jusqu'au 30 octobre.

MERCREDI LE 14 OCTOBRE

ALMA
Ciné-tourelle: "On n'est pas des anges" de Suzanne Guy et Guy Simonneau. Salle la Tourelle du cegep d'Alma. A 15h30 et à 20 h.

CHICOUTIMI
Animation photographique. Invité: Jacques Boily, photographe. Au centre socio-culturel. A 19h30.

JONQUIERE
Salle François-Brassard: "Même jour, même heure" avec Louise Marleau. A 20h30. A confirmer.

LA BAIE
Ciné-club: "La fièvre des planches" d'Alan Parker. Auditorium de la polyvalente de La Baie. A 20 h.

QUEBEC
Expositions: - "Pratiques sociales et engagées en art au Québec, 1975-1980". Dans le cadre de l'événement Art et société. Au Musée du Québec. Jusqu'au 29 novembre.

- "Tendances sociales en photographie au Québec". Galerie du Musée (Anse aux barques). Jusqu'au 15 novembre.

JEUDI LE 15 OCTOBRE

CHICOUTIMI
Représentation théâtrale "Voyages lunaires" par la troupe Coind'trop. Au centre socio-culturel. A 21 h. Aussi présentée le 16 octobre.

JONQUIERE
Salle François-Brassard: Plume Latraverse. A 21 h.

VENDREDI LE 16 OCTOBRE

CHICOUTIMI
Auditorium Dufour: Plume Latraverse. A 21 h.

SAMEDI LE 17 OCTOBRE

CHICOUTIMI
Musée du Saguenay-Lac-Saint-Jean: Rétrospective Léo-Paul Tremblé (près de 200 oeuvres). Jusqu'au 13 décembre. Vernissage: le 24 octobre à 20 h.

DIMANCHE LE 18 OCTOBRE

CHICOUTIMI
"Rencontres ethniques" présente la Tunisie avec M. Rachid Bessaoud. Au centre socio-culturel. A 11 h.
Animation numismatique et philatélique. Au centre socio-culturel. A 13h30.

Assemblée générale de la coopérative d'alimentation naturelle La Levure. Au chalet du parc Rosaire-Gauthier. A 13 h.

JONQUIERE
Centre national d'exposition: "Aspects de la photographie au Québec", exposition itinérante du Musée d'art contemporain. Salle 01. Mois de la science. Salles 02 et 03. Jusqu'au 15 novembre.
Café-campus: "Manhattan" de Woody Allen. A 21 h. Aussi les 19 et 20 octobre.

ROBERVAL
Aud. Fernand-Bilodeau: Michel Langevin, guitare classique. A 20h30.

LUNDI LE 19 OCTOBRE

CHICOUTIMI
Ciné-club de l'aud. Dufour: "Aguirre, la colère de Dieu" de Werner Herzog. A 19h30.
"Les archives de famille, qu'est-ce que c'est?" 1ère d'une série. Au centre socio-culturel. A 19h30.
Bar Labrecque: Le film "Capricorne". A 20h45. Aussi les 20 et 21 octobre.

JONQUIERE
Ciné-club du cegep: "Le tambour" de Volker Schloendoff. A 20 h.

MONTREAL
"La presse alternative est-elle une alternative à la presse?". Evénements organisés par la revue Le Temps fou. Jusqu'au 24 octobre. Pour inf.: Véronique Dassas, (514) 526-2516.

MARDI LE 20 OCTOBRE

CHICOUTIMI
Les belles soirées de la Société des arts de Chicoutimi: "L'activité artistique à Québec". Invité: Richard Martel. Au centre socio-culturel. A 20 h.

JONQUIERE
Aux Masques d'or: "Ego", groupe de quatre musiciens de Toronto, rock metal. Jusqu'au 25 octobre.

MERCREDI LE 21 OCTOBRE

ALMA

Langage plus: Les environnements de Colette. A la salle Tremblé du cegep d'Alma. Jusqu'au 8 novembre.

Ciné-tourelle: "Roméo et Juliette" de Franco Zeffirelli. Salle La Tourelle du cegep d'Alma. A 15h30 et à 20 h.

CHICOUTIMI

Animation photo: erreurs de composition. Au centre socio-culturel. A 19h30.
Auditorium Dufour: Flûte-harpe avec Andrée Benny, flûtiste et Nathalie Peeven, harpiste. A 20h30.

LA BAIE

Ciné-club: "Le locataire" de Roman Polanski. Auditorium de la polyvalente de La Baie. A 20 h.

JONQUIERE

Salle François-Brassard: Edith Butler. A 20h30.

JEUDI LE 22 OCTOBRE

ALMA

Auditorium d'Alma: Le Théâtre populaire du Québec présente "La famille Toucourt en solo ce soir". A 21h30.

CHICOUTIMI

Exposition multidisciplinaire d'Alex Magrini. Dans la grande salle du centre socio-culturel. Jusqu'au 5 novembre. Mini-spectacle, avant le vernissage, de l'ensemble d'instruments à vent du Conservatoire. A 20h15.

Jeudis du Conservatoire:
-Violon, violoncelle, contrebasse et piano avec les élèves de Langis Breton, Mariette Gendron et Roland Desjardins.
- Ensemble d'instruments à corde de la classe de Jean Morin. Dans la salle de concert du Conservatoire. A 20h30.

JONQUIERE

Café-campus: "Y a-t-il un pilote dans l'avion?" A 21 h. Aussi les 23 et 24 octobre.

VENDREDI LE 23 OCTOBRE

ALMA

Auditorium d'Alma: Edith Butler. A 21h30.

CHICOUTIMI

Aud. Dufour: Le T.P.Q. présente "La famille Toucourt en solo ce soir". A 21 h.
Conférence/animation sur "La route de la traite des fourrures" par le club Escapade. Au centre socio-culturel. A 20 h.

JONQUIERE

Maison de l'Arche: Neuf photographes de la rive sud. Jusqu'au 10 novembre.

MONTREAL

Colloque "Les femmes et l'information". Aussi les 24 et 25 octobre. Pour inf: Camille Gagnon, (514) 651-4100, poste 19, ou (514) 277-8108.

SAMEDI LE 24 OCTOBRE

CHICOUTIMI

Auditorium Dufour: Edith Butler. A 20h30.

DOLBEAU

Aud. Jean-Dolbeau: Le T.P.Q. présente "La famille Toucourt en solo ce soir.

SAINT-FELICIEN

Aud. de la polyvalente: Le théâtre de marionnettes "La manivelle" présente "Où est-ce qu'on est quand on rêve?" A 19 h.

DIMANCHE LE 25 OCTOBRE

CHICOUTIMI

"Rencontres ethniques" présente Haïti avec Mme Claudette Morosse. A 11 h.

JONQUIERE

Café-campus: "La nuit des masques" de John Carpenter. A 21 h. Aussi les 26 et 27 octobre.

LUNDI LE 26 OCTOBRE

CHICOUTIMI

Lundi-ci, l'aut'dit ça: "Il y a plus de cancer chez nous... pourquoi? Invité: Jean-Pierre Thouez. Au centre socio-culturel. A 19h30. Ciné-club de l'auditorium Dufour: "Le saut dans le vide" de Marco Bellochio. A 19h30.

JONQUIERE

Semaine du cinéma québécois et régional: "On n'est pas des anges" de Suzanne Guy et Guy Simonneau, à 20 h. "A vos risques et périls" de Jean et Serge Gagné, à 21h30. A la salle François-Brassard.

MARDI LE 27 OCTOBRE

ALMA

Mardi écologique: "Le taux de cancer dans la région". Invité: Jean-Pierre Thouez. A la salle du conseil à l'hôtel de ville. A 19h30.

CHICOUTIMI

Les belles soirées de la Société des arts de Chicoutimi: Visite commentée par Alex Magrini de son exposition. Au centre socio-culturel. A 20 h.

JONQUIERE

Semaine du cinéma québécois et régional: "Strass café" de Lea Pool, à 20 h. "Chaperons rouges" de Hélène Bourgeault et Helen Doyle, à 21h30. Aux Masques d'or: Le groupe "Cross fire", cinq musiciens de Chicago, heavy rock. Jusqu'au 1er novembre.

MERCREDI LE 28 OCTOBRE

ALMA

Ciné-tourelle: "Iphigénie" de Michel Cacoyannis. A la salle La tourelle du cégep. A 15h30 et à 20 h.

CHICOUTIMI

Animation photographique: Clinique sur la macrophotographie. Au centre socio-culturel. A 19h30.

LA BAIE

"L'homme à tout faire" de Micheline Lanctôt. Aud. de la polyvalente de La Baie. A 20 h.

JONQUIERE

Semaine du cinéma québécois et régional: "Speak White" de Pierre Falardeau et Julien Poulin, "Harmonium en Californie" de Robert Fortier et "Les adeptes" de Gilles Blais. Salle François-Brassard. A 20 h.

JEUDI LE 29 OCTOBRE

CHICOUTIMI

Jeudis du Conservatoire:
-Elèves des classes de clarinette et quintette à vent.
- Récital d'instruments à cordes de la classe de Jones Van Bockern. Salle de concert. A 20h30.
Exposition de maisons à l'échelle. Dans le couloir-expo du centre socio-culturel. Jusqu'au 15 novembre. Mini-spectacle avant le vernissage, du chansonnier Louis Roy. A 20h15.

JONQUIERE

Semaine du cinéma québécois et régional: "Albertine l'éternelle jeunesse" de Richard Lavoie et "La parole aux sculpteurs" d'Alain Corneau, à 20 h. "Power from Shipshaw" de l'O.N.F. et l'Alcan et "L'énergie des autres" de Michel Lemieux, à 21h30. A la salle François-Brassard.

SAINT-FELICIEN

Auditorium de la polyvalente: "Que la fête commence" de Bob Fosse. A 20 h.

VENDREDI LE 30 OCTOBRE

ALMA

Auditorium d'Alma: La compagnie Jean Duceppe présente "Broue". Aussi le 31 octobre.

CHICOUTIMI

Soirée littéraire du Regroupement des auteurs et éditeurs autonomes. Dans la journée: ateliers d'écriture. Au centre socio-culturel. Aud. Dufour: "Danse-partout". A 21 h.

JONQUIERE

Semaine du cinéma québécois et régional: "Le petit pays" de Bertrand Langlois et "Les oiseaux ne meurent pas de faim" de François Dupuis, à 20 h. "Les grands en-

fants" de Paul Tana, à 21 h. Salle François-Brassard.

QUEBEC

Colloque "Art et société". A l'Institut canadien, 37, rue Sainte-Angèle. A 20h30. Aussi les 31 octobre et 1er novembre. Inf.: (514) 529-9680.

SAMEDI LE 31 OCTOBRE

CHICOUTIMI

Théâtre de marionnettes: "Où est-ce qu'on est quand on rêve?" par la troupe "La Manivelle". Au centre socio-culturel. A 14 h.

Bar Le Pingouin: Party de l'Halloween. A 19h30.

JONQUIERE

Salle François-Brassard: Spectacle de guitare classique avec Michel Langevin. A 20h30.

DIMANCHE LE 1er NOVEMBRE

CHICOUTIMI

"Rencontres ethniques" présente le Cambodge avec M. Kanl Lok Kessaro. Au centre socio-culturel. A 11 h.

JONQUIERE

Atelier d'animation en macramé. Au centre culturel. De 11 h à 16 h.

ROBERVAL

Aud. Fernand-Bilodeau: La troupe "La Manivelle" présente "Où est-ce qu'on est quand on rêve?" A 14 h.

LUNDI LE 2 NOVEMBRE

CHICOUTIMI

Ciné-club de l'aud. Dufour: "L'homme à tout faire" de Micheline Lanctôt. A 19h30. "Les archives de famille et la recherche". Au centre socio-culturel. A 19h30.

Bar Labrecque: "Que la fête commence" de Bob Fosse à 20h45. Aussi les 3 et 4 novembre.

JONQUIERE

Ciné-club du cegep: "Entr'acte" et "Le dernier milliardaire" de René Clair. Salle François-Brassard. A 20 h.

Aux Masques d'or: Le groupe "Easy Street" de New-York, heavy rock. Jusqu'au 8 novembre.

MARDI LE 3 NOVEMBRE

CHICOUTIMI

Les belles soirées de la Société des arts de Chicoutimi: Conférence sur le phénomène artistique amérindien. Invité: Jean-Paul Vincent. Au centre socio-culturel. A 20 h.

JONQUIERE

Salle François-Brassard: Jacques Michel. A 20h30.

MERCREDI LE 4 NOVEMBRE

CHICOUTIMI

Animation photographique: Conférence sur les filtres Cokin et les objectifs Tamron. Au centre socio-culturel. A 19h30.

Aud. Dufour: Jacques Michel. A 20h30.

LA BAIE

Ciné-club: "Mort sur le Nil" de John Guillermin. Aud. de la polyvalente de La Baie. A 20 h.

JEUDI LE 5 NOVEMBRE

ALMA

Auditorium d'Alma: Jacques Michel. A 21 h.

VENDREDI LE 6 NOVEMBRE

CHICOUTIMI

Stage en cinéma super 8 avec l'Association pour le jeune cinéma québécois. Au centre socio-culturel. Inscriptions à 19h30. Aussi les 7, 8, 14 et 15 novembre.

Aud. Dufour: L'Ensemble Cantabile de Montréal présente "Vive l'opérette": "La chatte métamorphosée" d'Offenbach et "La poule noire" de Rosenthal. A 21 h.

SAMEDI LE 7 NOVEMBRE

CHICOUTIMI

Exposition d'oeuvres pour l'encan du 15 novembre dans la grande salle du centre socio-culturel. Jusqu'au 15 novembre.

Aud. Dufour: Le Théâtre populaire d'Alma présente "Old Orchard? Connais pas." A 20h30. Aussi le 8 novembre.

HULL

"Les maisons couvertes de terre et autres alternatives en construction". Colloque organisé par le Centre des ressources écologiques de l'Outaouais. Pour inf.: (819) 770-4012, poste 326.

JONQUIERE

Salle François-Brassard: L'Ensemble Cantabile de Montréal présente "Vive l'opérette": "La chatte métamorphosée" d'Offenbach et "La poule noire" de Rosenthal. A 20h30.

DIMANCHE LE 8 NOVEMBRE

ALMA

Aud. d'Alma: L'Ensemble Cantabile de Montréal présente "Vive l'opérette": "La chatte métamorphosée" d'Offenbach et "La poule noire" de Rosenthal. A 20h30.

CHICOUTIMI

"Rencontres ethniques" présente l'Iran avec M. Shahrokh Pirmoradi. Au centre socio-culturel. A 11 h.

LUNDI LE 9 NOVEMBRE

CHICOUTIMI

Ciné-club de l'aud. Dufour: "Kagemusha" de Akira Kurosawa. A 19h30.

Lundi-ci, l'aut'dit ça: "De la fiction nucléaire à la bombe à neutrons". Visionnement de "La fiction nucléaire" de Jean Chabot. Invitée: Solange Vincent. Au centre socio-culturel. A 19h30.

JONQUIERE

Ciné-club du cégep: "Nicaragua: septembre 1978" de Frank Diamand; "Quand le peuple s'éveille" par des cinéastes latino-américains et "Salvador: la révolution ou la mort" de Frank Diamand. Salle François-Brassard. A 20 h.

MARDI LE 10 NOVEMBRE

ALMA

Mardi écologique: "Le nucléaire" avec Solange Vincent. A la salle du conseil à l'hôtel de ville. A 19h30.

JONQUIERE

Aux Masques d'or: "Coney Hatch" de Toronto, heavy rock. Jusqu'au 15 novembre.

MERCREDI LE 11 NOVEMBRE

ALMA

Langage plus: Exposition de Françoise Lavoie, Jean-Yves Bastarache et Jeanne d'Arc Brochu, peintures et dessins. A la salle Tremblé du cegep. Jusqu'au 29 novembre.

CHICOUTIMI

Animation photographique. Invité: Max Gubéli, représentant de la compagnie Fuji. Au centre socio-culturel. A 19h30.

DOLBEAU

Bar l'Ephémère II: Fête de la pleine lune.

LA BAIE

"Chauffeur de taxi" de Martin Scorsese. Aud. de la polyvalente de La Baie. A 20 h.

JONQUIERE

Salle François-Brassard: La compagnie Jean Duceppe présente "Quelque part, un lac". A 20h30.

JEUDI LE 12 NOVEMBRE

CHICOUTIMI

Jeudis du Conservatoire: Marc Tremblay, Clermont Boulianne et l'Ensemble de percussions de la classe d'André Morin. Au piano d'accompagnement: Mme Jean Sutherland. Salle de concert. A 20h30.

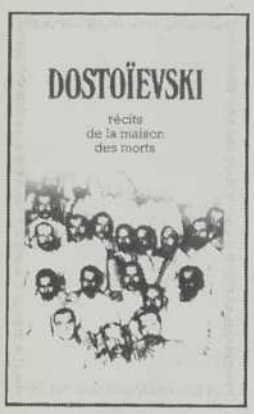
FIN NOVEMBRE

CHICOUTIMI

Insertion présente un événement sur le symposium, l'art sociologique et l'art régional. Dates à préciser. Pour inf.: 545-7598 ou 549-6069.

POUR LA RENTRÉE, DEUX COLLECTIONS INDISPENSABLES

COLLECTION GARNIER-FLAMMARION



Ouvrages de divertissement ou livres de réflexion, tous les textes font l'objet de la plus scrupuleuse édition. Ils sont accompagnés d'une chronologie, d'une bibliographie et d'une introduction, dues aux meilleurs spécialistes ou à de grands écrivains.

Format de poche, au prix d'un livre de poche.
Volume simple $3.50, - Volume double $4.50,
- Volume triple $5.50, - Volume quadruple $6.50,
- Volume quintuple $7.50.

COLLECTION CHAMPS



De grands textes abordant les sujets majeurs de la réflexion contemporaine.

Volume simple $5.25, - Volume double $6.75,
- Volume triple $8.75, - Volume quadruple $9.95.

En vente dans toute bonne librairie
Les éditions Flammarion ltée



Les Bouquinistes

392 Rue Racine est- Chicoutimi

POUR LES BOUQUINISTES

DÉPOSITAIRE DE REVUES PARALLÈLES

SEMAINE du CINEMA

QUÉBÉCOIS ET SAGUENÉEN 81'



PHOTO: MICHEL GAUTHIER GRAPHISME: RICHARD CÉRAPS

SALLE FRANCOIS BRASSARD
du 26 au 30 oct. (20 hrs)

- 15 FILMS INÉDITS
- PRÉSENCE DE CINÉASTES
- ENTRÉE $2.00 OU LAISSER PASSER $5.00

en collaboration avec l'institut québécois du cinéma et l'Onf